

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/VAL/W/97

26 mars 2002

(02-1534)

Comité de l'évaluation en douane

COMPILATION DES DISCUSSIONS QUI ONT EU LIEU DANS DIVERS ORGANES DE L'OMC SUR LES QUESTIONS LIÉES À LA MISE EN ŒUVRE EN RAPPORT AVEC L'ÉVALUATION EN DOUANE

Note d'information du Secrétariat

À la demande des délégations, le Secrétariat a rassemblé les parties pertinentes des documents dans lesquels les tirets du paragraphe 7 du document JOB(01)/152/Rev.1 et/ou l'objet du paragraphe 8.3 du document WT/MIN(01)/17 ont été examinés. On trouvera ci-après la liste des documents qui sont annexés, qui sont présentés par ordre chronologique.

I.	PROPOSITIONS	2
A.	WT/GC/W/227	2
B.	WT/GC/W/354, PARAGRAPHES 28 À 30	5
C.	WT/GC/W/355, PARAGRAPHES 30 À 32	5
D.	JOB(99)/3169, PARAGRAPHES 79 À 85	6
E.	JOB(99)/3169/ADD.1	8
II.	COMPTES RENDUS DES SESSIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL	8
A.	RÉUNION DES 22 JUIN ET 3 JUILLET 2000 (WT/GC/M/56 – PARAGRAPHES 149 À 161)	8
B.	RÉUNION DU 18 OCTOBRE 2000 (WT/GC/M/59 – PARAGRAPHES 21 À 26)	12
C.	RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 2000 (WT/GC/M/62 - PARAGRAPHES 7 À 9 ET 22 À 24)	13
D.	RÉUNION DU 27 AVRIL 2001 (WT/GC/M/64 - PARAGRAPHES 32-33, 51 À 62; 72 À 76 ET 84 À 86)	15
E.	RÉUNION DU 20 JUILLET 2001 (WT/GC/M/67 - PARAGRAPHES 13, 16, 25 À 27, 34-35, 50-51 ET 54-55)	24
F.	RÉUNION DES 3 OCTOBRE ET 1 ^{ER} NOVEMBRE 2001 (WT/GC/M/70 - PARAGRAPHES 5-6 ET 15-16)	29
III.	DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL	30
A.	DÉCISION DU 15 DÉCEMBRE 2000 (WT/L/384)	30
IV.	DISCUSSIONS AU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE	33
A.	COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DES 7, 13, 24, ET 29 NOVEMBRE 2000 (G/VAL/M/17 - POINT 2)	33
B.	RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU CONSEIL GÉNÉRAL (G/VAL/36)	52
C.	RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL (WT/GC/49)	57

Annexe

I. PROPOSITIONS

A. WT/GC/W/227

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Propositions concernant la mise en œuvre de l'Accord sur la mise en œuvre de
l'article VII du GATT de 1994 présentées au titre du paragraphe 9 a) i)
de la Déclaration ministérielle de Genève

Communication de l'Inde

La Mission permanente de l'Inde a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 2 juillet 1999.

1. Question: Décision ministérielle concernant le rejet de la méthode de la valeur transactionnelle en cas de doute

1. L'article premier de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 doit être lu conjointement avec l'article 8 qui prévoit, entre autres choses, des ajustements au prix effectivement payé ou à payer, lorsque certains éléments spécifiques qui sont considérés comme faisant partie de la valeur en douane sont à la charge de l'acheteur mais ne sont pas inclus dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées. Par conséquent, l'Accord enjoint les administrations des douanes d'accepter la valeur transactionnelle, hormis dans les circonstances précises énoncées à l'article premier. L'article 17 de l'Accord reconnaît qu'en cas de doute l'administration des douanes peut s'assurer de la véracité ou de l'exactitude de toute affirmation, pièce ou déclaration présentée aux fins de l'évaluation en douane. Le paragraphe 6 de l'annexe III de l'Accord garantit la pleine coopération des importateurs aux recherches menées par les administrations des douanes en la matière.

2. Cependant, ces dispositions sont inadaptées face à certaines situations, par exemple lorsque l'importateur et l'exportateur s'entendent pour sous-évaluer les marchandises afin de ne pas payer de droits. En pareil cas, les vérifications et recherches de l'administration des douanes prévues à l'article 17 ne permettraient pas de conclure à l'existence d'une fraude. En outre, l'on ne saurait attendre de l'importateur qu'il coopère pleinement avec l'administration des douanes s'il est impliqué dans une affaire de sous-évaluation et de dissimulation de renseignements.

3. À la réunion de Marrakech d'avril 1994, les Ministres ont décidé de s'attaquer à ce problème ("Décision sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée" adoptée par le Comité de l'évaluation en douane de l'OMC à sa première réunion, qui s'est tenue le 12 mai 1995, en application de la Décision de Marrakech). Cette décision établit les procédures à suivre en pareil cas et peut être particulièrement utile lorsque la facture d'un fabricant n'a pas été présentée et lorsque la valeur déclarée est très inférieure aux prix figurant dans des publications contemporaines internationalement reconnues ou inférieure au prix auquel les marchandises sont vendues au cours d'opérations commerciales normales dans des conditions de libre concurrence.

Proposition

4. Sur le plan pratique, cette décision peut être incorporée à l'Accord sur l'OMC proprement dit, car elle aidera réellement à régler le problème de la sous-évaluation que connaîtraient de nombreux pays en développement, et en particulier ceux où les taux de droit sont relativement élevés.

2. Question: Accord multilatéral en vue d'échanger des renseignements concernant la valeur en douane

5. Les dispositions de l'Accord ne prévoient rien en ce qui concerne le cas où l'exportateur déclare la valeur exacte aux autorités douanières, mais où l'importateur décide de son côté de faire une fausse déclaration pour ne pas payer les droits de douane exigibles. Afin de résoudre ce problème, on a commencé à conclure des accords bilatéraux en vue d'échanger des renseignements concernant la valeur en douane. Néanmoins, le problème n'est pas réglé dans la pratique.

Proposition

6. Il est proposé de recourir à une solution multilatérale permettant aux autorités douanières des pays importateurs, en cas de doute, de rechercher et d'obtenir, dans un délai déterminé, des renseignements sur les valeurs des exportations déclarées aux autorités douanières des pays exportateurs.

3. Question: Détermination de la valeur en douane sur la base de la valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires

7. Lorsqu'il n'est pas possible de déterminer la valeur en douane en appliquant les dispositions de l'article premier de l'Accord, les articles 2 et 3, appliqués dans cet ordre, prévoient que l'administration des douanes et l'importateur se concertent pour dégager la base de la valeur transactionnelle de "marchandises identiques" ou de "marchandises similaires". L'Accord dispose que si, lors de l'application de ces articles, plus d'une valeur transactionnelle de marchandises identiques ou similaires est constatée, on se référera à la valeur transactionnelle la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées. Cette disposition crée un parti pris en faveur des importateurs et risque de donner lieu à des manipulations. En fait, très souvent, la marge entre la valeur la plus basse et la valeur la plus élevée de marchandises identiques ou similaires est très importante et il peut y avoir concentration des transactions dans la partie supérieure de la fourchette de valeurs. Lorsque la transaction se situant au niveau le plus bas résulte d'une expédition délibérément effectuée ou expédition pilote d'une valeur contenue, l'application de la disposition selon laquelle on se référera à la valeur la plus basse pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées peut ne pas relever des principes généraux d'évaluation énoncés dans ces articles.

Proposition

8. Il convient de remédier à cette situation pour éviter que les prix à l'importation ne soient manipulés et pour permettre une évaluation plus précise de la "valeur transactionnelle". Il est proposé que l'Accord soit modifié de manière que ce soit la valeur la plus élevée qui soit utilisée lorsqu'on arrive à plus d'une valeur transactionnelle pour des marchandises identiques ou similaires.

4. Question: Commissions d'achat

9. L'article 8 de l'Accord prévoit des ajustements au prix effectivement payé ou à payer, lorsque certains éléments qui sont considérés comme faisant partie de la valeur en douane sont à la charge de l'acheteur mais ne sont pas inclus dans le prix effectivement payé ou à payer pour les marchandises importées. Par conséquent, les commissions et frais de courtage, à l'exception des commissions

d'achat, doivent être pris en compte pour déterminer la valeur en douane. Les "commissions d'achat" sont des sommes versées par un importateur à son agent pour le service qui a consisté à le représenter à l'étranger en vue de l'achat des marchandises à évaluer. Parfois, les agents d'achat peuvent aussi acheter les marchandises aux fabricants ou aux négociants dans le pays considéré en utilisant des fonds propres, et refacturer l'achat à l'importateur. En pareil cas, le prix de la seconde facture est considéré, au sens de l'Accord, comme la valeur transactionnelle. Toutefois, la manipulation par réduction artificielle des prix refacturés se produit fréquemment à l'avantage des deux parties. L'exclusion des commissions d'achat du calcul encourage la sous-facturation et le fractionnement artificiel de la valeur, notamment lorsque les achats sont tout d'abord effectués par des agents d'achat puis refacturés à l'importateur.

Proposition

10. Par conséquent, les commissions d'achat devraient être prises en compte pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées, car elles constituent un élément légitime du coût au débarquement des marchandises importées.

5. Question: Coût des services, tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design

11. En vertu de l'article 8:1 b) iv) de l'Accord, la prise en compte des services tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, et utilisés lors de la production de marchandises qui seront importées, est permise uniquement si ces services sont exécutés ailleurs que dans le pays d'importation. Cette disposition permet de fractionner la valeur des importations au motif que les services ont été exécutés en partie dans le pays d'importation même.

Proposition

12. Il est proposé que le coût de ces services, qui font partie intégrante de la valeur des marchandises importées, soit inclus dans l'évaluation, qu'ils aient été ou non exécutés dans le pays d'importation.

6. Question: Importations par des agents, distributeurs ou concessionnaires exclusifs

13. L'évaluation des importations par des agents, distributeurs ou concessionnaires exclusifs de grandes entreprises, y compris les sociétés transnationales, pose problème dans la mesure où ces entités ne sont pas automatiquement réputées être des "personnes liées" au sens de l'article 15:5 de l'Accord. Si ces entités vendent leurs produits à des prix particulièrement bas, les administrations des douanes peuvent ne disposer d'aucun moyen de vérifier la véracité de ces prix. L'article 1:2 a) et b) prévoit des sauvegardes en ce qui concerne l'acceptation, à des fins douanières, d'une valeur transactionnelle entre un acheteur et un vendeur qui sont "liés".

Proposition

14. Afin de charger les agents, distributeurs ou concessionnaires, selon le cas, de prouver que les prix indiqués ne sont pas influencés par la relation, il faudrait considérer automatiquement comme "liées" les personnes associées entre elles en tant qu'agents, distributeurs ou concessionnaires exclusifs, quelle que soit la désignation employée.

7. Question: Détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode supplétive visée à l'article 7 de l'Accord

15. La détermination de la valeur en douane au moyen de la méthode supplétive est prévue à l'article 7 de l'Accord. À l'article 7:2, interdiction est faite, notamment, de déterminer la valeur en douane en se fondant i) sur le prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation et ii) sur le prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que le pays d'importation. L'interdiction faite à l'alinéa c) du paragraphe 2 établit toutefois une différence de traitement. Au titre de l'Accord antidumping de l'OMC, un produit doit être considéré comme faisant l'objet d'un dumping (c'est-à-dire comme étant introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale) si le prix à l'exportation est inférieur au prix comparable pour le produit similaire vendu sur le marché intérieur ou, si le produit similaire n'est pas vendu sur le marché intérieur, est inférieur au prix à l'exportation dans un pays tiers. Par conséquent, l'Accord antidumping prévoit la prise en compte du prix pratiqué sur le marché intérieur et du prix à l'exportation dans un pays tiers, alors que l'Accord sur l'évaluation en douane exclut expressément cette possibilité.

Proposition

16. La méthode supplétive utilisée pour déterminer la valeur en douane devrait, en conséquence, inclure toutes les éventualités résiduelles, de manière à permettre une évaluation fondée sur le prix pratiqué sur le marché intérieur ou sur le prix à l'exportation dans un pays tiers, assorti des ajustements appropriés.

B. WT/GC/W/354, PARAGRAPHES 28 À 30

Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994

28. Une solution multilatérale permettant aux administrations des douanes des pays importateurs de demander et d'obtenir des renseignements sur les valeurs à l'exportation indiquées dans la déclaration d'exportation adressée aux administrations des douanes des pays exportateurs, dans un délai déterminé, dans les cas douteux, sera incluse dans l'Accord.

29. L'adjonction du coût de services tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design, qui sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, pour la production des marchandises importées sera incluse à l'article 8:1 b) iv), aux fins de l'évaluation des marchandises importées que les services aient été ou non exécutés dans le pays d'importation.

30. Afin de faire en sorte qu'il soit dûment pris connaissance du prix intérieur et du prix à l'exportation dans un pays tiers, ainsi que le prévoit l'Accord antidumping, la méthode résiduelle de détermination de la valeur en douane au titre de l'article 7 comprendra toutes les éventualités résiduelles, permettant ainsi une évaluation fondée sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers avec les ajustements appropriés.

C. WT/GC/W/355, PARAGRAPHES 30 À 32

Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994

30. Afin d'éviter que ne soient faussés les prix à l'importation et de permettre une meilleure approximation de la "valeur transactionnelle", l'Accord devrait être modifié de façon à prévoir l'utilisation de la valeur la plus élevée lorsque l'existence de plus d'une valeur transactionnelle pour des marchandises identiques ou similaires est constatée.

31. Afin de s'attaquer au problème de falsification que pose la diminution artificielle des prix indiqués dans les nouvelles factures, principalement la sous-facturation et le fractionnement artificiel de la valeur, en particulier lorsque les achats sont d'abord effectués par des agents et facturés ensuite à l'importateur, aux fins de l'article 8 de l'Accord, les commissions d'achat devraient être prises en compte dans la détermination de la valeur en douane des marchandises importées puisqu'elles constituent un élément légitime du coût au débarquement des marchandises importées.

32. Aux fins de l'évaluation des importations par des agents exclusifs, des distributeurs exclusifs et des concessionnaires exclusifs de grandes sociétés, y compris les sociétés transnationales, en vertu de l'article 15:5 de l'Accord, et afin de charger les agents, distributeurs ou concessionnaires, selon le cas, de prouver que les prix indiqués ne sont pas influencés par la relation, les personnes associées les unes aux autres en tant qu'agents exclusifs, distributeurs exclusifs et concessionnaires exclusifs, quelle qu'en soit la description, devraient automatiquement être considérées comme "liées".

D. JOB(99)/3169, PARAGRAPHES 79 À 85

5.1 L'Accord sur l'évaluation en douane

5.1.1 Principales caractéristiques

79. L'Accord sur l'évaluation en douane dispose que la valeur des produits importés doit être déterminée par l'administration des douanes, aux fins de la perception des droits de douane *ad valorem*, sur la base du "prix payé ou à payer" par l'importateur pour la transaction à évaluer. À la suite de la Décision adoptée lors du Cycle d'Uruguay, l'administration des douanes peut refuser la valeur transactionnelle si elle a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur. Toutefois, lorsqu'elle refuse cette valeur en suivant la procédure indiquée dans la Décision, elle est tenue de déterminer la valeur en douane en suivant les cinq méthodes énoncées dans l'Accord. Ces méthodes doivent être suivies dans l'ordre dans lequel elles figurent dans l'Accord, et c'est seulement lorsque la méthode indiquée en premier ne peut être appliquée que l'on peut passer à la suivante.

5.1.2 Bilan du fonctionnement de l'Accord

80. Plus de 50 pays n'ont pu adhérer à l'Accord sur l'évaluation en douane. L'une des raisons pour lesquelles l'administration douanière de ces pays hésite à passer au système d'évaluation préconisé dans l'Accord est qu'il est très différent du système basé sur la Définition de la valeur de Bruxelles, qu'ils appliquent actuellement. Ils craignent que le nouveau système ne leur fasse perdre des recettes si les fonctionnaires des douanes ne sont pas formés à son application.

81. Il peut aussi y avoir une perte de recettes due aux dispositions de l'Accord qui exigent que l'administration douanière de ces pays s'écarte de sa méthode habituelle pour ajouter au prix "payé ou à payer" les "commissions d'achat" et les remises spéciales obtenues par les importateurs qui exercent des fonctions d'agent exclusif.

82. L'expérience des pays qui ont adhéré à l'Accord a aussi révélé des difficultés pratiques liées à l'application des règles énoncées dans l'Accord. Par exemple, bien que la Décision permette désormais à l'administration douanière de refuser la valeur déclarée par l'importateur lorsqu'elle considère que cette valeur est volontairement sous-évaluée ou surévaluée, l'administration ne peut concrètement faire usage des pouvoirs qui lui sont conférés par la Décision car elle ne dispose pas des données fiables et à jour dont elle aurait besoin pour comparer les prix. Les règles énoncées dans l'Accord posent aussi un problème lorsqu'il s'agit de déterminer la valeur en douane de marchandises échangées sur la base de "prix de cession interne" entre une société mère et ses filiales et sociétés apparentées. Dans un certain nombre de pays en développement, grâce à la suppression progressive des restrictions qui s'appliquaient à l'investissement étranger direct, le commerce entre secteurs à travers les entités d'une même société transnationale est en augmentation.

5.1.3 Mesures futures possibles

5.1.3.1 Renforcement de l'assistance technique

83. Pour que les pays qui n'ont pas encore adhéré à l'Accord puissent le faire plus facilement, il faudrait renforcer et réorienter l'assistance technique fournie par l'OMC, l'OMD et les autres organisations internationales. Pour cela, il faudrait mettre davantage l'accent sur la formation relative à l'application des méthodes prescrites dans l'Accord à l'intention des fonctionnaires qui ont concrètement la responsabilité principale de percevoir les droits, sur l'adoption de méthodes modernes de dédouanement, sur la création de bases de données concernant les prix, qui pourraient servir aux comparaisons, et sur l'aide à apporter aux administrations douanières pour l'adoption de nouvelles techniques de gestion.

5.1.3.2 Prorogation de la période de transition

84. La période de transition accordée aux pays en développement pour adhérer à l'Accord arrivera normalement à expiration le 1^{er} janvier 2000. Même si l'assistance technique améliore la situation, il est probable que bon nombre d'entre eux ne pourront adhérer dans le temps limité qui leur reste jusqu'à la date butoir. Il serait donc souhaitable de proroger de cinq ans la période de transition pour tous les pays qui en feraient la demande.

5.1.3.3 Clarification et modification des règles énoncées dans l'Accord

85. Il faudrait en outre examiner entre autres les questions suivantes:

- faut-il apporter des modifications aux règles relatives au traitement des "commissions d'achat" et des "remises spéciales obtenues par les agents exclusifs" dans la détermination de la valeur en douane par les administrations douanières?
- comment peut-on aider les administrations douanières à créer les "bases de données sur les prix" dont elles ont besoin pour comparer les prix lorsqu'elles ont des motifs raisonnables de penser que les marchandises importées ont été volontairement sous-évaluées?
- les dispositions actuelles de l'Accord sont-elles suffisantes pour permettre aux administrations douanières des pays en développement de traiter le commerce qui a lieu sur la base de prix de cession interne?

E. JOB(99)/3169/ADD.1

PRÉPARATION DE LA CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE DE 1999

Note informelle sur les questions de mise en œuvre

*Communication de la Jamaïque, du Kenya, de l'Ouganda, du Pakistan,
de Sri Lanka, de la Tanzanie et de la Zambie*

Addendum

Il convient d'ajouter le Zimbabwe à la liste des pays qui ont présenté la note informelle.

II. COMPTES RENDUS DES SESSIONS DU CONSEIL GÉNÉRAL

A. RÉUNION DES 22 JUIN ET 3 JUILLET 2000 (WT/GC/M/56 – PARAGRAPHES 149 À 161)

149. Le représentant de l'Inde a dit que les propositions présentées par l'Inde concernant l'Accord sur l'évaluation en douane portaient sur la reconnaissance dans l'Accord que les dispositions de l'article VII réclamaient d'être élaborées de manière à donner plus d'uniformité et de certitude dans leur mise en œuvre. L'Accord stipulait que la valeur en douane devait être basée sur la valeur transactionnelle, ou la valeur réelle. L'Accord reconnaissait aussi qu'un système équitable, uniforme et neutre d'évaluation en douane des marchandises devait exclure l'utilisation de valeurs en douane arbitraires ou fictives. L'Inde attachait de l'importance à ces deux dimensions de l'Accord qui précisait que la valeur réelle devait être le prix de vente à l'occasion d'opérations commerciales normales effectuées dans des conditions de pleine concurrence. Les méthodes uniformes d'évaluation en douane présentées de manière hiérarchisée aux termes de l'Accord, se justifiaient par le fait que les pays importateurs ne devaient pas utiliser des valeurs arbitraires pour limiter le commerce et que les négociants connaîtraient à l'avance avec certitude les droits dont ils étaient redevables. La mise en œuvre de l'Accord, cependant, posait de nombreux problèmes, notamment aux autorités douanières des pays en développement. Il était plus facile de faire confiance à la valeur transactionnelle dans les pays avancés où les droits de douane étaient faibles, où les contrôles à l'importation étaient minimes et ne se basaient pas sur la valeur, où le contrôle des changes n'existait pas, où la corruption des services publics était faible, où le respect volontaire des règles était fort et l'appareil judiciaire rapide et efficace. Mais la situation était tout autre dans les pays en développement. De plus, le nombre de cas de transactions frauduleuses n'était sans doute pas aussi élevé dans les pays développés que dans les pays en développement. Le Document d'étude politique de la Banque mondiale intitulé "Mise en œuvre des engagements découlant du Cycle d'Uruguay: le défi du développement" d'octobre 1999 remarquait que "lorsque les droits de douane sont élevés, et lorsque l'expertise comptable et l'accès à l'information électronique sont limités, passer à un système d'évaluation basée sur le risque, qui dépend de l'examen approfondi d'un échantillon (15 ou 20 pour cent) prélevé sur les livraisons peut accroître et non réduire le nombre de livraisons sur lesquelles les importateurs tentent de baisser la facture. Les négociants pourraient considérer le changement comme une meilleure et non une moins bonne chance d'en finir avec la sous-facturation".

150. Les propositions spécifiques de l'Inde dans ce domaine avaient pour objectif d'examiner ces dispositions majeures et la nécessité d'empêcher la fraude, de faciliter le commerce authentique et de protéger les recettes. La première proposition mentionnée au paragraphe 21 envisageait un accord multilatéral permettant d'échanger des renseignements sur la valeur en douane. Les dispositions de l'Accord ne prévoyaient pas le cas où l'exportateur remplit correctement la déclaration d'exportation auprès des autorités douanières, mais où l'importateur établit unilatéralement une fausse déclaration de valeur pour les autorités douanières du pays importateur afin d'échapper aux droits de douane

applicables. Pour surmonter ce problème, la pratique est apparue de conclure des accords bilatéraux sur l'échange de renseignements relatifs à la valeur en douane. Mais elle ne constituait pas une solution pratique et durable du problème. À cet égard, le Document de la Banque mondiale précisait que: "Au moins en ce qui concerne les produits de base, une méthode d'évaluation basée sur les prix observés dans le monde pourrait offrir une meilleure possibilité d'introduire la transparence, l'objectivité et la fiabilité dans le système. À l'occasion des examens périodiques de ces "prix de référence", tant les utilisateurs d'importations que les intérêts concurrençant les importations pourraient se voir attribuer la mention "sous condition" et se voir offrir l'occasion de présenter des éléments justifiant des révisions. Il pourrait également être possible d'établir un système collectif de prix de référence sur lequel aucun gouvernement n'aurait droit de regard. La liste des prix de référence pourrait être établie par un groupe intergouvernemental, son élaboration et sa diffusion pourraient être confiées à une agence indépendante. " L'Accord ne prévoyait pas explicitement l'adoption de valeurs de référence comme méthode d'évaluation. Cependant, il ne pouvait y avoir aucune objection à utiliser ces valeurs aux fins de comparaison de prix pour vérifier la sincérité et l'exactitude des valeurs déclarées, ni à rejeter la méthode de la valeur transactionnelle. La réussite de la mise en œuvre de l'Accord et la bonne évaluation des produits commercialisés sur le plan international, nécessitaient une coopération internationale. L'un des moyens pour y parvenir pouvait consister à s'assurer l'assistance administrative des autorités douanières du pays exportateur lorsqu'il existait un doute sur la sincérité et l'exactitude de la valeur déclarée. Cette idée n'était pas nouvelle puisque la Convention internationale d'assistance mutuelle administrative en vue de prévenir, de rechercher et de réprimer les infractions douanières (Convention de Nairobi) reconnaissait dans son préambule que "les infractions au Code des douanes portent atteinte aux intérêts économiques, sociaux et fiscaux des États et aux intérêts légitimes du commerce" et que "les sanctions à l'encontre des infractions douanières pouvaient être rendues plus efficaces par la coopération entre les administrations des douanes". Cette Convention n'avait été ratifiée que par 38 pays dont seulement 28 avaient ratifié l'annexe II relative aux évaluations frauduleuses, et la plupart des pays développés ne l'avaient pas fait. De ce fait, alors que les pays en développement étaient tenus d'appliquer l'Accord, les pays développés Membres n'étaient pour leur part nullement tenus d'apporter leur assistance pour vérifier les valeurs en douane, même dans les cas douteux. La proposition de l'Inde était, en conséquence, de mettre au point une solution multilatérale permettant aux administrations des douanes des pays importateurs de demander et d'obtenir des renseignements sur les valeurs à l'exportation indiquées dans la déclaration d'exportation adressée aux administrations des douanes des pays exportateurs, dans un délai déterminé, dans les cas douteux. La seconde proposition concernait le coût de services tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design. Aux termes de l'article 8.1 b) iv) de l'Accord, l'adjonction du coût de ces services, fournis directement ou indirectement par l'acheteur sans frais ou à coût réduit, pour la production des marchandises importées, n'était autorisée que si les travaux étaient exécutés ailleurs que dans le pays d'importation. Cette disposition prévoyait l'éclatement de la valeur d'importation, en justifiant qu'une partie des services avaient été fournis dans le pays même de l'importation. La proposition de l'Inde était que le coût de ces services qui faisait partie intégrante de la valeur des marchandises importées, soit inclus dans l'évaluation indépendamment du fait qu'ils aient été exécutés ou non dans le pays d'importation. La troisième proposition concernait la détermination de la valeur en douane conformément à la méthode résiduelle stipulée dans l'article 7 de l'Accord. Le paragraphe 2 de cet article interdisait, entre autres, de déterminer la valeur en douane sur la base: i) du prix de marchandises sur le marché intérieur du pays d'exportation; et ii) du prix des marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que le pays d'importation. La clause d'exclusion c) du paragraphe 2, toutefois, créait une situation de traitement dichotomique. Aux termes de l'Accord antidumping, un produit devait être considéré comme faisant l'objet d'un dumping (introduit sur le marché d'un autre pays à un prix inférieur à sa valeur normale) si le prix à l'exportation de ce produit était inférieur au prix comparable pratiqué pour un produit similaire vendu sur le marché intérieur ou au prix à l'exportation à destination d'un pays tiers où il n'était pas vendu sur le marché intérieur. Alors que l'Accord antidumping reconnaissait le prix intérieur et le prix à l'exportation dans un pays tiers, l'Accord sur l'évaluation en douane excluait explicitement cette possibilité. L'Inde proposait que la

méthode résiduelle de détermination de la valeur en douane au titre de l'article 7 comprenne toutes les éventualités résiduelles, permettant ainsi une évaluation fondée sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers avec les ajustements appropriés.

151. Les représentants de Cuba, du Honduras, du Pakistan et de Sri Lanka ont appuyé la déclaration de l'Inde, étant donné que leurs pays étaient coauteurs des propositions mentionnées au paragraphe 21 h).

152. Le représentant de Hong Kong, Chine a dit que, concernant la première proposition sur l'évaluation en douane mentionnée au paragraphe 21, sa délégation estimait que des changements étaient intervenus depuis le texte du 19 octobre, qui offriraient une meilleure base pour faire avancer le sujet dans les consultations ou la discussion ultérieure en Conseil général.

153. Le représentant des Communautés européennes a dit que sa délégation n'était pas en mesure de prendre une position précise sur les questions en discussion, et qu'elle estimait qu'il s'agissait d'un domaine où un échange de vue au niveau des experts était nécessaire. La réaction a priori de sa délégation face à ces propositions était que la plupart d'entre elles nécessitaient des négociations, car il semblait qu'elles remettent en cause les fondements mêmes de l'Accord sur l'évaluation en douane. Dans le cas de la proposition relative à l'échange de renseignements entre autorités, il était difficile d'envisager comment rendre ce système opérationnel sans qu'il se traduise pas par une lourde charge pour les services concernés. Sa délégation se demandait si la proposition ne portait pas sur les symptômes plutôt que sur le problème sous-jacent qui était l'application effective de l'Accord. L'intervenant souhaitait attirer l'attention sur les propositions dans ce domaine sur lesquelles sa délégation travaillait. La première concernait les prorogations pour les pays en développement en difficulté, associées à un programme de mise en œuvre pour les pays concernés. La seconde portait sur la question plus large de l'intensification de l'assistance technique en matière de renforcement des capacités sur laquelle sa délégation avait présenté une proposition spécifique, convaincue que c'était la clé permettant de réaliser à la fois correctement et en temps voulu, la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Cette approche pouvait servir de modèle pour les autres accords avec lesquels certains pays moins développés rencontraient des problèmes de ressources particulièrement aigus. Sa délégation était prête à avancer sur ces deux questions, ce qui, pensait-elle, ferait disparaître la plupart des problèmes de mise en œuvre dans le domaine de l'évaluation en douane.

154. Le représentant du Japon a dit que sa délégation estimait que les trois premières propositions contenues dans le paragraphe 21 h) impliquaient de modifier les droits et les obligations relevant de l'Accord actuel et qu'il serait beaucoup plus approprié de les traiter dans le cadre de nouvelles négociations. La première proposition nécessiterait probablement de modifier la réglementation interne de son pays et la troisième constituerait une charge énorme pour les autorités douanières et comporterait des aspects techniques complexes. Concernant la quatrième proposition, sa délégation estimait que cette question était en train d'être convenablement traitée dans un processus séparé.

155. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation appréciait la déclaration de l'Inde sur la justification de ses propositions. Cependant sa délégation était préoccupée par le fait que certaines des questions posées impliquaient de renégocier les dispositions de l'Accord sur l'évaluation en douane, et elle pensait que l'Accord était suffisant en l'état. Concernant la première proposition, l'Accord traitait de manière adéquate la question de la vérification de la sincérité et de l'exactitude des états et des déclarations établis par les importateurs. Toutefois, sa délégation était disposée à s'engager dans une nouvelle consultation sur certains moyens de faciliter l'objectif recherché dans la proposition sans remettre en cause l'Accord. Sur la seconde proposition, sa délégation craignait que la proposition ne décourage la réalisation du design et de l'étude des produits par de la main-d'œuvre nationale dans le pays importateur. Sa délégation ne voyait pas quel était le lien avec la valeur transactionnelle, mais elle était prête à analyser de plus amples explications. De la même manière, la troisième proposition pouvait changer le caractère fondamental de l'Accord puisqu'elle admettait

explicitement que ces méthodes d'évaluation étaient inadaptées pour approcher au mieux la valeur transactionnelle. Sa délégation était également d'accord avec la déclaration de la Communauté européenne à cet égard. Depuis que ces propositions avaient été présentées, des progrès concrets avaient été réalisés sur la question des périodes transitoires et des efforts plus importants étaient faits dans le domaine de l'assistance technique. Si l'assistance technique n'était pas nécessairement une solution à tous les problèmes de mise en œuvre, l'évaluation en douane était un domaine où elle était applicable.

156. Le représentant du Maroc a dit qu'en tant que pays en développement, la Maroc s'associait pleinement à la déclaration de l'Inde.

157. Le représentant de l'Inde a dit que l'Accord sur l'évaluation en douane prévoyait que la valeur transactionnelle déclarée devait servir de base à l'évaluation en douane. La première proposition portait sur les écarts qui existaient entre la valeur déclarée par l'exportateur aux autorités douanières du pays exportateur et la valeur déclarée par l'importateur aux autorités douanières du pays importateur. Dans certains pays, cela conduisait à la fraude et à la fuite des recettes. Certaines délégations estimaient que cette proposition modifierait l'équilibre des droits et des obligations aux termes de l'Accord, mais étant donné que les dispositions existantes n'étaient pas efficaces, il fallait trouver un moyen de permettre à l'administration des douanes des pays importateurs d'obtenir la coopération de celle des pays exportateurs lorsqu'elle avait de sérieuses raisons de penser qu'il y avait un écart. Personne ne pouvait rejeter l'objectif de s'attaquer à la fraude en demandant l'aide des pays exportateurs, sous prétexte que l'équilibre existant des droits et des obligations était correct. Cette proposition n'entraînait aucune charge majeure puisque les documents existaient dans la plupart des cas. Dire qu'elle entraînerait une modification des lois nationales pour certains Membres n'était pas non plus valable, étant donné que la plupart des Membres s'efforçaient de modifier leurs lois pour mettre en œuvre les Accords de l'OMC. Il était extraordinaire que de nombreux pays développés et même certains pays en développement puissent s'opposer à cette simple proposition et cela donnait à réfléchir.

158. La représentante des États-Unis a dit que son allusion à l'équilibre des droits et des obligations, dans sa déclaration précédente, concernait les autres propositions et non la première. Elle souhaitait répéter que les dispositions existantes étaient adéquates pour vérifier l'exactitude des déclarations faites par les importateurs. Sa délégation reconnaissait qu'il y avait un problème dans ce domaine et qu'il était possible de le traiter sans rouvrir l'Accord. Sa délégation était prête à travailler à la recherche d'une solution dans les consultations.

159. Le représentant du Japon, répondant à la déclaration de l'Inde, a dit que le véritable objectif de la première proposition n'était pas la fourniture de renseignements sur les valeurs à l'exportation, mais plutôt l'estimation exacte de la valeur de produits particuliers. La proposition portait sur les moyens de résoudre le problème, mais l'objectif réel était ailleurs. L'intervenant convenait avec d'autres que l'évaluation en douane était un domaine très technique et que pour avancer dans ce domaine, il serait bon de faire appel aux experts. Les réglementations intérieures du Japon comportaient certaines limites à la fourniture de renseignements sur la valeur à l'exportation et c'est pourquoi l'intervention d'experts était nécessaire. Les experts devaient également se pencher sur les questions des deuxième et troisième propositions étant donné que certaines solutions étaient susceptibles de changer la nature de l'évaluation en douane.

160. Le représentant de la Suisse a appuyé les déclarations des États-Unis sur toutes les propositions et les déclarations des Communautés européennes sur les trois dernières propositions. Sur la première proposition, sa délégation ne s'opposait pas à la recherche de solutions dans ce domaine, mais elle convenait avec la Communauté que la question de la faisabilité sur le plan pratique de la fourniture de renseignements était un élément déterminant. Il serait malheureux qu'un tel système aboutisse à une avalanche de requêtes adressées par les pays importateurs aux autorités

douanières des pays exportateurs. De plus, la proposition omettait de mentionner la déclaration de la valeur à l'exportation, ce qui donnerait une dimension différente à ce qui était proposé et permettrait aux délégations de l'examiner d'un point de vue différent. Un autre problème dans l'échange de renseignements était la diversité des législations nationales des Membres, et il y avait lieu d'en tenir compte.

161. La représentante du Canada a appuyé la déclaration du Japon. Sa délégation estimait que les questions en discussion dans ce domaine étaient de nature complexe et technique et que les systèmes nationaux des Membres comportaient des règles et des réglementations différentes. Par conséquent, ces questions devaient être confiées aux experts techniques. Concernant la quatrième proposition, des travaux sur cette question étaient actuellement en cours dans le Comité de l'évaluation en douane, et sa délégation pensait que les efforts devaient se poursuivre dans cette même enceinte.

B. RÉUNION DU 18 OCTOBRE 2000 (WT/GC/M/59 – PARAGRAPHES 21 À 26)

21. L'intervenant croyait comprendre que pour la suite de leurs travaux sur les crédits à l'exportation conformément à l'article 10:2, les Membres prendraient bien entendu en compte les dispositions du paragraphe 4 de la Décision de Marrakech sur les pays importateurs nets de produits alimentaires, suivant lequel les Ministres avaient convenu de faire en sorte que tout accord se rapportant à des crédits à l'exportation prévoie de manière appropriée un traitement différencié en faveur des pays les moins avancés et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

d) Évaluation en douane

22. Les consultations avaient été centrées jusqu'à présent sur les quatre tirets des propositions dont il était fait état au paragraphe 21.

23. En ce qui concerne le tiret 1, qui avait trait à l'échange de renseignements, entre les administrations des douanes, sur les valeurs à l'exportation dans les cas douteux, les discussions avaient montré que s'il ne semblait pas y avoir de désaccord sur l'importance de l'objectif à l'origine de la proposition initiale, qui était de trouver des moyens efficaces de lutter contre la fraude douanière par des déclarations de valeur frauduleuses aux autorités douanières d'un pays importateur, les moyens soulevaient certaines préoccupations.

24. Des délégations avaient estimé qu'il pourrait être nécessaire de prendre en considération certaines questions pratiques et techniques, y compris la question des problèmes de confidentialité qui pourraient éventuellement se poser en relation avec la communication des renseignements recherchés. Il s'agissait clairement d'une question qui exigeait d'autres consultations, ainsi que la contribution de spécialistes de l'évaluation en douane.¹

25. En ce qui concerne les propositions présentées aux tirets 2 et 3, il semblait qu'elles soulèvent un certain nombre de questions techniques qui devraient sans doute être traitées à un niveau technique. À cet égard, et sur la base des discussions, l'intervenant a proposé qu'il soit demandé au

¹ Voir aussi le paragraphe 96 du présent compte rendu.

[(96) Le Président a dit qu'il notait que l'Inde pourrait accepter la suggestion formulée au cours des consultations selon laquelle le tiret 1 des propositions se rapportant à l'évaluation en douane pourrait également être soumis au Comité de l'évaluation en douane pour qu'il en examine les aspects techniques. La délégation indienne étant, à son avis, la seule délégation à avoir exprimé des réserves concernant sa suggestion, il proposait que son rapport soit modifié en conséquence, que ce point soit aussi soumis au Comité et qu'il soit demandé au Président du Comité de faire rapport sur les conclusions de cet examen au Conseil général avant sa session extraordinaire en décembre.]

Comité de l'évaluation en douane d'examiner les propositions, et au Président du Comité de faire rapport sur les conclusions de cet examen au Conseil général avant sa session extraordinaire en décembre.

26. Enfin, en ce qui concerne la proposition faite au tiret 4, qui se rapportait à la prorogation du moratoire prévu à l'article 20:1, les Membres avaient noté que le processus d'examen et d'approbation, dans le cadre du Comité de l'évaluation en douane, des demandes de prorogation du délai de cinq ans présentées individuellement par les Membres conformément à l'article 20:1 se déroulait relativement bien et que, dans le cadre de ce processus, le Comité avait pu approuver jusqu'à présent 13 des 19 demandes actuelles de prorogation. Il avait été considéré que le Comité devrait être encouragé à poursuivre ces travaux et qu'aucune autre initiative de la part du Conseil général n'était peut-être nécessaire à ce stade.

C. RÉUNION DU 15 DÉCEMBRE 2000 (WT/GC/M/62 - PARAGRAPHES 7 À 9 ET 22 À 24)

7. Le Président a rappelé que le Directeur, dans son rapport à la session de mai du Conseil général au sujet de ses consultations concernant la période de transition, avait fait observer que le processus d'examen et d'approbation des demandes de prorogation présentées par les pays en développement s'était de façon générale bien déroulé au sein du Comité de l'évaluation en douane, et avait suggéré que les Membres encouragent le Comité à poursuivre ce travail. Le Président a dit qu'il croyait savoir qu'on avait depuis fait de nouveaux progrès dans ce domaine, mais que certaines demandes restaient en suspens.

8. À la session extraordinaire d'octobre, compte tenu du rapport intérimaire présenté par le Directeur général et le Président du Conseil général, le Conseil général avait accepté la proposition faite par ce dernier de confier aux organes compétents de l'OMC un certain nombre de questions qui, selon ce rapport, pourraient être traitées par ces organes, avec les mandats et les délais qu'il avait suggérés. Ces questions étaient les suivantes:

- l'élaboration de disciplines approuvées au niveau international pour la fourniture de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou d'assurance-exportation relevant de l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, en tenant compte des dispositions du paragraphe 4 de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réformes sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires;
- les préoccupations des pays en développement concernant l'équivalence des mesures sanitaires et phytosanitaires (travail confié au Comité SPS);
- les problèmes rencontrés par les pays en développement en matière de normalisation internationale et d'évaluation de la conformité (travail confié au Comité des obstacles techniques au commerce);
- la possibilité d'un échange de renseignements entre les administrations douanières au sujet des valeurs à l'exportation dans les cas suspects, l'addition du coût des services prévus à l'article 8:1 b) iv) et certains aspects de la méthode résiduelle de détermination de la valeur douanière définie à l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane (questions confiées au Comité de l'évaluation en douane); et
- la question de la relation entre l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC) et la Convention sur la diversité

biologique, ainsi que la question de la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord, concernant le transfert de technologie (questions confiées au Conseil des ADPIC).

9. Les Présidents des organes dont le Président du Conseil général venait de donner la liste avaient été invités à rendre compte de l'examen de ces questions, et tous leurs rapports avaient été publiés sous forme de documents. D'après ces rapports, dans la plupart des cas le travail de ces organes concernant les questions qui leur avaient été confiées se poursuivrait, et le Président a souligné que le Conseil général continuerait de surveiller ce processus. Le Conseil général conservait en permanence la responsabilité globale des travaux relatifs à la mise en œuvre, et les résultats de tous les travaux confiés à des organes subsidiaires devaient lui être communiqués.

22. Le représentant de l'Inde a dit que l'importance que sa délégation attachait à la recherche de réponses valables aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre était bien connue. L'Inde retirait une certaine satisfaction du fait qu'au moins quelques décisions aient été prises à la présente réunion, plusieurs mois après qu'on ait décidé de créer un mécanisme spécial pour régler le problème de la mise en œuvre. Certaines délégations de grands pays qualifiaient la présente Décision de modeste et maigre, mais pour l'Inde elle était même en deçà de ses attentes les plus pessimistes. La délégation indienne était extrêmement déçue par les résultats obtenus jusqu'à présent. Le premier projet de décision du Président présenté le 29 novembre 2000 comportait des décisions éventuelles pour 28 des 54 alinéas du paragraphe 21. Le projet du 13 décembre contenait des décisions éventuelles pour neuf de ces alinéas et celui du 14 décembre également pour neuf alinéas, mais l'un des alinéas concernant les services avait été remplacé par un autre concernant les subventions, c'est-à-dire la proposition de confier la question au Comité des subventions, si bien que sur le plan qualitatif les deux projets n'étaient pas identiques. Il était donc clair que sur les 54 alinéas du paragraphe 21, la présente Décision en visait neuf, et que dans cinq de ces neuf cas, on se contentait de renvoyer la question à des organes subsidiaires, tandis que dans deux cas on faisait appel à d'autres organisations internationales. En conséquence, il n'y avait que deux décisions vraiment significatives. L'une concernait la rectification d'une erreur (dans le cas du Honduras) et l'autre les contingents tarifaires dans le secteur agricole. Pour ce qui est de la section de la décision qui concernait les règles d'origine, la délégation indienne constatait avec la plus grande inquiétude que les États-Unis la considéraient comme irréaliste. Elle s'attendait à ce que toutes les délégations s'efforcent de bonne foi de mettre en œuvre cette décision. Pour ce qui est de l'évaluation qualitative du présent projet de texte, le fait qu'il n'y ait pas de décision dans des domaines comme les textiles, les mesures antidumping et les subventions montrait bien à quel point ces décisions apporteraient peu aux pays en développement en termes commerciaux ou économiques. Il était déplorable que les services, domaine dans lequel on aurait dû pouvoir obtenir des résultats, ne soient pas mentionnés dans la décision. Durant les consultations informelles, les délégations s'étaient mises d'accord sur une décision simple concernant le mode 4, c'est-à-dire les mouvements de personnes physiques. La délégation de l'intervenant avait accepté le texte proposé par le Président et avait même accepté une dilution additionnelle de ce texte. Toutefois, et c'était regrettable, ce point n'avait pas trouvé sa place dans la décision finale et cela était extrêmement décevant. Il était donc évident que les résultats obtenus jusqu'alors représentaient au mieux un premier pas très modeste.

23. L'Inde avait toujours soutenu que les questions liées à la mise en œuvre qu'elle avait soulevées exigeaient une certaine sensibilité politique et ne pouvaient pas être traitées de façon étroite et purement juridique. C'est pourquoi sa délégation avait été réticente à confier ces questions à des organes subsidiaires. Néanmoins, dans un esprit de compromis et parfois par respect pour l'avis du Président, elle avait accepté à la dernière session de déléguer certaines de ces questions aux organes subsidiaires. Elle avait lu les rapports présentés par les présidents de ces organes et constaté qu'ils avaient fait de gros efforts pour encourager lesdits organes à produire des recommandations utiles. Néanmoins, elle était déçue par l'absence de progrès sur le fond, notamment dans les domaines des ADPIC et de l'évaluation en douane. Par exemple, au Conseil des ADPIC il n'avait même pas été possible d'accorder le statut d'observateur au Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique,

sans parler de faire un examen sérieux des liens entre l'Accord sur les ADPIC et cette Convention sur la base de la liste récapitulative du Président ou de la note descriptive du Secrétariat. En outre, le gouvernement indien avait envoyé un expert jusqu'à Genève pour participer aux travaux du Comité de l'évaluation en douane. Malgré les précisions fournies par la délégation indienne, il n'avait pas été possible de convaincre le Comité d'accepter ne serait-ce qu'une simple proposition d'échange de renseignements sur les valeurs à l'exportation dans les cas suspects, afin de limiter les possibilités de fraude. Par conséquent, le scepticisme de la délégation indienne en ce qui concerne le fait de déléguer l'examen de certaines questions à des organes subsidiaires avait été confirmé. L'Inde réaffirmait que, conformément à la décision du 3 mai, le Conseil général ne devrait déléguer des questions à des organes subsidiaires que lorsque c'était absolument nécessaire, en leur donnant un mandat et des délais précis.

24. L'intervenant souhaitait mentionner un autre aspect important du présent travail et demander à toutes les délégations d'y réfléchir davantage. Même dans le cas d'une question relativement mineure, comme lorsque les différents Accords prévoyaient une obligation de moyens ou préconisaient une façon de procéder, toute tentative visant à donner à cette disposition un sens suscitait un refus de certains Membres au motif que cela exigerait une modification de leur législation interne. Il était très préoccupant que les clauses d'obligation de moyens figurant dans les Accords ne soient pas déjà intégrées dans la législation de certains des principaux partenaires commerciaux. Ces clauses devraient être clairement inscrites dans la loi. Cela serait conforme à la lettre et à l'esprit des Accords de l'OMC signés et ratifiés par les Membres. L'intervenant a rappelé à toutes les délégations que le travail actuel concernant les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre avait et devrait continuer d'avoir pour but de créer la confiance. On ne pouvait y parvenir qu'en combinant la volonté politique et des efforts de bonne foi. Les résultats obtenus jusqu'à présent montraient que ces deux facteurs n'étaient pas présents dans la mesure voulue. L'Inde était totalement en désaccord avec les délégations qui laissaient entendre que le problème pourrait être dû au processus. Le Conseil général avait décidé le 22 juin 2000 que la présente session serait consacrée à l'organisation des travaux en 2001. Il était regrettable qu'on ne se soit pas penché sur cette question et qu'on n'ait pas pris de décision sur l'organisation des travaux l'année prochaine. L'Inde demandait au Président de tenir des consultations informelles à ce sujet bien avant la prochaine session du Conseil général prévue pour le 8 février 2001. Sa délégation espérait que l'année prochaine les délégations trouveraient la volonté politique, la bonne foi et le courage nécessaires pour s'attaquer aux questions liées à la mise en œuvre qui restaient en suspens et trouver des solutions valables avant la quatrième Conférence ministérielle. Ce n'est qu'ainsi qu'on pouvait rétablir la confiance envers l'OMC et améliorer son image dans des pays comme l'Inde. L'Inde continuerait de persévérer dans ses efforts visant à amener ses principaux partenaires commerciaux à faire preuve de plus de bonne volonté dans ce domaine. Cela serait l'entreprise commune la plus importante de tous les Membres en 2001.

D. RÉUNION DU 27 AVRIL 2001 (WT/GC/M/64 - PARAGRAPHES 32-33, 51 À 62; 72 À 76 ET 84 À 86).

f) Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (évaluation en douane)

32. Le 10 avril, il avait tenu des consultations sur les questions soulevées au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Les trois questions figurant dans la compilation qui relevaient du paragraphe 21 avaient toutes été renvoyées au Comité de l'évaluation en douane le 18 octobre 2000, et le rapport présenté par le Président sur l'examen de ces questions par le Comité avait été distribué le 7 décembre 2000 sous la cote G/VAL/36. La totalité des discussions qui s'étaient déroulées au Comité à ce sujet étaient reproduites dans un compte rendu de réunion publié sous la cote G/VAL/M/17, d'où il ressortait clairement que ces questions étaient très complexes. Lors des consultations tenues par l'intervenant, les débats avaient aussi été d'une grande complexité, et il lui faudrait revenir ultérieurement sur ces questions.

33. Trois autres questions mentionnées dans ce domaine relevaient du paragraphe 22, et il y avait eu une première lecture utile des propositions qui en découlaient. Là encore, il y avait certaines questions complexes à l'étude et il faudrait y revenir lors de consultations ultérieures. En fait, la complexité de ces questions l'amenait à se demander si la contribution technique du Comité n'aidait pas le Conseil dans ses travaux à ce sujet. Concernant les deuxième et troisième tirets, il serait utile que les auteurs des propositions s'interrogent sur la façon de clarifier leur libellé.

51. Le représentant des Communautés européennes a dit que le rapport du Président constituait un excellent point de départ. Sa délégation avait confiance que, sous la direction du Président, le processus produirait d'efficaces résultats en matière de mise en œuvre, et elle se félicitait des travaux qui avaient déjà été effectués dans le cadre des consultations informelles ainsi que par les organes subsidiaires. Il semblait exister une réelle volonté d'aller au-delà des considérations rhétoriques et tactiques et d'aborder le cœur des questions. Les Communautés prenaient très au sérieux la question de la mise en œuvre et elles estimaient qu'il était important de montrer que l'OMC pouvait trouver des solutions pratiques à des problèmes concrets. Elles fournissaient de grands efforts pour aider les pays en développement à mettre pleinement en œuvre les engagements contractés dans le cadre du Cycle d'Uruguay et de façon plus générale à s'intégrer au système commercial multilatéral. Leur position au sujet de la mise en œuvre s'inscrivait dans le cadre de cette politique – amener progressivement l'OMC et le système commercial multilatéral à répondre davantage aux besoins et priorités du développement. Il fallait reconnaître que plus il serait évident que des progrès pratiques pouvaient être réalisés en matière de mise en œuvre, plus l'environnement serait propice à la poursuite des négociations au sein de l'OMC.

52. Le rapport du Président montrait qu'une grande somme de travail avait déjà été abattue. Entre autres, une série de décisions avait été prise en décembre, il avait été convenu de prolonger des périodes de transition au titre de certains accords, tels que l'évaluation en douane, et plusieurs propositions avaient été avancées dans les secteurs de l'agriculture et des services au sujet des lignes directrices concernant la prochaine phase des négociations dans ces domaines, ce qui était un signe encourageant. Par ailleurs, des mesures autonomes, telles que la décision des Communautés d'accorder l'accès en franchise de droits et de contingents aux produits en provenance des pays en développement, et les mesures du même ordre prises par d'autres Membres, étaient aussi un signe positif. À la conférence sur les PMA qui devait se tenir à Bruxelles, les Communautés mettraient beaucoup l'accent sur les résultats concrets, et elles espéraient que les mesures autonomes seraient soumises à la multilatéralisation à une étape ultérieure. Par ailleurs, des programmes de travail spécifiques avaient été lancés dans des domaines tels que les OTC et les mesures SPS dans le but de trouver des moyens d'aider les pays en développement à participer à l'élaboration des normes et à coopérer dans des domaines tels que les ADPIC pour en assurer une mise en œuvre efficace. On avait aussi commencé à développer des approches plus cohérentes de l'assistance technique, notamment grâce au renforcement de la coopération avec d'autres organismes et donateurs internationaux et à de nouvelles contributions au Fonds d'affectation spéciale du Cadre intégré. En fait, c'était toute la question de l'assistance technique destinée à renforcer les capacités, et par conséquent à contribuer à une mise en œuvre intégrale et fidèle, qui faisait l'objet d'un examen approfondi et sérieux dans bon nombre de domaines d'activité de l'OMC. En outre, il était aussi possible de s'entendre rapidement sur un plus grand nombre de questions, par exemple le projet de décision dans le domaine de l'évaluation en douane visait une assistance technique plus cohérente, et la délégation de l'intervenant espérait que les réserves qui subsistaient à cet égard pourraient être rapidement dissipées. Sa délégation tenait à souligner tous ces points car il avait été dit que les progrès avaient été très minces. Certes, il était possible de faire davantage, mais il n'empêchait que des progrès avaient déjà été réalisés, quand on considérait toutes les décisions et mesures qui avaient été prises dans l'ensemble et que l'on reconnaissait que la mise en œuvre se ramenait à beaucoup plus que la simple liste des propositions énumérées aux paragraphes 21 et 22 du projet de texte ministériel de 1999. La mise en œuvre était aussi la façon d'envisager l'intégration des pays en développement dans le système

commercial multilatéral. Par suite de tous les travaux qui avaient été entrepris dans ce domaine, l'accent mis sur le développement avait fini par se renforcer.

53. La grande question à résoudre à la réunion en cours consistait à déterminer de quelle façon il serait possible d'aller de l'avant au cours des semaines et des mois à venir. Il conviendrait de ne pas perdre de vue que les différentes propositions étaient hétérogènes et qu'il ne serait peut-être pas possible de les traiter toutes de la même manière ni selon un même échéancier. Les récentes consultations qui avaient eu lieu entre les fonctionnaires de certaines délégations en poste dans les capitales avaient été utiles en ce sens qu'elles avaient permis d'y sensibiliser davantage les délégations. Bon nombre de délégations étaient conscientes que parmi les questions de mise en œuvre en suspens, il y en avait certaines de nature technique, procédurale ou administrative qu'il devrait être possible de résoudre rapidement. D'autres questions, toutefois, étaient de nature plus clairement politique, avaient de réelles conséquences économiques ou nécessiteraient la modification ou le rééquilibrage d'accords en vigueur, et par conséquent des négociations. Dans bon nombre de cas, les propositions de modification des accords ou de leur interprétation pourraient entraîner la révision des législations nationales des Membres ou nécessiter une ratification. Par conséquent, les délégations devraient commencer à réfléchir à la façon de procéder la plus indiquée pour les différentes questions de mise en œuvre, tout en reconnaissant que certaines des questions les plus difficiles pourraient nécessiter des négociations plus substantielles. À cet égard, les Communautés souhaitaient mettre de l'avant certaines idées spécifiques, mais elles tenaient en même temps à indiquer qu'il s'agissait de leur propre évaluation initiale et qu'elles étaient disposées à poursuivre les discussions sur chaque question afin de déterminer quels résultats pourraient être obtenus et à l'intérieur de quels délais.

54. Ayant procédé à leur propre évaluation initiale, les Communautés étaient convaincues qu'il y avait certaines propositions au sujet desquelles il devrait être possible de réaliser d'autres progrès au cours des semaines et des mois à venir. La plus importante de ces propositions se rapportait à la décision de proroger l'application de certaines mesures concernant les investissements et liées au commerce (MIC) notifiées ainsi que l'envisageait l'Accord sur les MIC et qui étaient en suspens depuis quelque temps. Les Communautés étaient d'avis qu'une solution était proche et elles demandaient instamment l'adoption d'une décision le plus tôt possible. Il serait ainsi possible de stimuler grandement la confiance et de démontrer que l'OMC était en mesure de répondre efficacement aux problèmes du développement. Même s'il n'entendait pas présenter une liste précise de questions, le Président du Conseil général pourrait, dans le cadre de son processus de consultation, chercher à obtenir des progrès rapides au sujet de certaines autres questions. Il pourrait s'agir, par exemple: i) de demander au Comité antidumping d'indiquer si et comment il serait possible d'améliorer les examens annuels prévus au titre de l'article 18.6 de l'Accord antidumping; ii) des propositions relatives à la transparence et à la notification des modifications apportées aux règles d'origine; iii) de la proposition concernant les examens bisannuels de l'Accord SPS, sur laquelle pourrait peut-être s'entendre le Comité SPS et qui pourrait être examinée plus en détail par le Conseil général; iv) dans les domaines à la fois des mesures SPS et des OTC, des programmes de travail ambitieux étaient en cours et touchaient des secteurs tels que l'assistance technique, la participation des pays en développement aux travaux des organismes à activité normative et à l'équivalence, et il pourrait être possible dans un proche avenir de tirer de ces travaux des conclusions que pourrait adopter le Conseil général ou de fournir de nouvelles orientations; v) dans le domaine de l'évaluation en douane, il devrait être possible de prendre une décision sur l'octroi d'une assistance technique plus cohérente; les débats du Comité de l'évaluation en douane sur des propositions spécifiques de mise en œuvre avaient aussi permis d'acquérir une meilleure connaissance des différentes mesures destinées à lutter contre la fraude, et il pourrait être possible de tirer certaines conclusions confirmant les vues des Membres sur les moyens les plus efficaces de combattre la fraude; vi) dans le domaine des ADPIC, le Conseil des ADPIC avait effectué des travaux utiles sur la question du transfert de technologie au titre de l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC; les consultations à ce sujet se poursuivaient, et à leur issue le Conseil général pourrait déterminer s'il y avait lieu de prendre de quelconques décisions ou d'aboutir à de quelconques conclusions de nature plus formelle ou opérationnelle; et vii) une

proposition avait été présentée pour reconnaître le caractère particulier de la disposition relative à la balance des paiements et ce point pourrait être réaffirmé.

55. Concernant les autres questions de mise en œuvre, certaines étaient susceptibles de requérir l'attention des Ministres à la Conférence ministérielle, car elles concernaient des questions de nature clairement politique. Les Ministres pourraient se prononcer définitivement sur certaines d'entre elles, mais d'autres pourraient devoir faire l'objet de négociations après Doha, en particulier si elles nécessitaient la modification des accords ou des changements aux législations nationales des Membres. S'agissant des questions sur lesquelles pourraient statuer les Ministres à Doha, il était peut-être trop tôt pour en dresser la liste définitive. Cependant, à titre d'exemple, certaines propositions concernant les subventions, les mesures antidumping, et les textiles et vêtements exigeraient une sérieuse attention. Les Communautés envisageaient ces questions dans un esprit d'ouverture et elles tenaient à ce que des progrès soient réalisés. Au sujet des questions qui pourraient nécessiter des négociations, certaines délégations avaient clairement indiqué que même si c'était le cas, il faudrait néanmoins que se manifeste un ferme engagement politique en ce sens. Les Communautés comprenaient ce point de vue, et elles proposaient donc que les mandats de négociation qui seraient adoptés à Doha comportent explicitement un certain nombre de mandats de négociation génériques qui porteraient sur des questions de mise en œuvre en suspens. Par exemple, il pourrait y avoir un mandat pour revoir les dispositions des accords en vigueur relatives au traitement spécial et différencié en vue de les rendre plus opérationnelles. Ce mandat pourrait s'inscrire dans le cadre d'un mandat global concernant l'examen des règles en vigueur de l'OMC. D'autres propositions pourraient bénéficier d'un traitement similaire. Les Communautés espéraient que des progrès concrets seraient réalisés en ce qui concernait la mise en œuvre au cours des semaines à venir, dont une prorogation de l'application des MIC constituerait un élément essentiel et décisif pour la crédibilité de l'OMC. Les délégations devaient toutes chercher à mettre la rhétorique de côté et ne pas craindre de s'engager dans un débat réel et constructif, dès le lancement des travaux préparatoires de la Conférence de Doha, sur les moyens de faire avancer certaines des questions les plus difficiles, et en particulier sur le type de décisions ministérielles qui pourraient être prises. Il serait ainsi possible de donner suite aux conclusions extrêmement utiles du Président du Conseil général, et les Communautés l'appuieraient pleinement pendant les autres consultations qu'il mènerait. Elles appuyaient aussi les propositions du Président concernant l'organisation des travaux ultérieurs, en particulier pour ce qui était de la nécessité de trouver des moyens pratiques de faire avancer le processus, et de mettre l'accent sur les résultats et les questions de fond plutôt que sur le processus.

56. Le représentant du Pakistan a dit que conformément à la Décision du 3 mai, les Membres reconnaissaient que de nombreux pays en développement étaient gravement préoccupés par les questions de mise en œuvre. L'une de ces préoccupations était le fait que les avantages escomptés des Accords du Cycle d'Uruguay ne s'étaient pas matérialisés, ce qui était en partie attribuable à la façon dont ces accords avaient, ou n'avaient pas, été mis en œuvre. Une autre préoccupation concernait le fait que les objectifs de ces accords ne pouvaient être atteints sans certaines clarifications, de nouveaux protocoles ou des mesures complémentaires. Une troisième préoccupation se rapportait au fait qu'au niveau opérationnel certains accords, ou aspects de ces accords, allaient à l'encontre des intérêts des pays en développement, par exemple, la brevetabilité des médicaments d'importance vitale aux termes de l'Accord sur les ADPIC. La Décision du 3 mai envisageait un processus en trois étapes: évaluer les difficultés existantes, déterminer des moyens de les résoudre, et décider de mesures appropriées. Ce processus devait être achevé d'ici à la quatrième Conférence ministérielle. À la réunion tenue en juin, le Président du Conseil général de l'époque avait dit que le processus concernant la mise en œuvre était axé sur l'action et les résultats. Les trois étapes du processus devaient toutes être achevées d'ici à la quatrième Conférence ministérielle. Les décisions qui devaient être adoptées concernaient les moyens de résoudre les difficultés. Il ne suffirait pas de conclure seulement que quelques questions pourraient être résolues avant ou à Doha, et le Pakistan ne pourrait pas accepter que l'examen de la majorité des préoccupations liées à la mise en œuvre soit reporté à quelque processus postérieur à Doha, car cela reviendrait à abroger directement la Décision du 3 mai.

Rien ne justifiait que ces préoccupations liées à la mise en œuvre soient rattachées à de nouvelles ou ultérieures négociations commerciales, car elles étaient liées aux Accords du Cycle d'Uruguay qui avaient leur propre équilibre interne et qui étaient censés procurer des avantages mutuels à tous les participants. Le processus de mise en œuvre était conçu pour atteindre l'équilibre attendu et promis. Les pays en développement ne pouvaient pas acquitter deux fois le prix des avantages mutuels attendus du Cycle d'Uruguay et il ne devrait pas leur être demandé de le faire. Le traitement spécial et différencié promis aux pays en développement dans tant d'accords du Cycle d'Uruguay ne pouvait être lié à de nouvelles négociations concernant les règles de l'OMC ainsi que l'avaient tout juste mentionné les Communautés, car tout ce qui était requis était que les dispositions de ces accords soient rendues opérationnelles.

57. Concernant le rapport présenté par le Président, les résultats qui y étaient reproduits n'étaient pas tant inégaux que minces, car très peu de progrès avaient été réalisés. Le Pakistan risquait de faire une évaluation différente de celle exposée dans le rapport quant aux "résultats pouvant être atteints" - qui dépendaient de la volonté politique de toutes les parties concernées - et au fait que "les chances étaient faibles que des progrès soient réalisés rapidement" - qui dépendaient des réponses positives aux préoccupations des pays en développement. Le Pakistan ne voulait pas porter de tels jugements de valeur, et il espérait que les résultats seraient progressifs ainsi que l'envisageait la Décision du 3 mai. Par exemple, il se serait attendu qu'on aurait au moins cherché à reprendre les huit propositions qui avaient été retirées à la dernière minute de la décision proposée par le Président du Conseil général de l'époque en décembre 2000 par suite des difficultés rencontrées dans les négociations, et à déterminer s'il ne serait pas possible de prendre une décision à leur sujet à la session extraordinaire en cours. Il y avait moyen de prendre des décisions, et sur une plus grande échelle que ne l'avaient envisagé les Communautés, par exemple sur les mesures SPS et les OTC, sur la prorogation de l'application des MIC, sur l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane, et sur les services. Le Pakistan était préoccupé par le fait qu'il n'ait pas été proposé ni pris de décisions au sujet de ces questions à la réunion en cours. Par ailleurs, même s'il n'était pas possible de prendre de décisions dans certains cas, il fallait déterminer les moyens de résoudre ces questions, et la réunion en cours aurait pu servir à un tel examen. Par exemple, dans l'agriculture, il serait possible de reconnaître le principe de la flexibilité dont doivent disposer les pays en développement et le rendre opérationnel à une étape ultérieure. Il ne faudrait pas déterminer la priorité du processus de mise en œuvre en fonction uniquement de la faisabilité ou du caractère atteignable des résultats, mais plutôt de l'importance des questions pour les pays concernés et pour le système. Dans ce contexte, la délégation du Pakistan était très déçue qu'il n'y ait pas eu de débat de fond et ouvert sur l'ensemble des questions relatives aux textiles et vêtements. Pour le Pakistan, les résultats obtenus dans le secteur des textiles seraient le critère à partir duquel il évaluerait le succès ou l'échec de l'ensemble des travaux sur la mise en œuvre. L'Accord sur les textiles et les vêtements était censé avoir été mis en œuvre de façon progressive, et le Pakistan avait donc demandé une intégration accélérée et des améliorations de la libéralisation progressive prescrite ("croissance progressive") du commerce des textiles et vêtements, du fait qu'elles permettraient de redresser le déséquilibre causé par l'incapacité de mettre en œuvre ces dispositions. Il avait aussi demandé une garantie selon laquelle aucune mesure antidumping ne serait appliquée une fois les contingents éliminés.

58. Concernant le programme de travail futur, il était clair qu'il serait nécessaire de fournir des efforts intensifs dans les sessions tant formelles qu'informelles si l'on entendait obtenir des résultats concrets et achever les travaux conformément à la Décision du 3 mai. Le Pakistan proposait donc de convoquer trois sessions extraordinaires, mais de préférence quatre: en juin, vers la fin juillet, à la fin septembre ou au début octobre. Ces réunions constitueraient des jalons importants du processus axé sur l'action et les résultats qui était envisagé, et le Pakistan espérait que des décisions et des mesures seraient prises à chacune de ces sessions. Outre ces trois réunions, une autre session extraordinaire devrait être consacrée aux questions intéressant les textiles et vêtements, car il s'agissait d'un secteur d'importance pour les pays en développement qui représenterait une composante importante des travaux liés à la mise en œuvre. L'intervenant a fait valoir la nécessité d'être clair quant à la nature

probable des conclusions à arrêter sur les questions liées à la mise en œuvre avant que sa délégation puisse se pencher sur les nouvelles questions que plusieurs délégations avaient proposé d'examiner. Le Pakistan aurait de grandes difficultés à aller au-delà des questions de mise en œuvre et du programme incorporé tant et à moins qu'il ne soit clair et qu'il n'obtienne l'engagement et la certitude qu'il sera répondu aux préoccupations des pays en développement liées à la mise en œuvre et que des décisions en vue de les régler seront adoptées d'ici à, c'est-à-dire avant, Doha.

59. Le représentant de Singapour a dit que puisque les membres de l'ANASE avaient déjà fait part de leurs vues sur la façon de faire avancer le processus, il se contenterait de formuler des observations sur certains aspects du rapport du Président qui intéressaient particulièrement Singapour. Au sujet de l'Accord sur l'évaluation en douane, il était mentionné dans le rapport que "[I]es discussions que nous avons eues lors des consultations ont, elles aussi, été extrêmement complexes, et nous devons revenir sur ces questions ultérieurement", ce qui donnait à entendre que le Président se proposait de tenir une autre série de consultations à une future session extraordinaire. Les discussions ayant porté sur les trois questions relevant du paragraphe 21 étaient clairement étayées dans les documents G/VAL/36 et G/VAL/M/17, qui reproduisaient les débats approfondis qui avaient déjà eu lieu sur ces questions au niveau technique, et il n'y avait rien d'autre à ajouter à ce sujet. Le dernier paragraphe du rapport du Président du Comité résumait clairement la situation: "Si la majorité des Membres ont reconnu les difficultés réelles que l'on rencontrait pour s'attaquer à la fraude et les problèmes auxquels s'étaient heurté les auteurs des propositions 1, 2 et 3, ils n'étaient pas convaincus que les propositions formulées dans les tirets soient des solutions appropriées. En fait, certains d'entre eux avaient connu les mêmes problèmes mais les avaient réglés en utilisant les mécanismes et les instruments existants, tout en restant dans le cadre des paramètres de l'Accord." Ainsi que l'indiquait ce rapport, les Membres avaient reconnu que s'il existait des difficultés réelles pour s'attaquer à la fraude, il serait plus approprié de résoudre ces problèmes à l'aide d'une solution différente de celle proposée au paragraphe 21. Il fallait maintenant opter pour d'autres solutions possibles à ce problème. Il faudrait étudier les propositions avancées au cours des consultations du 10 avril, ainsi que d'autres solutions, au lieu de continuer de débattre des propositions du paragraphe 21, car il était clair que celles-ci n'étaient pas praticables.

60. Au sujet des trois tirets relevant du paragraphe 22, il serait utile, ainsi que l'avait relevé le Président du Conseil général dans son rapport, que les auteurs des propositions cherchent à reprendre le libellé des tirets 2 et 3 pour qu'il reproduise fidèlement les préoccupations auxquelles il fallait répondre. Une fois ces révisions apportées, les trois tirets devraient tous être transmis au Comité de l'évaluation en douane pour y faire l'objet de débats techniques.

61. Concernant l'Accord sur les ADPIC, le rapport mentionnait que "la probabilité de résoudre certaines questions dans le cadre du processus en cours soit plutôt faible" et que certaines des questions étaient activement examinées par le Conseil des ADPIC. En fait, presque toutes les questions énumérées aux paragraphes 21 et 22 avaient été activement examinées par le Conseil des ADPIC ainsi que par d'autres organisations internationales telles que l'OMPI. Aussi ne pouvait-on pas dire qu'il n'y avait pas eu d'engagement sérieux. Ces questions étaient très techniques et complexes. Le dilemme consistait à déterminer si les Membres voulaient reproduire à la session extraordinaire du Conseil général les débats qui s'étaient tenus au Conseil des ADPIC. Certains avaient proposé de tenir un débat politique sur certaines des questions importantes, mais il faudrait pour cela convenir des questions qui étaient importantes. Le Conseil des ADPIC avait aussi son propre mandat et son propre échéancier. Le Conseil général pourrait vouloir insister pour que le Conseil des ADPIC intensifie ses travaux sur les questions mentionnées aux paragraphes 21 et 22. Il faudrait suivre de près l'avancement de ces travaux, et le Président du Conseil général pourrait convoquer une session informelle pour donner l'orientation politique qui permettrait de sortir de l'impasse.

62. Le représentant du Japon a dit qu'en ce qui concernait la question de la mise en œuvre, la position fondamentale de sa délégation était qu'il s'agissait d'une composante importante des travaux devant déboucher sur la quatrième Conférence ministérielle, et le Japon continuerait d'y consacrer son temps et son énergie pour achever le processus d'ici à Doha, ainsi qu'il en avait été convenu dans la Décision du 3 mai. Il continuerait de se pencher sur toutes les questions soulevées dans ce contexte en vue d'identifier des éléments sur lesquels des décisions appropriées pourraient être prises à Doha. Il avait affecté des ressources additionnelles à ce domaine sous forme de programmes de renforcement des capacités et d'assistance technique afin de faciliter la mise en œuvre de divers accords par les pays en développement Membres, et il continuerait de le faire. Il s'était sérieusement engagé dans des débats sur la prorogation des périodes de transition au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane et de l'Accord sur les MIC, où des progrès importants avaient été réalisés, et il ne relâcherait pas ses efforts à cette fin. La mise en œuvre n'était toutefois pas le seul élément important qu'il fallait examiner dans le cadre des préparatifs de Doha. Sachant que le temps était limité, les Membres devaient examiner les questions de mise en œuvre de la manière la plus efficace et la plus pragmatique.

72. La représentante des États-Unis a dit que sa délégation s'était engagée dans les discussions sur les questions de mise en œuvre et qu'elle avait jugé bon nombre des éclaircissements et suggestions instructives et utiles. Les débats sur certaines questions, telles que l'évaluation en douane, les ADPIC, les OTC et le renforcement des capacités, qui recoupaient certaines des propositions formulées sur la mise en œuvre, avaient permis de progresser. En 2000, une décision avait été prise sur un certain nombre de points présentant un intérêt variable pour les délégations, tels que la rectification demandée par le Honduras au sujet de l'annexe VII de l'Accord sur les subventions et le délai pour les règles d'origine que tous s'efforçaient d'atteindre rapidement compte tenu de l'énorme travail qui restait à accomplir dans ce domaine. Les États-Unis se félicitaient du consensus qui s'était dégagé au Comité des règles d'origine au sujet de 23 questions en suspens, ce qui témoignait du nouvel élan imprimé aux négociations et de l'adoption d'une nouvelle méthode de travail. Le rapport du Président reconnaissait aussi les progrès constants qui étaient réalisés en vue de veiller à ce que les pays en développement participent davantage aux travaux des organismes à activité normative pertinents qui étaient liés aux travaux de l'OMC sur les mesures SPS et les OTC. Par ailleurs, les travaux réalisés par le Comité de l'évaluation en douane et du Conseil du commerce des marchandises au sujet du traitement des demandes de prorogation avaient continué de progresser et les deux organes avaient cherché en même temps à s'assurer que le renforcement des capacités et les mesures d'assistance technique faisaient partie des solutions.

73. Dans le domaine des ADPIC, la délégation de l'intervenante n'avait pas ménagé ses efforts pour trouver des moyens de résoudre les questions et en 2000 elle avait contribué à concevoir des approches pour examiner chaque demande à la lumière des préoccupations commerciales des États-Unis et de celles des pays qui demandaient des prorogations. Cela faisait maintenant un an que ces prorogations étaient arrivées à expiration, et les États-Unis avaient dûment fait preuve de modération. Les États-Unis demeuraient résolus à faire fond sur les solutions proposées qui s'étaient imposées en 2000 pour traiter des MIC, sans préjudice de leurs droits au titre des Accords de l'OMC. Le rapport du Président sur d'autres consultations spécifiques dans divers secteurs était précis et il renfermait des idées sur la façon de procéder par la suite, notamment pour ce qui était des questions qui n'avaient pas encore été examinées. Les États-Unis avaient participé à ces consultations, ils avaient prêté une oreille attentive aux propos tenus et ils étaient mieux informés sur les propositions. Les préoccupations relatives à la mise en œuvre étaient une question critique pour tous les Membres, en particulier les pays en développement, et les travaux en cours devaient assurer la mise en œuvre intégrale et fidèle des accords. La Déclaration ministérielle de 1998 à Genève indiquait que cette mise en œuvre faisait partie du programme de travail du Conseil général. Les États-Unis continueraient de s'engager positivement dans ces travaux en vue de déterminer et d'obtenir les résultats qui étaient appropriés. Dans bon nombre de cas, les propositions avaient été rigoureusement examinées et débattues au sein des organes subsidiaires responsables. Dans certains cas, mais pas

dans tous, les questions soulevées avaient été résolues. Les États-Unis avaient aussi proposé lors des consultations que le Comité OTC et le Secrétariat invitent les organismes à activité normative à inclure dans leurs rapports des renseignements sur l'assistance technique qu'ils offraient eux-mêmes pour permettre aux représentants des pays en développement d'assister à leurs propres réunions. Ainsi que l'avait relevé le Président dans son rapport, dans le cadre des travaux qu'il avait entrepris dans le contexte de l'examen triennal, ce comité avait adopté une décision sur les principes et procédures devant régir l'élaboration de normes, guides et recommandations internationaux en rapport avec les articles 2 et 5 et l'Annexe 3 de l'Accord OTC. Les Membres devraient être tenus informés des progrès réalisés à ce sujet. Les États-Unis examineraient les options qui s'offraient dans le cas de certaines autres propositions relevant de cette catégorie.

74. S'agissant de l'agriculture, la délégation de l'intervenante avait pris note du rapport de situation du Président concernant les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, et elle attendait avec intérêt le rapport de situation que devait présenter le Vice-Président du Comité de l'agriculture à la réunion du Conseil général en mai sur les propositions additionnelles relatives à ce tiret. Les États-Unis appuyaient aussi la proposition du Président selon laquelle des rapports devraient régulièrement être présentés sur l'avancement des travaux concernant la mise en œuvre de l'article 10:2. Au sujet des ADPIC, il y avait encore beaucoup de points à examiner, mais les États-Unis avaient fait part de leurs vues au Conseil des ADPIC et pendant les consultations informelles sur la façon d'envisager les propositions. Quoi qu'il en soit, dans certains cas, le Conseil des ADPIC poursuivrait les travaux en cours, tels que l'examen du rapport entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et l'examen des propositions visant à compléter la mise en œuvre existante de l'article 66:2 de l'Accord. La délégation de l'intervenante se félicitait aussi d'avoir pu jouer un rôle majeur en coopérant avec le Groupe africain à la conclusion d'un accord sur la proposition qu'il avait présentée en vue de tenir un débat spécial au Conseil des ADPIC sur les flexibilités inhérentes à l'Accord sur les ADPIC pour résoudre les crises sanitaires. Lors des consultations informelles sur les services, les Membres avaient étudié un nouveau libellé, dont l'examen n'était toujours pas terminé, concernant les engagements au titre du mode 4, et ils avaient discuté de la proposition relative à l'article IV de l'AGCS. Les Membres devraient toutefois déterminer si ces deux propositions avaient maintenant été satisfaites dans le contexte de l'accord sur les lignes directrices et les procédures de négociation au Conseil du commerce des services. Au sujet du mode 4, les États-Unis et plusieurs délégations avaient aussi présenté des propositions additionnelles sur les négociations dans le secteur des services. Les États-Unis entendaient bien entendu se conformer pleinement aux engagements existants qui leur incombaient au titre du mode 4.

75. Concernant d'autres propositions, telles que les tirets relevant de l'évaluation en douane qui figuraient dans la compilation du Secrétariat, les débats techniques avaient aidé les États-Unis à mieux comprendre les préoccupations sous-tendant les propositions. Il fallait prendre du recul et examiner ces propositions plus en détail à la lumière de ces discussions. Dans le cas d'autres propositions dont il n'avait été fait qu'une première lecture, les États-Unis attendaient avec intérêt que l'on procède à un examen et une évaluation plus détaillés. Le Président avait fait rapport sur les progrès les plus récents des travaux des organes subsidiaires concernant les questions de mise en œuvre qui n'avaient pas encore été abordées dans ses consultations, en particulier les travaux du Comité des subventions, et un rapport avait été présenté sur l'évolution récente des travaux du Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord antidumping. Les experts avaient coopéré de manière constructive pour finaliser et approuver un troisième document présentant des lignes directrices indicatives sur les "meilleures pratiques" dans un domaine particulier de l'administration du droit antidumping. Ce document, intitulé "Liste indicative d'éléments à prendre en considération afin de décider de la suite à donner à une demande de prorogation du délai imparti pour la présentation des renseignements", avait été adopté quelques jours auparavant par le Comité antidumping. Il donnait une indication des facteurs et des critères dont devraient tenir compte les autorités pour décider de refuser ou d'accorder une prorogation de délai aux exportateurs qui demandent à disposer d'un délai additionnel pour fournir des renseignements aux autorités chargées des enquêtes. Le document reprenait deux autres

recommandations qui avaient été élaborées et approuvées au cours des deux dernières années – l'une sur le moment où des notifications devaient être adressées aux autorités étrangères avant l'ouverture d'une enquête, qui avait été adoptée en octobre 1998, et une seconde sur les périodes sur lesquelles devait porter la compilation des données sur le dumping et le dommage, qui avait été adoptée en mai 2000. Le Groupe de travail spécial de la mise en œuvre de l'Accord avait aussi réalisé récemment des progrès substantiels à propos d'une autre série de recommandations, concernant les types de renseignements à inclure dans les déterminations préliminaires positives de l'existence d'un dumping et d'un dommage. Certains pourraient alléguer que ces travaux portaient sur des questions de processus et de procédure des mesures antidumping plutôt que la méthodologie et le fond, mais les travaux effectués avaient été décidés au consensus, et il ne faudrait pas sous-estimer l'importance d'une telle activité. Les procédures des enquêtes antidumping étaient le seul moyen de déterminer si les mesures prises par les autorités responsables des enquêtes antidumping, et les règles qu'elles appliquaient, conféraient de plein droit de participation et garantissaient la régularité de la procédure. Ces questions étaient importantes pour déterminer l'incidence réelle des mesures antidumping, et elles permettaient de garantir encore plus à tous les Membres que des intérêts légitimes étaient défendus en termes tant d'accès aux marchés que de protection contre des pratiques commerciales déloyales et dommageables.

76. Les Membres devaient mûrement réfléchir à la façon de gérer le processus d'ici à Doha, compte tenu en particulier des travaux qui restaient à effectuer. Ainsi que l'indiquait la Liste du Président sur les préparatifs de la réunion en cours, la mise en œuvre était intégrale. Même si les travaux se déroulaient en parallèle, il fallait qu'ils se fassent d'une manière qui permette d'utiliser efficacement les ressources et le temps disponibles. Les États-Unis se félicitaient de la proposition du Président à ce sujet. Le processus avait bien fonctionné et il était nécessaire de tenir des débats selon l'approche thématique sur les questions qui n'avaient pas encore été examinées en 2001 ainsi que sur quelques questions qui avaient déjà été analysées. Le Président devrait continuer de tenir une réunion informelle ouverte et élargie après les consultations en comité restreint à des fins de transparence, car cette méthode permettrait à tous les Membres de participer aux débats sur les thèmes qui étaient importants pour eux. Concernant les travaux ultérieurs, il pourrait s'avérer utile de donner une idée générale de la poursuite du processus, notamment sur le nombre et les dates approximatives des autres sessions extraordinaires. Étant donné les travaux qui restaient à effectuer, les États-Unis pourraient envisager l'organisation de trois autres sessions extraordinaires au plus, une réunion informelle se tenant avant chaque session pour s'y préparer pleinement. Il devrait revenir au Président de déterminer la fréquence des sessions, mais celles-ci pourraient se tenir en juin, en juillet et en octobre. Les États-Unis accueillaient aussi avec satisfaction la proposition selon laquelle il faudrait inclure dans l'organisation de toute réunion sur la mise en œuvre les sujets qui y seraient abordés.

84. Le représentant de l'Inde a annoncé que sa déclaration porterait sur trois grands aspects: le rapport du Président sur l'état actuel des consultations au sujet des propositions relatives à la mise en œuvre, une réponse à certains des arguments avancés par d'autres délégations et l'organisation des travaux ultérieurs. Si ces remarques ne concernaient que quelques-uns des accords, cela était dû au manque de temps et non pas à un manque d'intérêt pour les consultations portant sur d'autres accords. En outre, l'Inde s'intéressait vivement à des domaines qui n'avaient pas encore fait l'objet de consultations, comme les textiles et la lutte contre le dumping.

85. Au sujet de l'évaluation en douane, le rapport semblait indiquer qu'il serait nécessaire de revenir sur ces questions à une autre occasion, afin de parvenir à une décision satisfaisante. Ces questions étaient extrêmement complexes, mais les véritables difficultés et problèmes rencontrés étaient reconnus, s'agissant notamment du premier tiret concernant l'échange de renseignements sur les valeurs à l'exportation. L'Inde attendait avec intérêt que de nouvelles consultations à ce sujet permettent de dégager des solutions aux problèmes qui avaient été mis en évidence, les mécanismes et instruments existants n'étant absolument pas suffisants. Une délégation avait déclaré qu'en ce qui concernait le premier tiret du paragraphe 21, les solutions proposées n'étaient pas appropriées. Le

Président du Comité de l'évaluation en douane reconnaissait clairement dans son rapport les réelles difficultés rencontrées au sujet des trois tirets du paragraphe 21, mais certains Membres n'étaient pas convaincus que les solutions proposées dans ces tirets étaient appropriées. Ces Membres, après avoir reconnu les réelles difficultés rencontrées par les auteurs des propositions, avaient estimé que ceux-ci, même si les problèmes rencontrés étaient différents, devaient utiliser également le mécanisme qu'eux-mêmes utilisaient pour surmonter ces difficultés. Un autre problème tenait à ce que le rapport du Président du Comité couplait la présentation par l'Inde de ses propositions avec ses réponses aux Membres, puis présentait les questions et les préoccupations des Membres, donnant l'impression que les auteurs des propositions n'avaient pas pu prendre en considération toutes ces questions et préoccupations. Cependant, l'Inde avait répondu à toutes les questions, ce qui ne voulait pas dire que les Membres avaient trouvé ces réponses acceptables ou convaincantes.

86. En ce qui concernait les questions présentées au paragraphe 22 au sujet de l'Accord sur l'évaluation en douane et s'agissant de savoir si ces questions devaient être renvoyées au Comité pour examen technique, l'intervenant a noté qu'il n'était pas prévu que ce comité se réunisse avant octobre 2001. Si ces questions étaient renvoyées au Comité, il devait être entendu clairement que celui-ci se réunirait en session extraordinaire en juin et présenterait un rapport au Conseil général avant la fin du mois de juin. L'Inde a remercié le Président d'avoir suggéré que les auteurs de propositions s'efforcent de trouver la manière d'éclaircir la formulation des deuxième et troisième tirets. S'agissant des propositions de mise en œuvre concernant les questions présentées au paragraphe 21 au sujet de l'Accord sur les ADPIC, le rapport du Président était plutôt pessimiste. L'Inde était toutefois d'avis qu'un travail intense pourrait permettre de trouver des solutions valables dans ce domaine. S'agissant de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique (CDB), le Président du Conseil des ADPIC avait présenté en décembre 2000, sous sa propre responsabilité, un rapport dont il ressortait clairement que l'examen de cette question avait à peine débuté et était loin de s'achever. Il faudrait demander au Conseil des ADPIC de présenter un rapport au Conseil général après sa réunion de juin. Dans ce contexte, certaines des propositions figurant au paragraphe 21, en particulier celles qui avaient trait aux exceptions à la brevetabilité et à l'accès aux médicaments essentiels, suscitaient actuellement l'intérêt du public. L'Inde était heureuse que la question de l'accès aux médicaments soit discutée dans le cadre du Conseil des ADPIC en juin. Il faudrait demander au Conseil des ADPIC de faire un rapport complet au Conseil général immédiatement après sa réunion de juin, en particulier au sujet de l'accès aux médicaments et des exceptions à la brevetabilité, ainsi que de la relation entre l'Accord sur les ADPIC et la CDB. Cependant, étant donné la nature hautement politique des questions relatives à la propriété intellectuelle, il pourrait être nécessaire de consacrer une session extraordinaire du Conseil général à l'examen exclusif de cette question à la lumière de la réunion de juin et du rapport que le Conseil des ADPIC pourrait soumettre. Les répercussions de l'Accord sur les ADPIC dans différents domaines appelaient l'attention des gouvernements, des ONG et de la société civile et les Ministres réunis à Doha ne pourraient ignorer cette question.

E. RÉUNION DU 20 JUILLET 2001 (WT/GC/M/67 - PARAGRAPHES 13, 16, 25 À 27, 34-35, 50-51 ET 54-55)

13. Les questions que le Directeur général et le Président proposaient, avec le consentement des Membres, de soumettre à l'examen des organes subsidiaires compétents pour qu'ils fassent rapport au Conseil général avant le 30 septembre étaient les suivantes:

16. Tiret 56 – La proposition donnant pour instruction au Comité de l'évaluation en douane de répondre aux préoccupations des Membres relatives à la fraude en matière douanière.

25. Le représentant du Zimbabwe, s'exprimant au nom du Groupe des pays africains, a dit que tous les Membres attachaient beaucoup d'importance aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, comme il ressortait des paragraphes 8 et 9 de la Déclaration ministérielle de Genève, du

processus de préparation de la troisième Conférence ministérielle et de nombreux autres débats qui ont eu lieu ultérieurement au Conseil général. Il a rappelé en particulier la décision adoptée par le Conseil général le 15 décembre 2000, dans le contexte de laquelle le Groupe des pays africains se félicitait des efforts dont faisait état le document du Président en vue de recenser les éléments au sujet desquels de nouveaux progrès pouvaient être faits. Cette initiative avait été opportune, étant donné que les progrès sur les questions liées à la mise en œuvre en suspens seraient indispensables à la fois à la création de la bonne atmosphère au fur et à mesure que s'intensifierait la préparation de la Conférence de Doha, et aux résultats de la Conférence elle-même. Le Groupe des pays africains encourageait les efforts en vue de parvenir à une conclusion satisfaisante de cette affaire, compte tenu de la Décision du 15 décembre 2000. Toutefois, les propositions présentées dans le document étaient loin d'être complètes et n'exprimaient que le stade actuel des consultations. Le Groupe des pays africains était préoccupé par la faiblesse des progrès significatifs accomplis dans le règlement des questions liées à la mise en œuvre en suspens à ce jour. Comme le Président l'avait reconnu, des questions fondamentales liées aux MIC, à l'antidumping et aux textiles et vêtements avaient été mises de côté dans le document. Le Groupe des pays africains restait disposé à rechercher un consensus sur la base des éléments recensés jusqu'ici, étant entendu que les autres questions seraient examinées avant la Conférence de Doha et pendant celle-ci à la lumière de la Décision du 15 décembre 2000, de manière que les Ministres puissent donner des indications relativement aux questions qui n'auraient pas encore été entièrement résolues.

26. En particulier, et sans préjudice des positions individuelles des membres du Groupe des pays africains, ces Membres attachaient une importance particulière aux questions suivantes liées à la mise en œuvre qui n'avaient pas encore été adéquatement traitées: les propositions figurant aux tirets 2 et 4 constituaient une bonne base pour faire progresser le travail dans ce domaine; toutefois, ils exhortaient le Comité de l'accès aux marchés à accélérer son examen de la proposition contenue au tiret 4. En plus de la proposition du tiret 5, une décision devait être prise d'urgence concernant le tiret 7, qui tiendrait compte des éléments se trouvant dans les propositions présentées par un groupe de pays dans les documents G/AG/W/49 et G/AG/W/49/Add.1. Étant donné le niveau de développement de la plupart des pays africains, les expressions "délais plus longs" citée à l'article 10:2 de l'Accord SPS et "délai raisonnable" citée à l'article 2.12 de l'Accord OTC devraient être interprétées comme signifiant une durée non inférieure à 12 mois, et les dispositions concernant l'assistance technique prévues dans ces Accords devraient être d'application obligatoire. En outre, l'examen du fonctionnement et de la mise en œuvre de l'Accord SPS prévu à l'article 12:7 devait être effectué tous les deux ans. Les propositions mentionnées au tiret 56 fournissaient une bonne base pour faire avancer le travail dans ce domaine, et le Groupe des pays africains attendait avec impatience la mise au point finale du texte relatif à l'assistance technique sur lequel se penchait actuellement le Comité de l'évaluation en douane. Concernant l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions, l'examen devrait prendre en compte les particularités et les besoins en matière de développement d'un certain nombre de pays africains. Quant à la proposition mentionnée au tiret 85, elle ne répondait pas entièrement aux préoccupations du Groupe des pays africains; un libellé acceptable devrait faire état clairement du fait que "les pays développés mettront pleinement en œuvre les engagements qu'ils ont contractés au sujet du mode 4". En outre, il fallait arriver rapidement à une décision quant à la mise en œuvre des dispositions de l'article IV de l'AGCS. S'agissant du tiret 90, l'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC devrait être d'application obligatoire. Concernant le tiret 92, l'intervenant a rappelé que le Groupe des pays africains avait, concernant la question des ADPIC et de la santé publique, saisi le Conseil des ADPIC de propositions renfermant des éléments dont pourraient s'inspirer les Ministres réunis à Doha pour prendre une décision appropriée. Ainsi, il convenait d'attendre l'issue des discussions actuelles au sein du Conseil des ADPIC. Concernant la cinquième ligne du tiret 96, le Groupe des pays africains préférerait un libellé qui se référerait expressément à l'application concrète et contraignante des dispositions relatives au traitement spécial et différencié contenues dans les Accords de l'OMC. Les Membres représentés par l'intervenant se sont félicités des propositions mentionnées aux tirets 97 et 99.

27. Ces observations concernaient uniquement les propositions présentées au stade actuel et n'étaient pas exhaustives. Le Groupe des pays africains restait déterminé à arriver au règlement de toutes les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre en suspens, conformément à la Décision du 15 décembre 2000. D'autres questions qui préoccupaient le Groupe des pays africains étaient les suivantes: l'octroi rapide de la dérogation demandée pour l'Accord de partenariat ACP-UE; la nécessité de réexaminer l'article XXIV du GATT de 1994 et la clause d'habilitation de 1979 afin de ménager une flexibilité suffisante dans les accords commerciaux régionaux entre les pays en développement et entre les pays développés et ceux en développement; une relance de la mise en œuvre de la Déclaration de Marrakech sur une plus grande cohérence dans l'élaboration des politiques économiques au niveau mondial; la nécessité de faire de l'assistance technique une activité centrale de l'OMC et, à cet égard, de majorer substantiellement le budget ordinaire de l'assistance technique; la nécessité pour l'OMC et d'autres organisations internationales de poursuivre et d'intensifier les activités d'assistance technique et d'assistance en matière de renforcement des capacités par le biais du Cadre intégré, et de renforcement et d'extension à un plus grand nombre de pays d'Afrique du Programme d'assistance technique intégré conjoint (JITAP) en faveur de certains des pays les moins avancés et autres pays d'Afrique; et l'octroi du statut d'observateur permanent à l'OUA, à la Ligue arabe et à d'autres organisations intergouvernementales dont la demande était en suspens depuis longtemps. Tous les Membres avaient intérêt à faire en sorte que les questions liées à la mise en œuvre aboutissent à une conclusion satisfaisante.

34. Le représentant de l'Inde a rappelé que la Décision du 3 mai 2000 fixait un délai lié à la tenue de la quatrième Conférence ministérielle pour le règlement des questions de mise en œuvre. Sa délégation avait dit de bonne foi qu'elle pourrait utiliser le document du groupe des sept pays en tant qu'élément déclencheur pour mener des consultations encore plus intensives, de manière que des décisions significatives puissent être prises à la présente session extraordinaire. Le Président et le Directeur général avaient récemment distribué un document contenant ce qu'ils avaient qualifié d'éléments pour faire avancer le processus. Si l'Inde comprenait et reconnaissait dans quel esprit avait été menée cette initiative, le document en question avait beaucoup inquiété sa délégation. Le premier problème majeur était que de nombreux sujets importants mentionnés dans la section 1 du document du groupe des sept pays, tels les textiles, l'antidumping et les MIC, y brillaient par leur absence. L'Inde était également préoccupée par le fait qu'il était proposé de renvoyer un grand nombre de questions aux organes subsidiaires, ce qui n'était pas une solution en soi. L'un des principaux sujets d'inquiétude que soulevait ce document pour l'Inde avait trait à l'Accord sur les ADPIC, puisqu'il faisait état d'un certain nombre d'éléments concernant les ADPIC et la santé publique qui étaient susceptibles de créer une situation encore pire que celle qui existait. Il convenait de mettre fin au débat en cours au sein du Conseil des ADPIC relativement à cette question avant de tenter d'engager d'autres travaux. De concert avec un certain nombre d'autres Membres, l'Inde tentait d'apporter une contribution afin de raffiner les solutions qui avaient été suggérées dans le document du groupe des sept pays et dans celui du Président, et elle espérait que dans les jours à venir des consultations intensives seraient menées sur cette question qui permettraient de faire avancer le processus. Les sections 2, 3 et 4 du document du groupe des sept pays étaient tout aussi importantes et des consultations appropriées devraient être menées à leur sujet pour que l'on trouve des solutions à l'ensemble de ces questions dans les moindres délais.

35. S'agissant du renvoi de certaines questions aux organes subsidiaires, l'auteur de la proposition énoncée au tiret 4 devrait être consulté au sujet de cette mesure. Concernant le tiret 12, cette question avait déjà été renvoyée au Comité SPS qui était en train de mettre la touche finale à son rapport. De ce fait, il n'était ni nécessaire ni utile de la renvoyer de nouveau à ce comité. Celui-ci devrait être prié de rendre son rapport d'ici à la fin de juillet au plus tard. Pour ce qui était du tiret 56, il ne servait à rien de renvoyer cette question de nouveau au Comité de l'évaluation en douane. Concernant le tiret 65, l'Inde pouvait accepter de renvoyer la question à l'organe subsidiaire, mais son examen devrait être encadré par des directives globales. S'agissant du tiret 68, le Comité des subventions examinait la question en ce moment et celle-ci ne pouvait donc être renvoyée de nouveau à ce comité.

Eu égard au tiret 80, l'Inde pouvait accepter le renvoi de la question. Concernant le tiret 83, il s'agissait d'une question éminemment politique et non technique, et il conviendrait davantage que le Conseil général mène des consultations à son sujet. Relativement au tiret 96, l'Inde pouvait accepter le renvoi de la question. L'intervenant a suggéré que les dates limites fixées pour le dépôt des rapports des organes subsidiaires soient échelonnées, les rapports sur les questions ayant déjà fait l'objet d'un renvoi devant être produits avant le 30 septembre de manière à éviter qu'un grand nombre de rapports soient déposés en même temps. En outre, toute la logistique nécessaire aux réunions de ces organes devrait être établie bien à l'avance pour que les travaux puissent être achevés avant la date limite. L'Inde continuerait de s'engager positivement dans le processus de mise en œuvre et espérait que des consultations intensives seraient menées pour que l'on tente d'arriver à des solutions concernant au moins un certain nombre de ces questions, étant entendu que les questions n'ayant pas encore été abordées le seraient dans les moindres délais. Il a exprimé la gratitude de son pays envers les États-Unis qui avaient été les premiers à prendre la parole à la réunion en cours, et espérait que ce geste se traduirait par des décisions significatives dans les jours à venir.

50. Le représentant du Pakistan a dit que malgré l'initiative du groupe des sept pays, et malgré les tentatives faites par le Président et le Directeur général de déposer un texte, sa délégation, à l'instar de celles de nombreux autres pays en développement, avait un sentiment de déception et de frustration à cette étape-ci. Non seulement l'issue attendue depuis si longtemps avait-elle été retardée, mais aussi les pays en développement étaient-ils priés d'accepter, concernant la mise en œuvre, une diminution progressive du niveau d'ambition qu'ils avaient prévu. Si le paragraphe 21 du projet de texte issu de la Conférence de Seattle le 19 octobre 1999 renfermait plus ou moins 50 propositions en vue d'une action immédiate ou rapide, et si le document du groupe des sept pays en contenait quelque 20 pour une action rapide, le document récemment déposé par le Président n'en offrait qu'une dizaine, si on excluait celles qui étaient liées à la procédure. Qui plus est, la substance des propositions était également décevante. Ces dernières ne contribueraient guère à corriger le déséquilibre présent dans les Accords issus du Cycle d'Uruguay, et ce qui était le plus décevant, c'est que jusqu'ici, les questions clés comme celles des textiles et de l'antidumping, ou encore des MIC, n'avaient même pas été abordées. Il y avait certes eu des consultations concernant les MIC, mais elles s'étaient révélées jusqu'ici insatisfaisantes. Les consultations au sujet des textiles venaient à peine de débiter la veille et celles sur les questions relatives à la mise en œuvre dans le cas de l'antidumping n'avaient pas encore été menées. Le fait que depuis plus de deux ans le Conseil général ait été incapable d'examiner les propositions concernant les textiles et l'antidumping traduisait un manque collectif de volonté de répondre aux préoccupations des pays en développement. Pour le Pakistan, dont 60 pour cent des intérêts commerciaux se concentraient dans les textiles et les vêtements, cet échec avait un lien direct avec le niveau de déception et de frustration qu'il ressentait eu égard au présent exercice. La délégation de l'intervenant se demandait où s'arrêterait cette tendance à la régression, ou plutôt si les propositions relatives à la mise en œuvre continueraient d'être élaguées au point de devenir totalement insignifiantes.

51. S'agissant du renvoi de questions aux organes subsidiaires, le Pakistan s'était opposé à cette façon de procéder parce qu'il lui semblait que les questions ainsi renvoyées ne réapparaissent plus. Il avait fortement insisté pour qu'elles reviennent au Conseil général dès que possible. Tout délai fixé – et le 30 septembre était la date limite extrême pour les nouveaux renvois – devrait aussi s'appliquer aux questions déjà renvoyées. Pour ce qui était des propositions de renvoyer d'autres questions, l'organe subsidiaire concerné devrait recevoir des directives précises qu'il devrait suivre. Parmi les propositions figurant dans le document du Président, le tiret 12 avait déjà été renvoyé au Comité SPS le 18 octobre 2000, et celui-ci devrait être prié instamment d'achever ses travaux et de rendre son rapport à une date déterminée. Le tiret 56 avait été renvoyé le même jour au Comité de l'évaluation en douane, et il semblait inutile de répéter l'opération de nouveau. Ce comité devrait être invité à faire rapport dans les moindres délais. Le tiret 68 avait été renvoyé au Comité des subventions le 15 décembre 2000, et celui-ci devrait être prié instamment de produire son rapport. Concernant le tiret 83, le Pakistan était d'accord avec ceux qui estimaient qu'il n'y avait pas lieu de renvoyer la

question au Comité des subventions. En ce qui concerne les autres questions, la délégation de l'intervenant était disposée à collaborer avec le Président pour établir les lignes directrices spécifiques dont devraient être assortis ces renvois. Malgré certaines des interventions faites à la présente réunion, le Pakistan continuait d'être extrêmement préoccupé par le peu de progrès réalisés concernant la mise en œuvre. À la réunion "de vérité" du 30 juillet, les Membres devaient évaluer où ils en étaient et quelle direction ils devaient prendre dans le processus menant à la Conférence de Doha. D'ici à ce moment-là, si le Pakistan estimait qu'il n'y avait aucune perspective de résultats significatifs au sujet des questions liées à la mise en œuvre, les niveaux d'ambition souhaités pour la Conférence de Doha devraient être radicalement diminués et, exception faite des questions liées à la mise en œuvre, axés sur les progrès accomplis dans le contexte du programme incorporé.

54. Le représentant de la Malaisie a dit que sa délégation considérait le document du Président comme un autre pas vers la recherche de solutions. Il avait pris note du fait que les éléments contenus dans ce document ne devraient pas être considérés comme exclusifs ou convenus ou définitifs, et que le Président poursuivrait ses consultations relativement à l'ensemble des autres propositions, y compris celles qui figuraient à la section 4 du document du groupe des sept pays. Toutefois, le temps commençait à manquer. Ces questions étaient à l'ordre du jour depuis presque deux ans et devaient être réglées immédiatement, à la rigueur d'ici à la Conférence ministérielle de Doha. À l'instar de celles de nombreux autres pays en développement, la délégation de l'intervenant était profondément déçue du peu de progrès réalisés jusqu'à maintenant. Même s'il pouvait donner l'illusion qu'il y avait du mouvement ou du progrès, le simple renvoi des questions pour examen à des organes subsidiaires ne constituait pas la solution. Ce qu'il fallait, c'était que l'on prenne des décisions concrètes pour s'attaquer aux déséquilibres contenus dans les Accords existants de l'OMC et pour rendre opérationnelles les dispositions du GATT de 1994 qui étaient restées lettre morte. Cela ne voulait pas dire que la Malaisie n'était satisfaite d'aucune des propositions contenues dans le document du Président; par exemple, au sujet du tiret 96 qui renvoyait une question au Comité du commerce et du développement, sa délégation espérait que les travaux du Comité auraient une issue positive. Si la Malaisie était disposée à envisager la possibilité de donner des indications relativement à au moins quelques-unes des questions à renvoyer à des organes subsidiaires, le Groupe des pays partageant les mêmes idées avait l'intention de présenter des suggestions additionnelles pour les solutions exposées dans le document du Président. Il était espéré que ce geste ferait partie du processus de consultation et serait considéré comme une contribution positive.

55. S'agissant des renvois proposés, le tiret 56 sur l'évaluation en douane et le tiret 68 sur les subventions n'avaient pas besoin d'être renvoyés aux organes subsidiaires compétents respectifs, étant donné que le Comité de l'évaluation en douane avait déjà achevé son travail au sujet du tiret 56, et que s'il avait reconnu l'existence d'un problème de fraude, il n'avait pas trouvé de solution. Cette question devait être examinée au Conseil général. Parallèlement, le Comité des subventions avait délibéré et continuait de le faire au sujet du tiret 68 dans le cadre du mandat conféré antérieurement, et il ne servait à rien d'établir un nouveau mandat. En outre, le rapport de ce comité devait être déposé à la fin de juillet. Si, à cette date, la question restait toujours sans solution, le Comité pourrait se voir imposer un délai ferme pour ses délibérations. S'agissant du tiret 83 sur l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions, il devait être examiné par le Conseil général et appelait une décision de ce dernier, et il ne servait à rien de le renvoyer au Comité des subventions pour examen. En terminant, l'intervenant a noté que les principaux partenaires commerciaux avaient fait preuve d'une attitude très encourageante et positive à la réunion en cours et avaient systématiquement fait savoir qu'ils étaient disposés à travailler pour résoudre les questions liées à la mise en œuvre et désireux de le faire. Toutefois, il était regrettable que cet enthousiasme et cette vigueur ne se soient pas matérialisés dans les consultations relatives à ces questions, comme en témoignait le peu de progrès réalisés. La Malaisie espérait que les propos formulés par ces Membres à la réunion en cours se répercuteraient dans les consultations futures et que les grands partenaires commerciaux renforceraient collectivement leur volonté de trouver des solutions authentiques et significatives aux questions liées à la mise en œuvre.

F. RÉUNION DES 3 OCTOBRE ET 1^{ER} NOVEMBRE 2001 (WT/GC/M/70 - PARAGRAPHES 5-6 ET 15-16)

5. Premièrement, pour ce qui est du programme de travail relatif au traitement spécial et différencié (tiret 96), il croyait comprendre que les délégations avaient bien noté que l'accord intervenu sur le délai de juillet 2002 concernant les décisions du Conseil général énoncées aux alinéas i) et ii) de ce texte était fondé sur le principe que ce délai était un objectif que tous les Membres s'efforceraient du mieux possible de respecter, et aussi que cet accord était sans préjudice de la nature des décisions qui pourraient être prises à ce moment-là.

6. Deuxièmement, en ce qui concerne les questions liées à la mise en œuvre en suspens, il souhaitait préciser que dans les cas où un mandat de négociation spécifique était donné dans le projet de Déclaration ministérielle, les questions de mise en œuvre pertinentes seraient traitées dans le cadre de ce mandat, conformément au paragraphe 12 a) dudit texte. Par exemple, le tiret 6 concernant l'agriculture serait traité dans le cadre des actuelles négociations sur l'agriculture prévues au paragraphe 13 du projet de Déclaration; les tirets 42 à 44, 46 à 48 et 50 à 54 concernant l'Accord antidumping seraient traités dans le cadre des négociations sur les règles de l'OMC proposées au paragraphe 24 du projet de Déclaration; enfin, les tirets 64 à 66, 69 à 73, 76 à 79 et 81 concernant l'Accord sur les subventions seraient traités dans le cadre des négociations sur les règles de l'OMC proposées au paragraphe 24 du projet de Déclaration. Les autres questions en suspens seraient traitées de manière prioritaire par les organes pertinents de l'OMC, qui feraient rapport au Comité des négociations commerciales d'ici à la fin de 2002 en vue d'une action appropriée, conformément au paragraphe 12 b) du projet de Déclaration.

15. Le représentant de la Tanzanie, au nom des PMA, a déclaré que la réunion en cours offrait une occasion de progresser notablement dans le règlement de la question déjà ancienne de la mise en œuvre. Les questions de mise en œuvre avancées par les PMA avaient finalement été incluses dans le processus de consultation qui avait abouti aux résultats actuellement examinés par les Membres. Faisant partie de la famille des pays en développement, les PMA avaient également appuyé les propositions visant le règlement des questions liées à la mise en œuvre présentées avant Seattle qui étaient restées au cœur des consultations relatives à la mise en œuvre. Les Ministres des PMA réunis à Zanzibar avaient recensé d'autres questions de mise en œuvre spécifiques aux PMA qui devaient être résolues. Les PMA notaient avec satisfaction que le projet de décision révisé tenait compte de quelques-unes de leurs propositions. Toutefois, outre le fait qu'un certain nombre de propositions n'avaient pas du tout été prises en considération, la façon dont de nombreuses propositions avaient été reprises n'atteignait pas le niveau d'efficacité prévu et proposé et, très souvent, les termes employés étant beaucoup plus faibles, le résultat final était plutôt un engagement de fournir l'effort maximal. Ainsi, dans la plupart des cas, ce qui avait été désigné dans le texte par "propositions des PMA" n'était pas, en réalité, ce qu'ils avaient proposé, mais plutôt ce que le Secrétariat avait considéré comme étant la meilleure réponse aux propositions initiales des PMA.

16. Parmi les propositions que les PMA avaient présentées et pour lesquelles ils avaient cru comprendre, lors des consultations informelles, qu'il y aurait un consensus concernant un règlement lors de la quatrième Conférence ministérielle figuraient les propositions suivantes: s'agissant de l'Accord sur l'agriculture, les PMA souhaitaient des conditions d'accès aux marchés en franchise de douane et sans contingentement s'étendant aux produits agricoles sous toutes leurs formes, c'est-à-dire les produits primaires, semi-transformés et finis. Cette question n'apparaissait pas dans le projet de décision, bien que chacun sache parfaitement combien l'accès aux marchés était primordial pour les PMA. Pour ce qui est de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994 (l'Accord sur l'évaluation en douane), mis à part la prorogation de la période de transition prévue à l'article 20 de cet accord pour que les PMA puissent obtenir l'assistance et les compétences techniques nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord sans pour autant que ceci nuise à leur avantage comparatif au titre du paragraphe 2 de l'annexe III de l'Accord, ils avaient souhaité avoir la possibilité de

maintenir leurs réserves sur les valeurs minima pendant une période plus longue. Il s'agissait d'une question d'une importance fondamentale pour les PMA qui avait été omise dans le texte révisé. Quant à la proposition concernant la mise en œuvre effective et contraignante des dispositions relatives au traitement spécial et différencié, ses conséquences actuelles n'avaient pas un caractère d'engagement et étaient décevantes. S'agissant de l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires et de l'Accord sur les obstacles techniques au commerce, les PMA notaient avec satisfaction que leurs propositions avaient été améliorées et présentées pour que les Ministres réunis à Doha prennent une décision à leur sujet, bien qu'elles aient été malheureusement édulcorées. Concernant les MIC, alors que les PMA avaient eu l'impression, lors des consultations, que les Membres étaient en général favorables à leurs propositions visant une exemption, le texte établi n'énonçait pas d'engagements précis et la prorogation ou exemption envisagée serait assujettie à des termes et conditions à négocier. Pour ce qui est des services, leurs propositions avaient été omises dans le projet de texte et, compte tenu de l'importance qu'ils attachaient à ces propositions, les PMA souhaitaient les voir traiter d'une façon ou d'une autre. Ce n'étaient là que quelques-unes des préoccupations des PMA concernant le projet de décision relatif à la mise en œuvre. Cela étant, ils convenaient avec les autres pays de la nécessité d'imprimer l'élan indispensable pour régler la question déjà ancienne de la mise en œuvre et pourraient donc souscrire à l'adoption du projet de décision sous la forme d'un ensemble de solutions, mais sans exclure la possibilité d'approfondir l'examen de ces questions à l'avenir et avec l'espoir que les autres questions en suspens seraient rapidement réglées dans le cadre proposé au paragraphe 12 du projet de Déclaration ministérielle.

III. DÉCISION DU CONSEIL GÉNÉRAL

A. DÉCISION DU 15 DÉCEMBRE 2000 (WT/L/384)

CONSEIL GÉNÉRAL

Questions et préoccupations liées à la mise en œuvre

Décision du 15 décembre 2000

Le Conseil général,

Eu égard aux articles IV:1, IV:2, IV:5 et IX:1 de l'Accord de Marrakech instituant l'Organisation mondiale du commerce (OMC),

Considérant l'importance que les Membres attachent aux questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, comme il ressort des paragraphes 8 et 9 de la Déclaration ministérielle de Genève, du processus de préparation de la troisième Conférence ministérielle et de nombreux autres débats qui ont eu lieu ultérieurement au Conseil général,

Considérant que la Décision du Conseil général du 3 mai 2000 prévoit que le Conseil général, réuni en sessions extraordinaires, traitera les questions et préoccupations soulevées par les Membres en rapport avec la mise en œuvre de certains Accords et Décisions de l'OMC,

Rappelant en outre que la Décision du 3 mai 2000 prévoit que le Conseil général évaluera les difficultés existantes, identifiera les moyens nécessaires pour les résoudre et prendra des décisions en vue d'une action appropriée,

Tenant compte du programme de travail sur les questions de mise en œuvre convenu par le Conseil général à sa première session extraordinaire, le 22 juin 2000, qui prévoit que, à la lumière des

progrès réalisés jusque-là, la troisième session extraordinaire prendra des décisions en vue d'une action appropriée dans les cas où cela sera possible,

Rappelant le mandat confié au Président du Conseil du commerce des marchandises et les consultations menées sur la question des périodes de transition au titre de l'Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce,

Prenant en considération les demandes faites au Directeur général pour qu'il travaille avec les organisations de normalisation internationales pertinentes et les organisations intergouvernementales pertinentes sur la question de la participation des pays en développement à leurs travaux,

Rappelant en outre que les questions liées à la mise en œuvre ci-après ont été renvoyées aux organes pertinents de l'OMC à la session extraordinaire tenue le 18 octobre 2000:

- dans le domaine de l'agriculture, l'élaboration de disciplines convenues au niveau international pour régir l'octroi de crédits à l'exportation, de garanties de crédit à l'exportation ou de programmes d'assurance, conformément à l'article 10:2 de l'Accord sur l'agriculture, compte tenu des dispositions du paragraphe 4 de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires;
- dans le domaine des mesures sanitaires et phytosanitaires, les préoccupations des pays en développement concernant l'équivalence de ces mesures;
- dans le domaine des obstacles techniques au commerce, les problèmes rencontrés par les pays en développement en ce qui concerne tant les normes internationales que l'évaluation de la conformité;
- dans le domaine de l'évaluation en douane, l'idée d'un échange de renseignements entre les administrations des douanes au sujet des valeurs à l'exportation dans les cas douteux, l'adjonction du coût des services à l'article 8:1 b) iv) et les aspects de la méthode résiduelle de détermination de la valeur en douane au titre de l'article 7 de l'Accord sur l'évaluation en douane; et
- dans le domaine des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce (ADPIC), la question du rapport entre l'Accord sur les ADPIC et la Convention sur la diversité biologique et la question de la mise en œuvre de l'article 66:2 de l'Accord sur le transfert de technologie.

Prenant note des rapports sur les questions susmentionnées présentés par les Présidents du Conseil du commerce des marchandises, du Conseil des aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce et des Comités de l'agriculture, des mesures sanitaires et phytosanitaires, des obstacles techniques au commerce et de l'évaluation en douane, ainsi que par le Directeur général,

Décide ce qui suit:

1. Accord sur l'agriculture

- 1.1 Les Membres feront en sorte que leurs régimes de contingents tarifaires soient administrés d'une manière transparente, équitable et non discriminatoire. Dans ce contexte, ils feront en sorte que les notifications qu'ils présentent au Comité de l'agriculture contiennent tous les renseignements pertinents, y compris des détails sur

les lignes directrices et procédures concernant l'attribution des contingents tarifaires. Les Membres administrant des contingents tarifaires présenteront des addenda à leurs notifications au Comité de l'agriculture (tableau MA:1) pour la deuxième réunion ordinaire du Comité de 2001.

- 1.2 Le Comité de l'agriculture examinera les moyens possibles d'améliorer l'efficacité de la mise en œuvre de la Décision sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés et les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et fera rapport au Conseil général à la deuxième réunion ordinaire du Conseil de 2001.

2. Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires

Suite à la demande faite au Directeur général de travailler avec les organisations de normalisation internationales pertinentes sur la question de la participation des pays en développement à leurs travaux, ces organisations sont instamment invitées à assurer la participation de Membres à différents niveaux de développement et appartenant à toutes les régions géographiques, à toutes les phases de l'élaboration des normes.

3. Accord sur les obstacles techniques au commerce

Suite à la demande faite au Directeur général de travailler avec les organisations de normalisation internationales pertinentes sur la question de la participation des pays en développement à leurs travaux, ces organisations sont instamment invitées à assurer la participation de Membres à différents niveaux de développement et appartenant à toutes les régions géographiques, à toutes les phases de l'élaboration des normes.

4. Accord sur la mise en œuvre de l'article VII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994

Notant que le processus d'examen et d'approbation, au Comité de l'évaluation en douane, des différentes demandes de prorogation du délai de cinq ans prévu à l'article 20:1 présentées par des Membres progresse bien, le Conseil général encourage le Comité à poursuivre ces travaux.

5. Accord sur les règles d'origine

Les Membres s'engagent à accélérer les travaux restants sur l'harmonisation des règles d'origine non préférentielles de façon à les achever pour la quatrième Conférence ministérielle, ou pour la fin de 2001 au plus tard. Le Président du Comité des règles d'origine fera rapport régulièrement, sous sa propre responsabilité, au Conseil général sur l'avancement des travaux. Le premier rapport de ce type serait présenté au Conseil à sa première réunion ordinaire de 2001, et ensuite un rapport serait présenté à chaque réunion ordinaire jusqu'à l'achèvement du programme de travail.

6. Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

- 6.1 Tenant compte de la situation unique du Honduras qui est le seul Membre originaire de l'OMC ayant un PNB par habitant inférieur à 1 000 dollars EU à ne pas avoir été inclus dans l'Annexe VII b) de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (Accord SMC), les Membres invitent le Directeur général à prendre les dispositions appropriées, conformément à la pratique habituelle de l'OMC, pour

rectifier le fait que le Honduras a été omis de la liste des pays figurant à l'Annexe VII b).

- 6.2 Le Comité des subventions et des mesures compensatoires (Comité SMC) procédera à un examen, qui constituera une partie importante de ses travaux, de toutes les questions relatives à l'article 27.5 et 27.6 de l'Accord SMC, y compris la possibilité d'établir la compétitivité des exportations sur la base d'une période supérieure à deux ans.
- 6.3 Le Comité SMC procédera à un examen, qui constituera une partie importante de ses travaux, des questions des taux globaux et généralisés de remise des droits d'importation et de la définition des "intrants consommés dans le processus de production", en tenant compte des besoins particuliers des pays en développement Membres.

7. Travaux supplémentaires

La Décision du Conseil général du 3 mai 2000 sur les questions liées à la mise en œuvre est réaffirmée. Le Conseil général traitera les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre en suspens, y compris celles qui sont exposées aux paragraphes 21 et 22 du projet révisé de texte ministériel daté du 19 octobre 1999 (Job(99)/5868/Rev.1), ainsi que toutes autres questions liées à la mise en œuvre soulevées par les Membres, comme il est envisagé dans la Décision du 3 mai et le programme de travail convenu le 22 juin 2000, en vue d'achever le processus au plus tard à la quatrième session de la Conférence ministérielle.

IV. DISCUSSIONS AU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE

- A. COMPTE RENDU DE LA RÉUNION DES 7, 13, 24, ET 29 NOVEMBRE 2000 (G/VAL/M/17 - POINT 2)

2. **Questions de mise en œuvre renvoyées au Comité par le Conseil général, figurant au paragraphe 21 h) du document Job(99)/5868/Rev.1 du 19 octobre 1999.**

2.1 Le Président a informé le Comité que le Conseil général, à sa réunion des 18 et 19 octobre 1999, avait demandé au Comité de considérer trois propositions concernant la mise en œuvre de l'Accord sur l'évaluation en douane. Elles étaient tirées du paragraphe 21 h) du document Job(99)/5868/Rev.1 de l'OMC du 19 octobre 1999. Le Conseil général demandait au Président de lui rendre compte du résultat de l'examen de ces propositions par le Comité avant sa Session spéciale sur la mise en œuvre de décembre. Cela signifiait que le Comité ne disposait pas de beaucoup de temps pour cet examen. Depuis la réunion d'octobre du Conseil général, le Président avait tenu des consultations sur ces propositions parmi les Membres. Il restait un certain nombre de questions et d'opinions nécessitant des éclaircissements, pour lesquels il ouvrait le débat.

Premier tiret: Une solution multilatérale permettant aux administrations des douanes des pays importateurs de demander et d'obtenir des renseignements sur les valeurs à l'exportation dans un délai déterminé, dans les cas douteux, sera incluse dans l'Accord.

2.2 Le représentant de l'Inde a indiqué que les trois propositions émanaient de sa délégation, qui les avaient expliquées lors de leur présentation au Conseil général. Le premier tiret visait à faciliter la mise en œuvre et éliminer les cas ne correspondant pas à la véritable valeur transactionnelle. Après 12 années d'expérience dans l'application de l'Accord, sa délégation estimait qu'une telle solution était nécessaire; il était prêt à répondre aux questions des Membres.

2.3 Le représentant du Sénégal a dit que les pays en développement éprouvaient des difficultés à mettre en œuvre l'Accord et sa délégation appuyait la proposition de l'Inde qui, appliquant l'accord depuis 12 ans, estimait nécessaire de faire une telle proposition. De nombreux pays, notamment des pays développés, n'avaient pas signé la Convention de Nairobi. Une assistance administrative mutuelle était nécessaire pour pouvoir bénéficier de la coopération de certains pays, puisque son pays était essentiellement un pays importateur. Souvent, son gouvernement s'entendait dire par d'autres Membres que la réglementation ne permettait pas d'échanger des renseignements et des données. Cependant, les déclarations à l'exportation existaient et, lorsqu'elles étaient parfois communiquées à l'administration des douanes de son pays, se révélaient utiles.

2.4 Le représentant du Venezuela a exprimé son soutien à la proposition indienne.

2.5 Le représentant du Pakistan a également appuyé la proposition indienne laquelle offrait une solution à un problème général auquel se heurtaient de nombreux pays en développement. Une solution multilatérale telle que celle qui était proposée aiderait les administrations des douanes de tous les Membres à résoudre des questions concernant essentiellement des transactions et documents frauduleux. L'élément principal de la proposition était qu'elle prévoyait la fourniture de renseignements "dans un délai déterminé". Il ressortait de l'expérience de sa délégation que les demandes de renseignements étaient souvent laissées en attente et qu'aucune réponse n'était fournie. La prescription d'une limite de temps serait dans l'intérêt de tous les Membres.

2.6 Le représentant de la Jamaïque a appuyé la proposition indienne et repris à son compte les commentaires du Sénégal et du Pakistan.

2.7 Le représentant de la Thaïlande a informé le Comité que la proposition était encore à l'examen dans sa capitale. Il pouvait cependant faire quelques observations préliminaires. Tous les Membres étaient préoccupés par la fraude, laquelle pouvait fausser le commerce et les rentrées fiscales. Mais sa délégation avait besoin que fussent clarifiés un certain nombre de points. Premièrement, que voulait-on dire par "demander et obtenir des renseignements" et comment les autorités douanières des pays importateurs s'y prendraient-elles pour demander et obtenir ces renseignements? Deuxièmement, si "demander et obtenir des renseignements" signifiait que les autorités douanières du pays importateur se mettraient en contact, de manière informelle ou officiellement, avec les autorités douanières du pays exportateur, quelles seraient les incidences juridiques si ces dernières n'étaient pas raisonnablement en mesure de fournir les renseignements dans un délai déterminé, compte tenu du fait que cette proposition serait incluse dans l'Accord? Troisièmement, quelle serait la définition de l'expression "cas douteux" et comment les Membres pourraient-ils avoir l'assurance qu'elle ne serait pas utilisée comme un obstacle au commerce? Quatrièmement, la Thaïlande était soumise à une loi sur l'information qui ne permettait pas à un organisme public de fournir ce type de renseignements à autrui. Enfin, le représentant croyait savoir que la Convention de Nairobi permettait aux pays importateurs de demander et obtenir ces renseignements auprès des autres parties à la Convention.

2.8 Le représentant de la Colombie a également exprimé un avis préliminaire sur la proposition. Étant donné les difficultés qu'éprouvaient quotidiennement les douanes à essayer d'obtenir des renseignements qui leur permettraient de réfuter les valeurs frauduleuses déclarées par les importateurs, il était important de disposer d'un engagement multilatéral d'échange d'informations sur les valeurs déclarées de la part des administrations des douanes. Cet engagement devrait être accepté par tous les Membres et établi de manière à éviter de devenir un obstacle au libre mouvement des marchandises ou un mécanisme discrétionnaire. Certains Membres avaient affirmé que les renseignements demandés étaient de nature confidentielle. L'article X de l'Accord permettait aux administrations des douanes de maintenir le caractère confidentiel sauf autorisation du pays exportateur. Les renseignements échangés seraient des informations de nature officielle auxquelles d'autres autorités douanières pourraient avoir accès selon le mécanisme établi. Il devrait y avoir un

engagement que ces renseignements ne seraient échangés que pour vérifier des données et ne seraient pas utilisés à d'autres fins ou dans des cas où les écarts de prix seraient relativement réduits. En outre, une réglementation serait nécessaire en ce qui concerne les délais et les conditions d'échange dans la perspective d'un recours éventuel à une procédure de règlement des différends. Le principe directeur devait dans tous les cas être la réciprocité.

2.9 Le représentant de la République dominicaine a appuyé la proposition indienne, car sa délégation estimait qu'elle aiderait les pays tels que le sien dans la mise en œuvre de l'article VII du GATT. En aucun cas, la transparence ne devait devenir un obstacle au commerce.

2.10 Le représentant de l'Inde a répondu en présentant une étude de cas portant sur des importations de pièces d'appareils photographiques en provenance d'un pays non membre de l'OMC, laquelle montrait les difficultés auxquelles se heurtait l'administration des douanes de son pays. Le cas paraissait inhabituel parce que les pièces en question étaient des sous-ensembles et que normalement les appareils photographiques étaient importés montés. À l'examen, on avait constaté que la valeur déclarée était de 4 800 dollars EU; les pièces venaient d'un pays tiers (pas le pays d'origine) qui avait informé les douanes indiennes que la déclaration d'exportation indiquait une valeur de 37 000 dollars EU. La valeur déclarée à l'importation était donc différente, ne représentant en fait que 13 pour cent de la valeur réelle déclarée par le pays exportateur. Les douanes indiennes avaient découvert onze envois de ce type avec des valeurs analogues. Les informations reçues de l'exportateur n'avaient pas pu être utilisées parce que les autorités douanières du pays tiers avaient indiqué que ces informations étaient fournies à titre confidentiel. Si un arrangement multilatéral pour l'obtention de ce type de renseignements avait existé, peut-être auraient-ils pu être utilisés.

2.11 Un deuxième cas portait sur l'importation de 108 envois de chaussures dont on soupçonnait qu'ils étaient sous-évalués. À l'examen, les douanes indiennes avaient découvert que le fournisseur indiqué dans le pays exportateur n'existait pas. Dans ce type de circonstances, une assistance des autorités douanières était nécessaire. En ce qui concerne la crainte que la demande de renseignements pût servir à tort d'obstacle au commerce, dans les deux cas mentionnés, le dédouanement des marchandises avait été autorisé sous réserve de la détermination définitive de leur valeur. Les vérifications faites par la suite avaient indiqué que les prix étaient très inférieurs aux valeurs déclarées. De tels cas n'étaient pas fréquents et les administrations des douanes de chaque pays avaient diverses méthodes d'évaluation et de gestion pour détecter les cas douteux.

2.13 Le représentant a confirmé que la plupart des Membres n'avaient pas signé la Convention de Nairobi. Si la plupart des pays l'avaient signée, les difficultés de mise en œuvre de l'Accord seraient bien moindres. En ce qui concerne la loi sur l'information mentionnée par la Thaïlande, il a souligné que les renseignements reçus des importateurs et exportateurs étaient protégés par la loi indienne contre toute divulgation. Ce n'était que lorsque l'on avait la preuve qu'un "cas douteux" était un cas de fraude et devait passer devant une juridiction que la loi permettait de divulguer ces renseignements. C'était également l'esprit de l'Accord, lequel stipulait que les renseignements recueillis aux fins d'évaluation ne pouvaient être divulgués.

2.14 Le représentant des États-Unis a réitéré les questions de la Thaïlande, en soulignant plusieurs qui, à son avis, n'avaient pas reçu de réponse. Par exemple, que voulait-on dire par "dans un délai déterminé" et cela impliquait-il des procédures officielles ou informelles? La proposition parlait de "cas douteux"; la Convention de Nairobi faisait état de "bonnes raisons d'estimer qu'une fraude douanière importante avait été commise". La proposition qui était faite visait-elle à considérer les deux expressions comme équivalentes et qu'entendait-on exactement par le terme "douteux"? Le mot "douteux" était-il défini comme s'appliquant à un prix paraissant trop bas ou trop élevé ou bien y avait-il d'autres critères? Le représentant souhaitait aussi recevoir la confirmation que les pays en développement fourniraient également de tels renseignements. Sa délégation ne savait pas, par ailleurs, si dans le cas des pièces d'équipement photographiques mentionné par l'Inde il existait un

accord bilatéral entre l'Inde et l'autre pays et quelle était la raison invoquée pour que ces renseignements ne puissent être utilisés. Cela était-il dû à la législation du pays qui avait fourni les renseignements? Enfin, sa délégation souhaitait des éclaircissements sur la raison pour laquelle un accord multilatéral résoudrait le problème, alors qu'il semblait que ce dernier était dû à l'absence d'accord bilatéral pour traiter la situation.

2.15 La représentante de la Nouvelle-Zélande a posé d'autres questions. Premièrement, quelles étaient les critères objectifs pour déterminer ce qu'était un "cas douteux"; comment avait-on déterminé pour les deux études citées par l'Inde qu'une enquête était justifiée? Deuxièmement, quelles seraient les incidences juridiques pour une administration des douanes en cas d'incapacité à fournir les renseignements demandés ou de le faire "dans un délai déterminé"? En fait, certains des renseignements prévus dans la proposition n'étaient pas conservés par les douanes de son pays. Il serait difficile, dans certaines circonstances, pour l'administration des douanes de Nouvelle-Zélande de fournir des renseignements exacts sur les valeurs à l'exportation; cela nécessiterait beaucoup de travail et des modifications d'ordre statistique dans les prescriptions nationales relatives à la conservation des renseignements. La question touchait également à la confidentialité. Troisièmement, comment la proposition indienne s'articulerait-elle avec les accords bilatéraux, la Convention de Nairobi et les autres instruments internationaux existant dans ce domaine?

2.16 Le représentant de l'Australie avait des questions analogues à celle de la Thaïlande et d'autres délégations. Les Membres de l'OMC avaient la responsabilité de s'assurer que les importateurs respectaient les lois nationales en matière de détermination de la valeur. En cas de difficultés sérieuses et d'épuisement de toutes les procédures internes, la coopération d'autres administrations des douanes pouvait être demandée. La délégation australienne était préoccupée par le fait que la proposition indienne risquait d'imposer aux administrations des douanes un fardeau excessif sous forme de demandes de renseignements émanant des pays importateurs. Cela constituerait un détournement non justifié de ressources par rapport à la responsabilité principale des douanes. Le représentant invitait l'Inde à indiquer si ces préoccupations étaient justifiées. En second lieu, il a fait remarquer qu'il existait des instruments dans le cadre desquels les pays importateurs membres de l'OMC pouvaient demander la coopération d'autres Membres de l'Organisation, notamment la Convention de Nairobi, les accords bilatéraux et la Décision ministérielle de l'OMC sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée (ci-après dénommée Décision ministérielle). Il souhaitait savoir comment la proposition s'harmoniserait avec les instruments existants et pourquoi ces instruments n'étaient pas suffisants pour traiter des problèmes décrits par l'Inde.

2.17 Le représentant du Canada a indiqué que sa délégation souhaitait demander quelles étaient les raisons de cette proposition: d'autres méthodes avaient-elles été essayées, avaient-elles fonctionné et sinon, pourquoi? En ce qui concerne la proposition elle-même, les renseignements reçus des pays exportateurs étaient-ils vérifiés ou contrôlés? Comment pouvait-on être sûr que les renseignements étaient exacts, étant donné que les données relatives aux exportations n'étaient pas toujours fiables, et qu'ils seraient utilisés dans le cadre de l'application de l'Accord sur l'évaluation en douane? Sa délégation souhaitait aussi savoir quel délai serait fixé et aussi quelle serait la norme en matière de preuve dans un cas douteux. À quels critères devraient obéir les renseignements à fournir, puisque la proposition impliquait que les renseignements seraient recueillis par un pays autre que le pays exportateur, lequel pouvait avoir ses propres exigences en matière de confidentialité. Ce dernier aspect était critique. Sa délégation s'inquiétait de ce que la proposition aurait pour effet de faire passer du pays importateur au pays exportateur le fardeau de la mise en œuvre alors que l'Accord était fondé sur le fait que la mise en œuvre relevait du premier. Enfin, que feraient les partisans de cette proposition avec les données sur les prix qu'ils auraient demandées et à quoi serviraient-elles, notamment à la lumière du tiret 3 et de la déclaration de la République dominicaine se référant à l'article 7?

2.18 La représentante de Singapour a demandé quel type de fraude était à l'origine des difficultés de l'Inde. Les exemples cités ne clarifiaient pas la question pour sa délégation qui était convaincue que la fraude ne relevait pas de l'évaluation en douane. Sur quelle base l'Inde soupçonnait-elle que la valeur en douane déclarée par l'importateur constituait une fraude; quel était le critère de suspicion de fraude? Était-il fondé sur une comparaison des valeurs déclarées par d'autres importateurs qui aurait fait apparaître la déclaration en question comme étant beaucoup plus basse ou plus élevée que les autres? Elle demandait à l'Inde d'expliquer comment elle détectait une importation suspecte. Étant donné la taille du marché indien, il ne pouvait pas y avoir un seul importateur pour le type de marchandises en question. Il devait y avoir d'autres importateurs introduisant en Inde en divers points d'entrée les mêmes marchandises. Est-ce que l'Inde rassemblait et comparait ce type de renseignements et en déduisait si la valeur déclarée pouvait être incorrecte? Comment l'Inde s'y prenait-elle pour vérifier l'exactitude de la valeur déclarée - quel type de documents exigeait-elle de l'importateur à l'appui de sa déclaration (par exemple, commandes, connaissements, factures commerciales, etc.)? La représentante a demandé aussi à quel stade de l'enquête l'Inde aurait-elle besoin de l'aide d'autres administrations des douanes. Elle souhaitait davantage d'explications sur les difficultés rencontrées dans des cas spécifiques. Si l'Inde soupçonnait une collusion aussi étendue entre marchands, est-ce qu'une autre administration des douanes pouvait se fier aux renseignements fournis par un exportateur indien? Si l'on s'acheminait vers une solution multilatérale, d'autres administrations des douanes pouvaient avoir besoin d'obtenir des renseignements auprès de l'administration des douanes indienne. Cela aiderait-il ces autres administrations, si elles ne pouvaient pas vérifier l'exactitude des renseignements communiqués par les autorités indiennes? Par contre, s'il n'y avait pas une collusion aussi étendue, l'Inde ne devrait-elle pas utiliser comme indicateur d'exactitude les valeurs à l'importation déclarées par les autres importateurs indiens et ensuite demander à l'importateur commettant la fraude de justifier pourquoi son prix était si différent? Sa délégation se demandait pourquoi l'Inde ne pouvait pas traiter du problème de la fraude par ses propres moyens comme les autres administrations des douanes. Le gouvernement de Singapour traitait de la fraude au stade de l'importation en en chargeant l'autorité responsable des importations, laquelle avait un meilleur accès aux factures et autres déclarations connexes.

2.19 La représentante a demandé aussi le degré de détail exigé en matière de valeur à l'exportation. Son gouvernement, par exemple, recueillait des données sur les exportations à des fins statistiques et non pas pour chaque transaction. De ce fait, ces données n'avaient pas le degré de détail qui permettrait à l'Inde de les comparer avec les renseignements figurant sur la déclaration d'importation. Pour que ces données fussent utiles à l'Inde, il faudrait que les prix à l'exportation fussent ventilés par transaction. Cela exigerait des autorités du pays exportateur qu'elles vérifient dans les documents des exportateurs les données relatives à l'envoi correspondant. Même si la valeur à l'exportation ne correspondait pas à la déclaration d'importation, il n'y avait pas nécessairement fraude. Si la collusion dont parlait l'Inde était une collusion entre importateur et exportateur, il ne servirait à rien de recevoir la valeur à l'exportation des autorités du pays exportateur ou de l'exportateur lui-même pour établir s'il y avait fraude. La représentante a demandé ce que l'on entendait par "cas douteux". En outre, la proposition de l'Inde exigerait des pays exportateurs qu'ils divulguent des renseignements confidentiels. Plusieurs pays n'étaient pas en mesure de divulguer de tels renseignements qui étaient protégés par la législation sur le secret. L'Inde avait mentionné sa propre législation, qui protégeait les renseignements fournis par les autorités des pays exportateurs. Mais ce n'était là que le deuxième stade de l'information. Certaines procédures nationales pouvaient même interdire la fourniture de tels renseignements confidentiels. La représentante a demandé si l'Inde et les autres pays en développement qui avaient appuyé sa proposition avaient les ressources nécessaires et les moyens de faire face aux exigences supplémentaires que cette proposition imposerait et ce "dans un délai déterminé". Enfin, elle considérait que cette proposition sapait le principe de base de l'Accord en faisant porter la charge de la preuve aux autorités du pays exportateur. Pour évaluer l'existence d'une fraude, il fallait que les renseignements fussent exacts. Si la proposition signifiait qu'il incombait aux autorités du pays exportateur de vérifier l'exactitude des renseignements qui leur étaient soumis, cela revenait à leur faire porter la charge de l'enquête.

2.20 Le représentant des Communautés économiques européennes a indiqué que sa délégation s'associait à toutes les questions qui avaient été soulevées; elles étaient justifiées, car le succès de la mise en œuvre d'un accord multilatéral était en jeu. Le travail lié à cet Accord incombait au pays importateur, dans lequel on comptait au moins cinq entités connaissant la réalité de la transaction et sur lesquelles se fondait l'Accord: l'importateur, l'administration des douanes, l'administration fiscale, les autorités financières, les vérificateurs des comptes externes, en plus des nombreuses personnes qui devraient connaître et connaîtraient les réalités de l'affaire. Tous les pouvoirs conférés par l'Accord étaient exercés par les autorités du pays importateur, où l'on trouvait également tous les renseignements pertinents, y compris les marchandises et les preuves. Le pays exportateur n'était que l'endroit où l'exportation avait lieu et il pouvait y avoir d'autres pays par lesquels les marchandises transitaient. Dans ces conditions, après vingt années d'application de l'Accord, il ne serait pas avisé de faire passer à d'autres la charge, la facilité ou la compétence de mise en œuvre et d'administration de l'Accord. Sa délégation souhaitait que l'Inde indique si elle avait des difficultés particulières, de quelque nature pouvant nécessiter d'être débattues et auxquelles peut-être seulement elle-même pouvait apporter une solution, si la cause en était la disponibilité de renseignements dans les circuits commerciaux appropriés.

2.21 Il a souligné la nécessité de défendre les grands principes. Parmi ceux-ci figuraient la confidentialité, ne pas faire porter le poids des échanges commerciaux à l'administration des douanes du pays exportateur et le fait que le pays importateur disposait de tous les pouvoirs nécessaires pour mettre en œuvre l'Accord, y compris l'accès à l'information et les pouvoirs émanant des travaux concernant l'Accord accomplis depuis sa création, c'est-à-dire la Décision ministérielle. Les pouvoirs qui y étaient définis devaient être pleinement utilisés et, en tant que tels, ils fournissaient toute la panoplie d'instruments utilisables pour examiner les cas qui se présentaient et déceler les fraudes éventuelles. Dans leur majorité, les importateurs étaient disposés à coopérer avec les autorités du pays importateur. Sa délégation n'estimait pas nécessaire de s'acheminer vers une solution radicale alors que les bonnes mesures ordinaires, les bonnes pratiques et une bonne administration de l'Accord devaient permettre de traiter les types de problèmes qui se posaient quotidiennement aux autorités douanières.

2.22 Le représentant de la Corée a remercié l'Inde de promouvoir la mise en œuvre de l'Accord. Sa délégation comprenait les difficultés auxquelles elle se heurtait dans son application. Toutefois, elle partageait l'avis de la Thaïlande, des États-Unis, de la Nouvelle-Zélande et de Singapour. D'une manière générale, il semblait que l'approche suggérée dans la proposition pouvait être difficile à appliquer dans la réalité, la valeur d'une transaction étant déterminée sur la base de divers éléments. En outre, elle pouvait diminuer l'intérêt de l'Accord. Les prix à l'exportation variaient énormément selon les situations. Techniquement, il ne serait pas facile d'identifier un prix à l'exportation approprié pouvant être notifié. En outre, dans la plupart des cas, la législation du pays exportateur n'autorisait pas la fourniture de renseignements sur les variables d'exportation, lesquelles étaient considérées comme confidentielles. Il a ajouté que la déclaration en douane des valeurs à l'exportation se faisait essentiellement à des fins statistiques, de sorte que fréquemment les variables d'exportation ne pouvaient pas servir de base raisonnable pour déterminer la valeur des marchandises importées. Enfin, selon la proposition indienne si l'administration des douanes du pays importateur considérait qu'il y avait fraude sur le prix déclaré, elle demanderait au pays exportateur de fournir des renseignements sur les valeurs à l'exportation et utiliserait ces informations comme base principale pour déterminer la valeur en douane. Cela compromettrait l'Accord, en vertu duquel l'administration des douanes devait utiliser la valeur transactionnelle comme principale base de détermination de la valeur en douane.

2.23 Le représentant du Brésil a dit qu'il voyait des avantages aux objectifs sous-jacents de la proposition, qui étaient de lutter contre la fraude. Sa délégation n'avait pas encore adopté de position définitive sur cette question qui était encore à l'examen dans sa capitale. Il a mentionné l'aspect

important de la confidentialité, les autorités de son pays étant en train d'examiner les incidences juridiques de la fourniture de renseignements. Il a ajouté que s'il était convenu qu'une solution multilatérale à cette question était nécessaire, cela exigerait beaucoup de travail sur le plan des procédures pour veiller à ce qu'elle soit utilisée d'une manière équitable.

2.24 La représentante de la Suisse a soutenu l'avis de Singapour, selon lequel la fraude n'était pas un problème d'évaluation. Il fallait traiter de la fraude au niveau national et non dans le cadre de l'Accord; l'OMC n'était pas l'endroit approprié pour en débattre. Sa délégation reconnaissait, toutefois, que certains pays se heurtaient à des problèmes de fraude dans le domaine de l'évaluation en douane. Mais, comme les autres délégations, la sienne estimait que toute proposition visant à résoudre ces problèmes devait respecter les législations nationales des Membres et tenir compte des contraintes qu'elles imposaient. Pour mieux comprendre les problèmes débattus, elle a demandé si l'Inde pouvait en dire davantage sur la nature concrète de ses difficultés et la manière dont elle avait essayé jusqu'ici de les résoudre. Sur cette base et se référant à la déclaration de la délégation de Singapour, elle a demandé à l'Inde quelle était l'origine ou la cause des problèmes rencontrés. En d'autres termes, qu'est-ce qui amenaient des marchands à falsifier des déclarations en douane? Elle a aussi demandé à l'Inde de fournir des renseignements précis sur l'étendue et les effets économiques de ces problèmes. En outre, elle souhaitait connaître les mesures que l'Inde avaient prises jusqu'ici pour lutter contre la fraude et la raison pour laquelle ces mesures n'avaient pas été efficaces et pourquoi l'Inde n'avait pas recouru à l'inspection avant expédition pour lutter contre la fraude. Enfin, elle a demandé pourquoi l'Inde avait des difficultés à obtenir des renseignements auprès de ses propres importateurs, comme cela était prévu au paragraphe 6 de l'annexe III de l'Accord.

2.25 Le représentant de Hong Kong, Chine a indiqué que sa délégation appuyait l'idée d'une coopération entre administrations des douanes pour la mise en œuvre effective de l'Accord. Néanmoins, elle partageait la plupart des observations faites au départ par la Thaïlande et ensuite explicitées par d'autres délégations. Sans entrer dans les détails, il a indiqué qu'il posait la même question que les États-Unis quant à la manière dont un accord international aiderait à résoudre les types de problèmes illustrés par l'exemple des pièces d'appareils photographiques. Il ne voyait pas le rapport, compte tenu notamment de l'aspect confidentialité.

2.26 Le représentant du Japon a dit que la plupart des questions de sa délégation avaient déjà été posées par les orateurs précédents. Toutefois, il souhaitait connaître l'ampleur des difficultés rencontrées par l'Inde. Il fallait que ce soit le point de départ de toute analyse technique. Il souhaitait aussi savoir quel type de renseignements le pays importateur pouvait fournir lorsqu'il demandait de l'assistance, par exemple la date de l'envoi, le port d'exportation, etc. Sa délégation aurait besoin de savoir quel type de renseignements serait fourni par le pays importateur pour aider les pays exportateurs à fournir les informations demandées. En outre, elle souhaitait connaître la signification des expressions "dans un délai déterminé" et "dans les cas douteux". Il faudrait analyser les incidences de la proposition sur le plan des ressources; son gouvernement pourrait se voir amener à modifier son système d'autorisation des exportations pour tenir compte de cette proposition. Sa délégation souhaitait savoir si un dédommagement serait envisagé dans le cas où les intérêts commerciaux des exportateurs seraient affectés ou lésés par cette proposition. Enfin, il a demandé si dans l'attente des renseignements demandés, le pays importateur arrêterait le dédouanement des marchandises importées.

2.27 Le représentant du Chili a confirmé que la sous-évaluation posait un problème pour de nombreux pays. Celui-ci ainsi que la proposition étaient à l'étude dans sa capitale. Il n'avait pas de position précise sur la question, mais estimait que tous les points soulevés étaient utiles et correspondaient aux préoccupations de son gouvernement. Il serait sans doute utile à cet égard de faire une étude de ce qui s'était fait dans d'autres enceintes aux niveaux bilatéral, plurilatéral et multilatéral.

2.28 Le représentant de l'Inde s'est efforcé de répondre aux questions. Premièrement, il a expliqué que l'expression "dans un délai déterminé" signifiait rapidement et sans retard excessif lorsqu'une valeur à l'exportation était demandée. Sa délégation n'avait pas spécifié de délai précis. Deuxièmement, elle recherchait une solution formelle. Il avait été mentionné que certaines législations nationales ne permettraient pas l'échange de tels renseignements, mais sa délégation estimait que s'il existait une discipline formelle au sein de l'OMC, les pays exportateurs pourraient fournir les renseignements demandés par les pays importateurs. Troisièmement, la proposition limitait la définition des "cas douteux" à celle de la Décision ministérielle. Il pouvait y avoir des différences entre ce que disait cette décision et les termes de la Convention de Nairobi. Quatrièmement, il confirmait que sa délégation proposait une solution multilatérale qui exigerait des renseignements de tous les pays, qu'ils soient développés ou en développement; sa délégation était disposée à répondre à toute demande de renseignements. Cinquièmement, d'après l'expérience de sa délégation, les solutions bilatérales ne fonctionnaient pas. L'Inde avait conclu quelques accords de ce type, mais trouvait très difficile d'en conclure avec tous ses partenaires commerciaux. Une solution multilatérale était préférable à un grand nombre de solutions bilatérales différentes.

2.29 Sixièmement, il considérait la manière dont l'Inde choisissait les cas douteux comme un secret des douanes indiennes. Toutes les administrations des douanes appliquaient des techniques analogues pour identifier les cas douteux. Dans les deux exemples cités, il n'estimait pas devoir justifier comment les douanes les avaient choisis. Il avait été prouvé dans un cas que la valeur à l'exportation et la valeur à l'importation étaient sensiblement différentes. Quelle que soit la méthode utilisée par les douanes indiennes, elle était valable parce que justifiée par le fait que la valeur déclarée constituait une fraude. Les méthodes appliquées étaient valables parce qu'elles se portaient sur des cas appropriés. Septièmement, sa déclaration croyait savoir que la plupart des pays utilisaient les valeurs à l'exportation, sous forme de déclarations d'exportation, de factures d'exportation ou dans des bases de données informatiques. Il y avait un code à six chiffres dans le système de classification HS, mais la plupart des pays avaient des subdivisions plus poussées du système HS et établissaient des statistiques commerciales pour chacune de ces subdivisions et par pays pour déterminer les pays importateurs et exportateurs. Ces renseignements étaient disponibles dans la plupart des pays et il n'était pas tellement difficile de les fournir. Le représentant a souligné que sur un million d'importations, les renseignements demandés ne porteraient que sur quelques cas sur lesquels les douanes avaient des doutes. Par ailleurs, le dédouanement se poursuivait même lorsqu'une enquête était en cours, ainsi que l'Accord en faisait l'obligation.

2.30 Pour ce qui est l'observation de l'Australie, selon laquelle la proposition imposerait un fardeau excessif aux administrations des douanes, sa délégation estimait que ce n'était pas le cas. L'Inde n'avait pas d'accord bilatéral avec l'Australie, mais la coopération avec elle était excellente et un nombre important de cas de sous-facturation avaient été détectés avec l'aide des douanes australiennes. Il a cité le cas de pommes importées d'Australie au prix de 15 dollars australiens par carton de 20 boîtes. Les douanes indiennes avaient prétendu être acheteurs et avaient passé commande au fournisseur, lequel avait reconnu que le prix était en fait de 28 dollars australiens, mais qu'il était possible de conclure un accord permettant de régler la différence à une date ultérieure.

2.31 À propos de l'avis du Canada selon lequel la proposition indienne ne constituait pas une solution, le représentant a ajouté que l'expérience des douanes indiennes était différente de celle des pays développés. Les pays prélevant des droits de douane égaux ou inférieurs à 2 pour cent avaient un type de problème différent, s'agissant de s'attaquer aux cas de fraude, de celui de pays comme l'Inde, qui dépendaient davantage des recettes douanières. Au cours des dernières années, l'Inde s'était efforcée de réduire considérablement ses droits de douane, mais on constatait néanmoins que la sous-évaluation persistait. Le représentant a invité les pays développés à considérer les difficultés que rencontraient l'Inde et de nombreux autres pays en développement, comme la nécessité de combler le déficit budgétaire pour permettre la poursuite de la libéralisation. En outre, il fallait encourager les pratiques commerciales honnêtes et stopper les activités illégales. L'argument du Canada selon lequel

la proposition revenait à faire passer le fardeau de l'administration des douanes du pays importateur à celle du pays exportateur n'était pas correct. Ce qui était recherché, c'était un renseignement supplémentaire pour aider les douanes à déterminer la valeur en douane correcte. L'administration des douanes indienne était totalement compétente et avait un programme d'assistance avec le fisc canadien. À l'issue de leur visite aux douanes indiennes, les Canadiens avaient exprimé leur satisfaction devant le travail accompli par l'Inde. On ne pouvait donc pas dire que l'Inde n'en faisait pas assez pour réformer ses douanes; elle faisait ses propres enquêtes, mais les douanes indiennes estimaient que ce type de renseignement n'était tout simplement pas disponible dans le pays et constituait un maillon important, s'agissant d'établir les valeurs correctes dans le cadre de l'Accord.

2.32 Certaines des questions posées par Singapour l'avaient été par d'autres. Mais l'Inde avait des difficultés particulières avec la facturation de pays tiers. Il a cité le cas de pièces d'automobiles provenant d'Europe, qui allaient dans un pays tiers et étaient facturées en Inde à un prix très inférieur à celui du pays tiers. L'Inde s'était adressée au fournisseur du pays tiers, lequel avait confirmé vendre les pièces à un prix beaucoup plus élevé. Dans les cas où intervenaient une facturation dans un pays tiers et où les marchandises ne subissaient aucune transformation, l'Inde se trouvait confronté à des difficultés. Dans ce type de cas, les solutions bilatérales n'étaient d'aucun secours; une solution multilatérale était nécessaire, parce qu'il fallait connaître les valeurs dans le pays d'origine. Sur la question de savoir dans quelle mesure la collusion était répandue, le représentant s'est dit heureux de savoir que c'était un problème limité. Toutefois, étant donné la taille de l'Inde et le nombre d'importations qu'appelle son vaste marché, elle était considérable et il fallait s'en occuper non seulement pour des raisons fiscales, mais aussi pour éviter que le commerce ne soit faussé par les pratiques de surfacturation ou sous-facturation. En ce qui concerne la collecte des données et la question de savoir si ces données seraient au niveau qu'exige la proposition, il a indiqué que, dans le cadre de cette proposition, son gouvernement se satisferait des données statistiques effectivement recueillies.

2.33 A propos de la confidentialité, il a appelé l'attention du Comité sur l'article 10 de l'Accord, qui stipulait que les renseignements obtenus seraient considérés comme confidentiels, sauf dans la mesure où il serait nécessaire de les divulguer dans une procédure judiciaire. Aussi, lorsque les renseignements obtenus en vertu de la proposition confirmeraient la valeur déclarée, ils seraient traités de manière confidentielle et il n'y aurait aucune raison de les divulguer. Ce n'était qu'en cas d'écart important des prix nécessitant une procédure judiciaire qu'ils seraient divulgués. Cela était de toute façon prévu à l'article 10 de l'Accord. Par ailleurs, les douanes indiennes étaient tenues par la législation nationale, de même que par les termes de l'article 10, de ne pas divulguer ces renseignements. Pourquoi les pays exportateurs souhaiteraient-ils protéger ces renseignements en cas de fraude? Apporteraient-ils leur appui à des transactions frauduleuses? L'article 10 évitait de protéger les cas de fraude en stipulant que les renseignements pouvaient être divulgués en cas d'action en justice relative à une transaction frauduleuse. Lorsque des exportateurs d'un pays se livraient à des transactions frauduleuses, cela nuisait aux intérêts des autres exportateurs du pays d'origine du produit considéré, qui payaient les taxes correspondant à la valeur déclarée. Par conséquent, il était tout autant de l'intérêt des pays exportateurs de coopérer avec les administrations des pays importateurs pour éradiquer les cas de fraude.

2.34 Sur la question de savoir si les pays en développement eux-mêmes seraient en mesure d'assumer les obligations qu'imposerait la proposition, le représentant a indiqué que son pays s'engageait pleinement à aider les autres pays par l'échange rapide de renseignements entre administrations des douanes. Sa délégation était disposée à fournir les détails de tous les envois (numéro du connaissement, numéro de la facture, renseignements sur le conteneur, navire sur lequel les marchandises étaient arrivées, etc.). Dans certains cas, les pratiques de sous-évaluation étaient liées au blanchissement de l'argent et à d'autres crimes touchant à la drogue. Il partageait l'avis du représentant des CE que le pays importateur détenait tous les pouvoirs en vertu de l'Accord, mais malheureusement il n'avait pas tous les renseignements dont il avait besoin. Il opérait dans son propre

environnement, mais certains renseignements devaient venir du pays exportateur. Il a fait remarquer que les pays de l'OCDE examinaient actuellement la possibilité d'une pleine coopération entre pays dans l'administration des impôts nationaux. On se trouvait ici dans une situation où des marchandises passaient d'un pays à un autre, directement ou en transitant par plusieurs pays. Il y avait un plus grand besoin de coopération mutuelle et d'échanges de renseignements. L'OMD avait été établie notamment pour deux raisons fondamentales: pour harmoniser les procédures douanières et établir un échange de renseignements et une coopération mutuelle entre administrations des douanes. Le pays importateur avait bien tous les pouvoirs, mais l'expérience de l'Inde montrait que, sans les renseignements demandés, la tâche était difficile.

2.35 Il était entièrement d'accord avec la Corée sur le fait que les prix à l'exportation variaient énormément. Sa délégation demandait seulement à connaître le prix déclaré à l'exportation. Ce faisant, les douanes n'auraient pas à considérer d'autre envois qui pouvaient être différents. La proposition ne visait pas à changer la situation, mais simplement à vérifier le prix à l'autre bout. Il reconnaissait que la proposition ne couvrait pas le genre de situation où il y avait collusion entre exportateur et importateur; sa délégation en était consciente. Elle estimait que si une telle solution multilatérale existait, les douanes auraient moins besoin de demander les prix, une fois que les exportateurs et importateurs auraient conscience de l'existence d'un tel arrangement. Quant à l'avis de la Suisse selon lequel l'OMC n'était pas l'endroit approprié pour parler de fraude, sa délégation estimait le contraire, puisqu'il s'agissait de questions concernant la mise en œuvre d'un accord de l'OMC. Sur la base de l'expérience de son pays, il fallait traiter de ces questions. L'Accord existait depuis 21 ans, mais de nombreux pays n'étaient pas en mesure de l'appliquer complètement; cela voulait dire beaucoup en soi et soulignait bien qu'il y avait des questions qu'il fallait traiter. La solution idéale serait certes d'éliminer les droits de douane, mais jusqu'à ce que cela soit le cas, les problèmes existeraient et il fallait leur trouver une solution. Quant à la question du Japon concernant l'ampleur du problème, cela dépendait du type de marchandise. Il n'existait pas pour toutes les marchandises, mais seulement pour certaines, comme les biens d'occasion importés par les pays en développement, les déchets métalliques et la facturation de pays tiers. Lorsque les marchandises étaient achetées directement auprès des producteurs, plutôt qu'auprès de négociants, le problème était bien moindre. Le représentant s'est dit surpris par la question du Japon relative aux dommages subis par les exportateurs. Il a répété que si les renseignements prouvaient que la transaction était authentique, il ne serait pas question de les divulguer et cela permettrait de conclure l'enquête plus rapidement. S'il y avait fraude et donc si les renseignements étaient utilisés, il ne voyait pas pourquoi il faudrait payer des dommages aux exportateurs. L'affaire devrait être traitée selon la législation en vigueur, laquelle à sa connaissance ne prévoyait pas de dédommagements. Il considérait la dernière question du Japon concernant les retards de dédouanement comme une question distincte. L'idée en demandant des renseignements était d'opérer une vérification et, dans les cas où la valeur déclarée ne posait pas de problème, cela accélérerait en fait le dédouanement. En tout état de cause, il faudrait du temps pour qu'arrivent les renseignements demandés; l'Inde libérait les marchandises, conformément à l'Accord.

2.36 Le représentant des États-Unis a dit que l'administration des douanes américaine avait récemment exprimé sa satisfaction à la réception d'un nouveau projet indien d'accord douanier de coopération mutuelle, lequel était à l'étude. Par souci de précision, il souhaitait savoir si la notion de "doute" était assimilée à celle de "fraude" ou à la définition employée dans la Convention de Nairobi, qui établissait une norme spécifique, car il connaissait des administrations où l'on jetait le doute sur presque toutes les transactions. Dans le cas des importations indiennes de pommes australiennes, il voulait savoir si l'Inde avait agi sur la base des renseignements qu'elle avait obtenus et, dans ce cas, en quoi la proposition aurait changé la procédure. Sa délégation ne voyait aucun rapport entre la proposition et ce cas particulier. En troisième lieu, il y avait aussi la question des ressources: l'Inde avait-elle étudié combien de demandes elle comptait faire dans une année, que ce soit en chiffres absolus ou en pourcentage des importations. Il a fait remarquer que les États-Unis importaient pour environ 1 billion de dollars de marchandises par an. En transposant l'expérience indienne aux

États-Unis, il souhaiterait avoir une estimation du nombre de demandes qui était envisagé en pourcentage des importations. Quatrièmement, il souhaitait savoir ce que l'on entendait par le mot "renseignements". Il n'était pas certain du type de renseignement recherché. Était-ce la valeur déclarée? De nombreux pays n'incluaient pas dans la valeur déclarée certains éléments prévus dans l'Accord. Comment la proposition envisagerait-elle de traiter des valeurs globales que de nombreux pays calculaient à l'exportation? Est-ce que la proposition envisageait que les pays changent leurs méthodes de calcul de la valeur déclarée? Si ce n'était pas le cas, quelle utilité y aurait-il à examiner une valeur qui n'aurait pas été établie selon la hiérarchie définie dans l'Accord? Enfin, quels renseignements spécifiques l'Inde serait-elle disposée, en sa qualité d'exportateur, à communiquer dans le cadre de la proposition et quels éléments entraient dans ses chiffres de valeur déclarée? Y aurait-il d'autres types de renseignements liés à l'évaluation que l'Inde serait disposée à partager dans le cadre de la proposition? Devait-on s'attendre à ce que les administrations des douanes des pays exportateurs visitent les bureaux des entreprises exportatrices et l'Inde serait-elle disposée à contrôler ses propres importateurs et exportateurs à la recherche de ce type de renseignements?

2.37 Le représentant du Canada a demandé des éclaircissements supplémentaires sur le type de renseignements souhaité par l'Inde. Comme on ne savait pas quand des renseignements pouvaient être demandés, il faudrait les recueillir pour toutes les importations, ce qui soulevait un important problème de ressources. Il faudrait peut-être modifier des lois pour recueillir les renseignements corrects demandés. Cela était lié à la question de savoir si l'Inde vérifiait les données qu'elle recevait; envoyait-elle des vérificateurs pour s'assurer que les données fournies par ses exportateurs étaient correctes? La plupart des données d'exportation étaient fournies à des fins statistiques, à divers niveaux d'agrégation et de notification pour ce qui est de la mise en œuvre; il n'y avait donc pas de vérification de leur exactitude. Il se pouvait qu'on ne reçoive que deux ou trois demandes par an, mais les données devraient être collectées tous les jours. Il souhaitait savoir par ailleurs ce que l'Inde ferait des données sur les prix qu'elle recevrait. Pourquoi l'Inde avait-elle besoin de ces renseignements, notamment compte tenu de la déclaration de la République dominicaine relative à l'article 7 et de la proposition du tiret 3 qui se réfère aussi à l'article 7. En ce qui concerne la signification du mot "douteux", l'Inde avait indiqué à juste titre à propos de la Décision ministérielle qu'il incombait aux douanes d'en décider, car ici la seule enquête porterait sur un importateur indien. Mais pour qu'un pays fournisse des renseignements commerciaux confidentiels au service des douanes d'un autre pays, il fallait quelque chose de plus précis que le mot "douteux". Il souhaitait par ailleurs obtenir plus de détails sur l'indication par l'Inde qu'elle demandait une solution multilatérale pour obtenir les valeurs du pays d'origine. Cela compliquait les choses puisque cela impliquait que l'on retrouve des transactions et la valeur au point de production, alors que la valeur finale de vente de la marchandise pouvait être très différente.

2.38 Enfin, il a confirmé que les douanes indiennes suivaient la bonne voie pour ce qui est de la mise en œuvre de l'Accord et c'est pourquoi sa délégation était perplexe quant à la raison de cette proposition. L'Inde avait reconnu que cette proposition ne résoudrait pas les situations de collusion entre importateurs et exportateurs. En outre, la sous-évaluation impliquait généralement que les ajustements visés à l'article 8 n'avaient pas été ajoutés et que le pays exportateur n'aurait pas d'informations sur ces éléments. De ce fait, la proposition ne couvrirait que les fraudes commises par les importateurs. S'il en était ainsi, la meilleure source d'information se trouvait dans le pays importateur. L'OMD avait suggéré plusieurs moyens de lutte contre la fraude, tels que la tenue de registres, la recherche et l'analyse, l'évaluation des risques, les zones de mise en œuvre à risques élevés ou faibles, etc. Sa délégation ne voyait toujours pas clairement pourquoi on ne pouvait pas traiter la fraude au niveau de l'importateur par les moyens normaux d'enquête. Elle était préoccupée par le fait que la proposition se substituait à l'emploi de méthodes appropriées de détection de la fraude et aux techniques douanières modernes, qu'il considérait importantes pour la mise en œuvre de l'Accord.

2.39 Le représentant de l'Australie a répété que son pays était en faveur d'une pleine coopération dans ce domaine. Toutefois, le cas des pommes australiennes montrait que la coopération existait déjà et que l'Inde avait été en mesure d'obtenir les renseignements dont elle avait besoin. Cela semblait contredire la déclaration antérieure de l'Inde selon laquelle il n'existait actuellement aucun moyen d'obtenir le type de renseignements couverts par la proposition. De ce fait, sa délégation ne comprenait toujours pas pourquoi il fallait une solution multilatérale formelle, c'est-à-dire obligatoire.

2.41 La représentante de Singapour a reconnu que toutes les délégations se préoccupaient de la fraude véritable et que tous les pays la combattaient. Elle souhaitait des réponses précises et claires sur ce que l'on entendait par "cas douteux". Dans la pratique, l'expression semblait signifier qu'à chaque fois que les douanes indiennes avaient des doutes ou simplement des questions à propos d'une valeur déclarée, il serait demandé aux administrations des douanes des pays exportateurs de faire une enquête auprès de leurs exportateurs pour obtenir les données d'exportation et les valeurs nécessaires à l'enquête indienne. On n'en était pas même au stade des procédures légales, mais du simple doute. Cela impliquerait plusieurs difficultés pratiques ainsi que juridiques. Les exportateurs singapouriens fournissaient à titre confidentiel des renseignements sur leurs exportations et activités commerciales à l'administration des douanes de Singapour, laquelle n'était pas habilitée à les divulguer. La situation serait différente en cas d'enquête dans le cadre d'une procédure juridique. Toutefois, sa délégation ne pouvait accepter d'avoir à importuner ses exportateurs alors qu'ils ne faisaient pas l'objet d'une enquête pour fraude. Il fallait donc chercher d'abord la solution dans le pays importateur et y épuiser les voies d'enquête sur les importateurs, en utilisant notamment la valeur calculée. Ce n'était qu'une fois que tous ces efforts avaient été accomplis, qu'il convenait d'étudier les possibilités de coopération. Cela menait à poser la question de savoir quel niveau de renseignements serait nécessaire. La représentante comprenait difficilement l'affirmation de l'Inde qu'elle se contenterait des statistiques qui seraient disponibles. Sa délégation ne voyait pas l'utilité d'employer des données de caractère très général. Même si de tels renseignements existaient et pouvaient être fournis, ils ne seraient d'aucune utilité aux douanes indiennes pour résoudre les cas de fraude. Enfin, la représentante a souligné que le blanchissement d'argent et la drogue n'avaient rien à voir avec l'Accord.

2.42 Le représentant des Communautés européennes a souligné, à propos de la question du "doute", que la Décision ministérielle et la Convention de Nairobi contenaient deux notions différentes. Aucune des deux ne pouvait constituer la base d'un accord multilatéral, car les administrations des douanes avaient toujours des doutes et demanderaient continuellement des renseignements au monde entier. C'était la réalité telle qu'elle ressortait de son expérience. Le simple doute n'était pas suffisant pour que créer un instrument tel que celui qui était en discussion. La notion contenue dans la Convention de Nairobi ne justifiait pas la fourniture de renseignements supplémentaires parce qu'il existait déjà une base solide et que l'on aurait déjà invoqué les dispositions de la Décision ministérielle. En outre, on pouvait se demander si une telle proposition pouvait être rendue opérationnelle, compte tenu des ressources nécessaires et des exigences de confidentialité. Il existait des mécanismes de coopération dans le cadre de l'OMD et les douanes indiennes étaient en mesure de s'occuper des types de produits mentionnés par l'Inde.

2.43 Le représentant de la République dominicaine a précisé que lorsqu'il avait parlé de l'article 7 dans ce contexte, il avait voulu se référer à l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Il a souligné que l'un des obstacles que rencontraient les pays en développement dans la mise en œuvre de cet Accord était l'impossibilité de faire la preuve de la transaction initiale. Les pays en développement pourraient avoir davantage confiance dans les factures présentées par les importateurs, s'ils disposaient de plus de renseignements. En appuyant la proposition de l'Inde, sa délégation était d'accord avec son orientation principale, qui était de renforcer les efforts de pays tels que le sien, qui s'efforçaient de mettre en œuvre l'Accord. Beaucoup de questions soulevées étaient raisonnables et devaient être prises en considération. Toutefois, il fallait que les transactions commerciales internationales fussent plus transparentes et c'était ce vers quoi tendait l'OMC. Mais cela entraînait en conflit avec la notion de confidentialité. L'article 6.2 de l'Accord stipulait que l'on pouvait en appeler

aux pouvoirs publics d'autres pays pour obtenir des renseignements sur la valeur calculée. Cela ressemblait à ce que la proposition indienne s'efforçait de réaliser et constituait un précédent en matière d'assistance de pays tiers pour vérifier la valeur en douane. La proposition impliquerait bien entendu une modification de l'Accord, ce qui entraînait des conséquences. Sa délégation n'estimait pas que la proposition dût être rejetée, même si des études complémentaires étaient nécessaires.

2.44 Le représentant de l'Inde a remercié la délégation des États-Unis d'avoir mentionné le projet d'accord bilatéral qui était en cours de discussion et indiqué qu'il se réjouissait qu'il serve à résoudre des choses. Une étude récente indiquait que les cas de sous-facturation de produits en provenance des États-Unis étaient rares. Par contre, il y avait des cas de surfacturation de produits indiens envoyés aux États-Unis. S'il en était bien ainsi, les douanes indiennes pourraient ne pas demander de renseignements du tout aux États-Unis au titre de cette proposition. La Convention de Nairobi traitait certes de cas de fraude, notamment de cas où il y avait de bonnes raisons de soupçonner l'existence d'une fraude. Mais, comme cela avait été souligné précédemment, cette Convention n'avait pas été acceptée par la plupart des pays, y compris la plupart des pays développés et c'est là que résidait le problème. Parmi les quelques pays qui avaient accepté la Convention, il y en avait peu, 23 seulement, qui avaient adhéré à l'annexe II de l'Accord qui traitait de l'évaluation et de l'appréciation des cas. La Décision ministérielle parlait de "cas douteux"; le représentant estimait que lorsqu'il y avait doute, il était raisonnable de supposer qu'il y avait fraude et il fallait alors en apporter la preuve. Dans les "cas douteux" où elles étaient en mesure d'établir qu'il y avait fraude, les douanes indiennes ne demanderaient pas de renseignements aux pays exportateurs, à moins que des documents ne fussent nécessaires. En ce qui concerne la préoccupation que ce seraient les douanes indiennes qui décideraient des "cas douteux", il ne voyait pas d'autre possibilité et tenait à assurer le Comité que les douanes indiennes s'entendaient à sélectionner ce genre de cas. Des renseignements ne seraient demandés qu'en cas de nécessité absolue; ceux-ci seraient examinés au plus haut niveau, c'est-à-dire au niveau du Directeur général du Centre for Revenue Intelligence (Centre d'enquêtes fiscales). Il ne pensait donc pas que cela imposerait un fardeau excessif aux autres pays.

2.45 Dans les trois cas auxquels il s'était référé, la fraude avait été établie, mais le problème n'avait pas été résolu parce qu'il fallait des renseignements d'un autre pays. Dans le cas des pommes australiennes, les renseignements en provenance du fournisseur avaient été trouvés sur l'Internet parce que les douanes indiennes n'avaient pas d'accord avec les douanes australiennes. Ils indiquaient clairement qu'il y avait eu sous-évaluation, mais ne pouvaient pas être utilisés. C'est pourquoi il n'y avait pas de contradiction dans la proposition indienne, car si une solution multilatérale avait existé, les renseignements auraient pu être aisément obtenus auprès des autorités australiennes. C'étaient là le genre de cas dans lesquels les douanes indiennes souhaitaient obtenir davantage de renseignements auprès d'autres administrations et pour lesquels une solution formelle et obligatoire était nécessaire. De même, dans le cas des pièces d'appareils photographiques, les renseignements avaient été obtenus auprès du pays tiers et n'avaient pas pu être utilisés parce qu'ils avaient été fournis à titre confidentiel. Si la solution multilatérale proposée avait existé, les renseignements auraient pu être demandés et utilisés. Dans le troisième cas, les vérifications chez le fournisseur avaient été effectuées par les douanes indiennes d'une manière qui ne permettait pas d'utiliser les renseignements dans une procédure judiciaire. Mais s'ils avaient été obtenus par l'intermédiaire de l'administration de l'autre pays, ils auraient constitué une preuve valable.

2.46 Pour ce qui est du type exact de renseignements recherchés, il s'agissait simplement de la valeur déclarée à l'exportation. L'Inde serait disposée à communiquer ce genre de renseignements à d'autres pays. Ceux-ci ne seraient pas les seuls utilisés pour résoudre les difficultés rencontrées, mais aideraient grandement les douanes indiennes dans l'évaluation des marchandises et la lutte contre la fraude. En réponse à la question du Canada qui voulait savoir si l'Inde vérifiait les données, le représentant a indiqué que certaines vérifications étaient effectuées, mais pas de manière aussi détaillée que pour les importations, ce qui devait correspondre à la situation existant dans la plupart des pays. Il supposait que les données fournies dans le pays d'origine, où l'exportateur n'était assujéti

à aucune taxe, ni aucun contrôle, seraient exactes et que certains problèmes pourraient être réglés simplement en les consultant. Les pays où ces données seraient les plus utiles étaient ceux avec lesquels l'Inde n'avait pas d'accords bilatéraux et auprès desquels il lui était difficile d'obtenir des renseignements. Peu de demandes de renseignements seraient adressées au Canada. Le représentant a ajouté que sa délégation se rendait parfaitement compte que pour obtenir la valeur transactionnelle il fallait effectuer les ajustements visés à l'article 8, mais c'était là une autre question et les douanes indiennes étaient en mesure de traiter les situations où ces ajustement n'étaient pas fournis, ou pas ajoutés. On avait ce problème surtout lorsque la valeur déclarée était fausse. La proposition ne visait pas à traiter de la fraude, ni à établir un mécanisme d'enquête sur les fraudes.

2.47 Les renseignements fournis par l'exportateur à l'administration des douanes du pays d'origine avaient certes un caractère confidentiel. S'ils étaient communiqués aux douanes indiennes dans les quelques cas où ils seraient demandés, celles-ci les traiteraient de la même manière en vertu de la législation indienne. La proposition ne demandait pas aux administrations des douanes des pays exportateurs de faire des enquêtes sur les sociétés. Dans le cadre de la Convention de Nairobi, lorsque la fraude était raisonnablement établie, une telle enquête pouvait être demandée, mais cela n'était pas prévu dans la présente proposition. Enfin, le représentant ne pensait pas que les CE, regroupant des pays si riches, auraient des préoccupations de ressources à propos de cette proposition. C'étaient les marchandises européennes passant par des pays tiers qui posaient problème et réduisaient les livraisons des CE. Celles-ci devaient donc s'intéresser davantage à communiquer les valeurs des marchandises à l'Inde, car les marchandises venant directement d'Europe n'étaient pas sous-évaluées et les droits de douane appropriés étaient payés. Cette solution aiderait aussi les fournisseurs des CE à corriger la situation. L'Inde faisait de son mieux pour enquêter sur la fraude et la combattre, mais le renseignement supplémentaire demandé ici l'aiderait dans sa tâche.

Tiret 2: L'adjonction du coût de services tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design, qui sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, pour la production des marchandises importées sera incluse à l'article 8:1 b) iv).

2.48 Le représentant de l'Inde a informé les Membres que cette proposition portait sur l'article 8:1 b) iv) de l'Accord. L'article 8 indiquait les ajustements à effectuer pour déterminer la valeur transactionnelle; l'alinéa b) énumérait les biens et services fournis par l'acheteur sans frais ou à coût réduit en relation avec la production et la vente à l'exportation des marchandises importées, qui devaient être inclus dans la valeur transactionnelle, dans la mesure où ils n'avaient pas été inclus dans le prix payé ou à payer. La logique à cela était que ces biens et services faisaient partie de la valeur des marchandises importées, même s'ils avaient été fournis par l'acheteur. Les marchandises énumérées aux points i) à iii) seraient incluses dans la valeur en douane si elles étaient fournies par l'acheteur même dans le cas où elles proviendraient du pays importateur. Toutefois, pour le point iv), on faisait une distinction et cette valeur n'était ajoutée que si le service provenait de l'extérieur du pays importateur. Il y avait donc une différence de traitement entre les marchandises énumérées aux points i) à iii) et les services énumérés au point iv, ce qui de l'avis du représentant donnait lieu à une divergence artificielle des valeurs. Souvent, une partie des services visés au point iv provenaient du territoire du pays importateur, où elle n'était pas incluse dans la valeur en douane, alors qu'en fait elle aurait pu l'être ailleurs et qu'il fallait l'inclure dans cette valeur. On avait là une invitation ouverte aux importateurs peu scrupuleux à diviser cette valeur en deux parties. C'est pourquoi la délégation indienne proposait que les services, même s'ils provenaient du pays importateur, devaient être inclus dans la valeur de même que tous les éléments visés à l'article 8.1 b).

2.49 Le représentant des Communautés européennes a estimé que la proposition revenait à demander que fût changé un élément de l'Accord qui en faisait partie depuis le début. Un tel changement aurait un effet économique très sérieux, car le commerce et l'industrie avaient acquis des droits spécifiques et construit leurs entreprises en fonction de la procédure de détermination de la valeur figurant actuellement dans l'Accord. Pour traiter ce problème, l'Inde avait parlé de diviser les

valeurs en éléments de coûts attribués aux marchandises importées et éléments de source interne et de prendre en compte les outils existants et nouveaux pour identifier les services concernés et leurs coûts. Il serait prématuré de dire qu'il existait à cet égard un problème exigeant pour le résoudre, que l'on modifie les règles. Si le problème existait et était lié à la manière dont les importateurs structuraient leurs coûts et les présentaient aux douanes, il pouvait s'agir d'un problème de communication et de recueil de renseignements et c'était alors d'une analyse technique que l'on avait besoin, plutôt que d'une modification de la base juridique de l'Accord.

2.50 Le représentant du Canada a appuyé la déclaration des Communautés européennes. L'administration des douanes de son pays avait des questions analogues en ce qui concerne les aspects réels du problème, la manière dont il se manifestait et la raison pour laquelle on ne pouvait pas le traiter par d'autres techniques douanières, d'autant plus que l'acheteur fournissait les services visés à l'article 8.1 b) iv). En cas de difficultés, on pouvait toujours s'adresser à l'acheteur et le contrôler. Il a demandé par ailleurs si la prise en compte des coûts résoudrait le problème ou si elle en ajouterait simplement un nouveau dans la mesure où il faudrait déterminer si le montant correct avait été ajouté. Il a estimé aussi qu'il existait d'autres techniques pour traiter de la question et que la proposition ne constituait pas une solution à la fraude.

2.51 Le représentant des États-Unis a demandé lui aussi quel était le problème appelant traitement. La fraude et la division de valeur se produisaient aussi d'autres manières, de sorte que le problème continuerait à exister. Sa délégation se demandait quelle serait la justification économique de l'inclusion du coût des services fournis dans le pays importateur. L'Accord incorporait une incitation et il se demandait ce qui pouvait justifier que l'on fournisse ces services dans le pays importateur. Il se demandait d'autant plus pourquoi cette proposition était faite que les renseignements nécessaires pour vérifier l'application de cette disposition étaient disponibles dans le pays importateur.

2.52 Le représentant du Japon a indiqué qu'il partageait les préoccupations exprimées par les autres Membres et s'est associé à leurs questions. Sa délégation se demandait aussi quelles étaient la nature exacte du problème et la justification économique de la proposition. Cela faisait longtemps que les entreprises opéraient dans le cadre des dispositions de l'Accord et une modification superflue de ce dernier leur imposerait un fardeau indu.

2.53 Le représentant de l'Inde, en réponse aux questions relatives à la justification économique de la proposition, a expliqué que les trois premiers éléments visés à l'article 8.1 b) pouvaient être fournis par le pays exportateur, le pays importateur ou un pays tiers. Aucune distinction n'avait été faite et le coût de ces marchandises devait être inclus dans la valeur en douane. La proposition de sa délégation portait sur le dernier élément de l'article 8.1 b), qui traitait des services, lesquels pouvaient eux aussi être fournis par le pays exportateur, le pays importateur ou un pays tiers, mais n'étaient inclus dans la valeur en douane que lorsqu'ils avaient été fournis par un pays autre que le pays importateur. Sa délégation estimait que les quatre éléments devaient être traités de la même façon lors de l'établissement de la valeur en douane. Il y avait une contradiction intrinsèque dans ces dispositions et il était économiquement justifié de traiter tous les éléments de la même manière. Si les services étaient fournis par un pays tiers, l'importateur était parfois obligé de les payer. Récemment, sa délégation avait remarqué que pour certaines importations le modèle de base venait d'un pays tiers, mais il était modifié dans le pays importateur. La modification était minime, mais le coût était très manipulé pour indiquer que d'importantes modifications avaient été effectuées dans le pays importateur. Il a cité l'exemple d'un produit dont la valeur était estimée à un milliard d'unités monétaires et dont la valeur divisée avait été indiquée comme étant de 700 millions d'unités monétaires pour le produit proprement dit et de 300 millions pour les modifications effectuées en Inde. À l'examen, il s'est révélé que cela était faux. Dans d'autres cas, la preuve était plus difficile à administrer, du fait qu'il n'était pas facile de trouver la trace des virements. C'est pourquoi sa délégation estimait que l'on pouvait éliminer cette distinction dans l'Accord. Concernant le commentaire que la pratique actuelle était ancienne, il comprenait que les pays qui fournissaient

l'essentiel de ces services voulaient continuer à en exclure le coût. Aussi proposait-il que ces pays fussent autorisés, à titre d'exception, à continuer à exclure ces coûts.

2.54 La représentante de Singapour a estimé qu'il y avait une justification au traitement différencié prévu dans ces dispositions. Elle pensait que l'Accord était conçu pour encourager ou faciliter le développement des services visés à l'alinéa iv dans les pays importateurs en n'en incluant pas les coûts dans le prix à l'importation. Il était conçu pour aider les pays à développer leur propre industrie des services. Si ces derniers étaient inclus dans la valeur en douane, n'aurait-on pas là un moyen de gonfler les prix à l'importation, que devraient en définitive payer les consommateurs nationaux?

2.55 Le représentant de la Thaïlande, tout en reconnaissant que cette proposition favoriserait les rentrées fiscales du pays importateur, a souligné qu'elle pourrait entraîner une double imposition des importateurs. En outre, le consommateur du pays importateur devrait supporter le fardeau des coûts supplémentaires. Le coût d'un service fourni par l'acheteur pouvait avoir été assujéti à l'impôt national et serait alors à nouveau imposé sous la forme d'un droit de douane, de sorte que l'importateur pourrait être imposé deux fois sur ce service.

2.56 Le représentant de l'Inde a estimé que l'Accord n'avait pas pour objectif d'encourager les pays importateurs à développer leur industrie des services. Le principal objectif de l'Accord était de parvenir à la valeur en douane des marchandises importées. Il fallait, dans le cadre de cet article, ajouter à la valeur d'autres éléments, alors pourquoi pas les services visés à l'alinéa iv. Tout pays désireux d'exonérer ces services pouvait toujours formuler sa politique fiscale en ce sens ou les exempter de droits de douane. Sa délégation estimait qu'il s'agissait là de coûts légitimes entrant dans la valeur des marchandises importées.

2.57 Le représentant des États-Unis a rappelé que la raison de l'exemption prévue à l'alinéa iv) de l'article 8.1 b) était qu'il s'agissait de services fournis dans le pays importateur. Aux États-Unis, ainsi que dans d'autres pays, il existait des exemptions tarifaires pour les marchandises envoyées à l'étranger et réimportées. Les points i à iii contenaient des exemptions visées par la législation tarifaire des Membres s'appliquant aux marchandises. Mais en ce qui concerne le point iv qui couvrait les services, il était plus problématique d'établir une telle exemption et cela en était la justification. En outre, il y avait la question secondaire de la double imposition. Il voulait savoir pourquoi il était plus difficile de prouver la fraude dans cette situation que dans tout autre type d'activité dans le pays importateur. Il souhaitait une autre explication de la part de l'Inde quant au problème réel à l'origine de la proposition.

2.58 Le représentant du Canada a dit qu'il ne comprenait toujours pas pourquoi cette proposition résoudrait le problème mentionné par l'Inde, car il faudrait tout de même contrôler les importateurs pour déterminer si la valeur indiquée était correcte. Lors de la négociation de l'Accord, il avait été convenu que les dispositions actuelles étaient souhaitables. La modification proposée pourrait avoir des effets négatifs sur les arrangements conclus par les entreprises et augmenter la valeur en douane à des fins fiscales.

2.59 Le représentant de l'Inde a fait remarquer qu'il n'était pas toujours possible de faire ressortir les détails des transactions frauduleuses par des vérifications internes, car les transactions financières étaient tellement compliquées et le règlement des services reviendrait à leur fournisseur véritable. Il n'était pas d'accord avec le commentaire des États-Unis selon lequel il était difficile de prévoir une exemption pour ces services: ceux-ci représentaient un élément des marchandises importées pour lequel on pouvait toujours accorder une exemption totale ou partielle. Les pays qui voulaient ne pas compter ces services dans la valeur transactionnelle en avaient la faculté, mais sa délégation souhaitait accorder le même traitement aux éléments visés aux alinéas i à iv de l'article 8.1 b). Le problème de double imposition mentionné par la Thaïlande existait aussi pour les marchandises visées aux points i à iii.

2.60 Le représentant du Canada a convenu que le problème mentionné par l'Inde était la fraude. Toutefois, même si le montant des services devait être ajouté à la valeur, l'importateur commettant la fraude pouvait tout de même ne pas le faire et ne pas tenir compte de cette exigence. Si les douanes indiennes n'étaient pas même en mesure de trouver la transaction financière, pourquoi seraient-elles en mesure de la trouver si la proposition était adoptée? Sa délégation ne voyait pas comment cette proposition particulière résoudrait la question de la fraude. Elle n'était pas compatible avec la liberté des échanges et il existait d'autres techniques de lutte contre la fraude pour traiter du problème mentionné.

2.61 La représentante de la Nouvelle-Zélande a estimé que la proposition serait en contradiction avec la justification économique de la disposition, qui était d'encourager le développement de telles industries des services dans les pays importateurs. Elle irait à l'encontre des intérêts des pays en développement. La représentante ne comprenait pas bien pourquoi l'Inde faisait une telle proposition. Par ailleurs, que voulait-on dire par le mot "acheteur" dans cette proposition? S'agissait-il seulement de la personne qui achetait les produits importés ou bien le terme couvrait-il des services fournis par des sociétés autres que l'acheteur de ces produits? Cela ne correspondrait pas aux termes de l'Accord, qui mentionnait les services "exécutés ailleurs que dans le pays d'importation..." Enfin, elle a demandé comment cela fonctionnerait dans la pratique, y compris pour la valeur ajoutée, lorsque ces services se poursuivraient après l'entrée des marchandises dans le pays importateur. Pendant combien de temps le travail effectué par l'acheteur se verrait-il assigner une valeur à des fins douanières?

2.62 Le représentant de l'Inde a précisé que l'expression utilisée dans la proposition correspondait au cas où ces coûts n'étaient pas inclus dans la valeur en douane. Au début de l'alinéa 1 b) de l'article 8, il était question de "la valeur des produits et services ci-après lorsqu'ils sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit ...". Aux termes du point iv de ce même alinéa, les services mentionnés n'étaient pas inclus s'ils étaient fournis dans le pays d'importation. Toutefois, la clause principale stipulait que les produits et services devaient être fournis par l'acheteur sans frais ou à coût réduit. C'était donc l'acheteur qui devait fournir les produits et les services. En réponse à la question du Canada sur la question de savoir quelle différence cela ferait si le membre de phrase "exécutés ailleurs que dans le pays d'importation" ne figurait pas dans le texte, le représentant a estimé que cela ferait une énorme différence. Les importateurs, notamment ceux qui commettaient des fraudes, ne pourraient pas profiter de cette disposition. Du fait qu'il figurait dans le texte, ce membre de phrase encourageait la division des valeurs. Il a répété que l'Accord n'était pas conçu pour encourager les industries de secteurs particuliers, mais pour déterminer la valeur en douane des marchandises. Sa proposition visait à ce que tous les éléments constitutifs de cette valeur fussent pris en compte.

Tiret 3: La méthode résiduelle de détermination de la valeur en douane au titre de l'article 7 comprendra toutes les éventualités résiduelles, permettant ainsi une évaluation fondée sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers avec les ajustements appropriés.

2.63 Le représentant de l'Inde a précisé que la proposition concernait le prix sur le marché intérieur du pays d'exportation; l'intention n'était pas d'inclure le prix de vente dans le pays d'importation. Les deux méthodes proposées figuraient actuellement aux alinéas c) et e) de la liste des méthodes interdites au titre de l'article 7 de l'Accord. Ces prix étaient actuellement utilisés pour d'autres accords tels que l'Accord antidumping. L'article 7 et les deux méthodes additionnelles proposées ne seraient utilisés qu'en dernier ressort, lorsque les autres méthodes ne pourraient l'être. Avec l'interdiction d'utiliser ces deux prix, qui se rapprochaient le plus de la valeur réelle, ce qui était le concept de l'article VII du GATT de 1994, l'administration des douanes de son pays estimait ne pas être en mesure d'obtenir la valeur appropriée à des fins douanières.

2.64 Le représentant du Canada a estimé qu'il devait y avoir eu de bonnes raisons pour que ces deux méthodes aient été interdites dans l'Accord lors de sa négociation. Il a demandé ce que l'on entendait par "toutes les éventualités résiduelles". Il souhaitait aussi savoir où les administrations des douanes se procureraient les renseignements nécessaires pour appliquer les deux méthodes proposées et ajuster ces prix de manière appropriée.

2.65 La représentante de la Nouvelle-Zélande a également demandé ce que l'on entendait par "toutes les éventualités résiduelles" et si la notion de prix sur le marché intérieur du pays d'exportation était la même que celle contenue dans l'Accord antidumping.

2.66 Le représentant de l'Inde a précisé que la proposition se référait aux prix visés aux alinéas c) et e) de l'article 7 et non aux autres "éventualités". C'était là ce que l'on entendait par "éventualités résiduelles". Par ailleurs, sa délégation avait examiné l'Accord antidumping et constaté que l'utilisation de ces types de prix était autorisée dans ce contexte pour comparer les valeurs. Pourquoi ne l'était-elle pas dans le contexte de l'Accord sur l'évaluation en douane? Il a confirmé que sa délégation s'était engagée à appliquer la première méthode prévue dans l'Accord (celle de la valeur transactionnelle) et, si celle-ci ne pouvait être utilisée, les méthodes prévues ensuite dans l'Accord. Si toutes ces méthodes échouaient et que l'on en arrivait à l'article 7, l'administration des douanes souhaitait pouvoir utiliser les deux prix proposés qui étaient actuellement interdits. Le représentant ne pouvait citer de cas où ces méthodes avaient été utilisées, du fait qu'elles n'étaient pas actuellement autorisées.

2.67 La représentante de Singapour a souligné que les prix visés dans l'Accord antidumping et dans l'Accord sur l'évaluation en douane correspondaient à deux notions différentes. Dans le premier, l'objectif était de montrer qu'il y avait discrimination en matière de prix, de sorte qu'une comparaison entre le prix intérieur du pays exportateur et le prix d'exportation vers le pays importateur ou un pays tiers était nécessaire. Mais dans le contexte du second, l'objectif était de déterminer la valeur des marchandises ayant fait l'objet de la transaction. Celle-ci devait être fondée sur le prix réel de transaction, convenu entre l'exportateur et l'importateur. C'était pourquoi il était clairement spécifié dans l'Accord sur l'évaluation en douane que les deux prix proposés ne devaient pas être utilisés. La représentante a demandé comment les renseignements nécessaires pour déterminer les prix proposés seraient obtenus. Ils ne refléteraient pas la valeur transactionnelle réelle. Sur le marché intérieur du pays exportateur, le prix pouvait être très élevé en raison des frais généraux, de la publicité et d'autres coûts encourus sur ce marché. Le fait d'autoriser l'emploi du prix du marché intérieur du pays exportateur pourrait déboucher sur des valeurs à l'exportation élevées fictives. En ce qui concerne la valeur à l'exportation vers un pays tiers, elle a demandé quel pays tiers serait choisi: celui où le prix était le plus élevé ou celui où il était le plus faible? Les administrations des douanes rechercheraient-elles le prix le plus favorable parmi les pays tiers et comment détermineraient-elles celui qui refléterait le mieux la valeur transactionnelle?

2.68 Le représentant de l'Inde a rappelé aux Membres que l'Accord sur l'évaluation en douane ne mentionnait pas seulement la méthode de la valeur transactionnelle. Il fallait utiliser cette méthode dans toute la mesure du possible et, lorsqu'elle pouvait l'être, les prix suggérés dans la proposition ne seraient ni nécessaires, ni pertinents. En cas d'échec de toutes les méthodes, l'article 7 devenait pertinent. La proposition demandait seulement que les deux méthodes actuellement exclues au titre de l'article 7 fussent autorisées lorsque toutes les autres auraient échoué. De plus, ces deux méthodes étaient autorisées dans le cadre d'un autre accord de l'OMC, alors pourquoi pas dans le cadre de celui-ci? La manière de déterminer ces valeurs était déjà expliquée dans cet autre Accord, aussi ne voyait-il aucune difficulté à les déterminer dans le présent contexte.

2.69 Le représentant des États-Unis a dit qu'il restait perplexe quant à la justification de cette proposition et a demandé ce que l'on entendait par l'expression "avec les ajustements appropriés". S'agirait-il d'ajustements vers le haut ou vers le bas? Il a aussi demandé quels seraient les prix du

marché utilisés et comment ils seraient déterminés. Utiliserait-on les prix d'un catalogue de vente en gros ou les prix d'un centre commercial? Comment pouvait-on s'assurer que les prix ne seraient pas déterminés de manière arbitraire? Enfin, pourquoi parlait-on de l'Accord antidumping dans ce contexte et pourquoi était-ce pertinent étant donné que les déterminations de prix qui y étaient prévues avaient un rôle clairement très différent de celui des déterminations de prix dans l'Accord sur l'évaluation en douane?

2.70 Le représentant de l'Inde a expliqué que, aux termes de la proposition, ces prix ne pourraient être utilisés directement, mais devraient faire l'objet d'ajustements. On pouvait citer comme exemple à cet égard les prix f.a.b. ou c.a.f. Si le pays exportateur avait une base d'évaluation différente, le prix devrait être ajusté pour tenir compte de ces coûts supplémentaires. Par ailleurs, avec les méthodes des produits analogues et identiques, il fallait opérer des ajustements en fonction des quantités. La proposition n'introduisait pas dans l'Accord sur l'évaluation en douane des notions propres à d'autres accords. Ces deux prix étaient utilisés dans le cadre de l'Accord antidumping et devraient être autorisés dans des circonstances extrêmes dans le cadre de l'Accord sur l'évaluation en douane.

2.71 Le représentant du Canada a estimé qu'il était nécessaire de vérifier pourquoi ces deux méthodes de détermination des prix avaient été exclues au départ. Il ne pensait pas que leur utilisation faciliterait la mise en œuvre de l'Accord, car si, comme l'indiquait l'Inde, les renseignements étaient obtenus de la même manière que dans le cadre de l'Accord antidumping, cela impliquerait un processus très compliqué. Il n'était donc pas certain de la raison de cette proposition et ne voyait toujours pas clairement comment les renseignements sur les prix, les ajustements et leurs valeurs seraient obtenus.

2.72 Le représentant des Communautés européennes a laissé entendre que ces deux méthodes avaient été exclues parce que l'on considérait qu'il n'y avait pas de raison de se référer à des sources qu'il serait difficile de consulter et de rendre pertinentes pour la détermination de la valeur transactionnelle. Par ailleurs, il n'estimait pas prudent de s'égarer dans d'autres accords, dont les objectifs et les contextes étaient totalement différents. Il a rappelé aux délégations l'importance des Notes interprétatives de l'article 7, lesquelles soulignaient l'importance des valeurs déterminées antérieurement et que, en vertu de l'article 7, les méthodes antérieures devaient être appliquées avec une souplesse raisonnable. L'Accord lui-même précisait que les dispositions de l'article 7 permettaient une telle souplesse et il était inutile d'aller au-delà.

2.73 Le représentant de la Thaïlande a estimé que la proposition, du fait qu'elle traitait de la méthode résiduelle, pouvait donner plus de souplesse à l'Accord, notamment lorsqu'il s'agissait de produits nouveaux et innovants. Il n'existait pas de relevés de prix antérieurs pour de tels produits dans le pays importateur. Il considérait par conséquent que la proposition faciliterait la tâche des administrations des douanes.

2.74 Le représentant du Japon s'est aussi demandé comment les administrations des douanes obtiendraient les renseignements nécessaires pour déterminer le prix sur le marché intérieur du pays exportateur et le prix dans un pays tiers et pour déterminer les ajustements. Pour effectuer les ajustements appropriés, il pouvait être nécessaire d'examiner les livres des exportateurs. S'il y avait des coûts de promotion ou de publicité importants, notamment à la télévision, il faudrait les quantifier pour effectuer les ajustements appropriés. Cela pourrait poser des difficultés. Par ailleurs, l'Accord était rédigé de manière à assurer aux importateurs une certaine prévisibilité. Mais ceux-ci ne connaîtraient pas le prix sur le marché intérieur du pays importateur, ni le prix d'exportation vers un pays tiers. Ils ne connaîtraient que la valeur transactionnelle. Par conséquent, si la proposition était acceptée, l'élément de prévisibilité pour les importateurs en pâtirait.

2.75 Le représentant de l'Inde a affirmé que la proposition n'affecterait en rien la prévisibilité inhérente à l'Accord, car la valeur transactionnelle demeurerait la principale méthode d'évaluation. Si

on pouvait appliquer la valeur transactionnelle, il n'y avait aucun besoin d'utiliser une autre méthode. Toutefois, comme l'avait souligné la Thaïlande, l'un des cas où il pouvait être nécessaire d'employer d'autres méthodes était celui des produits nouveaux et innovants, pour lesquels on ne pouvait pas utiliser la méthode de la valeur transactionnelle et ne disposait d'aucun autre moyen de détermination du prix. On ferait alors appel à l'article 7 et les deux prix proposés viendraient s'ajouter aux méthodes utilisables sur la base de renseignements qui ne seraient pas disponibles dans le pays d'importation.

2.76 Le représentant du Canada a réitéré sa question quant à la justification de cette proposition et à la manière dont les renseignements seraient recueillis. Il a ajouté que si on utilisait les sources mentionnées par les États-Unis pour déterminer les prix, ceux-ci ne constitueraient que des points de départ et certainement pas un aboutissement pour la détermination des prix. Il a demandé en quoi cela faciliterait l'application de l'article 7 puisqu'il n'était pas clair comment les renseignements seraient obtenus. Il considérait par ailleurs que les commentaires du Japon étaient pertinents.

2.77 Le Président a pris note des déclarations qui avaient été faites. Il a noté que la proposition étaient encore examinée par un certain nombre de Membres et que des questions techniques avaient été soulevées pendant les débats. Il préparerait sous sa propre responsabilité un rapport au Conseil général sur les débats et ses consultations. Il le ferait circuler aux fins de clarification technique; là s'arrêterait la contribution des Membres à ce stade.

B. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU CONSEIL GÉNÉRAL (G/VAL/36)

**RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION
EN DOUANE AU CONSEIL GÉNÉRAL**

1. À la suite de la réunion tenue par le Conseil général en session extraordinaire les 18 et 19 octobre, j'ai procédé à plusieurs séries de consultations informelles avec les Membres et, le 7 novembre 2000, le Comité de l'évaluation en douane a tenu une réunion formelle qui a été consacrée pour une large part à un débat sur les propositions. Je pense que ces consultations et ce débat ont permis de faire passer l'examen de ces propositions du terrain du débat politique à celui d'une analyse techniquement approfondie des questions à l'étude. Le rapport ci-dessous est fondé sur les consultations auxquelles j'ai procédé ainsi que sur l'examen des trois propositions par le Comité. Il s'agit certes d'un aperçu de l'analyse effectuée dans lequel une grande partie des détails techniques ont dû être résumés, mais ce document n'en demeure pas moins un rapport technique. Je pense que, pour avoir une idée exacte du débat technique dans sa totalité, les Membres intéressés devraient se reporter au rapport de la réunion tenue par le Comité le 7 novembre 2000 (document G/VAL/M/17, qui paraîtra ultérieurement).

Tiret 1: Une solution multilatérale permettant aux administrations des douanes des pays importateurs de demander et d'obtenir des renseignements sur les valeurs à l'exportation dans un délai déterminé, dans les cas douteux, sera incluse dans l'Accord.

2. L'auteur de la proposition a expliqué, à l'aide de cas spécifiques, que cette proposition était le fruit de l'expérience que sa délégation avait de l'application de l'Accord et des difficultés rencontrées pour lutter contre les transactions frauduleuses, en particulier contre la sous-évaluation du prix déclaré par l'importateur. Même si l'administration des douanes de son pays avait des mécanismes permettant d'enquêter sur les déclarations frauduleuses des importateurs, les renseignements faisant apparaître la fraude ne pouvaient souvent pas être utilisés dans des procédures judiciaires car ils avaient été obtenus soit de source non officielle soit à titre confidentiel. L'auteur de la proposition recherchait par conséquent une solution multilatérale formelle et contraignante qui autorise l'obtention des renseignements nécessaires auprès de l'administration douanière du pays exportateur. Si les renseignements en question étaient la fraude, ils seraient recevables en justice. De surcroît, les

transactions frauduleuses prenaient souvent la forme de factures délivrées dans un pays tiers, ce qui obligeait souvent à remonter jusqu'à la source initiale du produit pour obtenir un prix à l'exportation. Aux yeux de l'auteur de la proposition, avec une solution multilatérale, tous les Membres de l'OMC seraient tenus de fournir des renseignements sur le prix à l'exportation, ce qui limiterait les possibilités pour les importateurs frauduleux d'échapper à la détection et, finalement, à des poursuites judiciaires. Cette proposition visait à mettre en place un mécanisme par lequel les administrations douanières des pays importateurs, en présence d'un cas leur donnant des motifs raisonnables de présumer une fraude, c'est-à-dire un "cas douteux", pourraient demander des renseignements sur le prix à l'exportation auprès des administrations douanières des pays exportateurs et être en droit de s'attendre à une réponse rapide. Ces renseignements resteraient confidentiels, sauf dans le cas et jusqu'au moment où, la fraude étant attestée, lesdits renseignements devaient nécessairement être produits à titre de preuve en justice, conformément à l'article 10 de l'Accord sur l'évaluation en douane. L'auteur de la proposition reconnaissait que celle-ci ne prévoyait pas le cas de collusion entre l'exportateur et l'importateur.

3. Les Membres ont reconnu que la fraude était un problème qui existait dans le commerce international et ont été sensibles aux difficultés exposées par l'auteur de la proposition. Nombre d'entre eux avaient connu des problèmes identiques et travaillaient avec l'Organisation mondiale des douanes (OMD) ainsi que d'autres fournisseurs d'assistance technique pour mettre au point les techniques douanières et procédures d'exécution appropriées. Plusieurs Membres ont noté qu'il s'agissait d'un problème propre aux pays en développement appliquant des taux de droit élevés, lourdement tributaires des recettes douanières et ayant des frontières poreuses. Certains pays en développement ont appuyé cette proposition, en particulier ceux qui se trouvaient au stade préalable à la mise en œuvre ou aux premiers stades de la transition vers le système d'évaluation en douane de l'OMC.

4. Dans leur majorité, les Membres ont considéré que cette proposition n'était pas la solution appropriée pour combattre la fraude. Ils ont signalé d'autres mécanismes appropriés qui, selon leur expérience, étaient efficaces. Certains ont mentionné par exemple les accords bilatéraux entre administrations douanières, la Convention de Nairobi de l'OMD et la Décision ministérielle de l'OMC sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée. L'auteur de la proposition a estimé que les solutions bilatérales ne fonctionnaient pas, encore que l'administration des douanes de son pays soit partie à quelques accords de ce type, car il était difficile d'en conclure avec tous les partenaires commerciaux. De plus, une solution multilatérale résoudrait le problème de la facturation dans un pays tiers où les marchandises ne subissaient aucune autre transformation et dans ce dernier cas, l'auteur de la proposition considérait qu'une solution multilatérale était nécessaire parce que l'on avait besoin des valeurs dans le pays d'origine. En outre, selon lui, la plupart des délégations n'avaient pas signé la Convention de Nairobi et, parmi celles qui étaient signataires, 23 seulement avaient accédé à l'Annexe concernant l'échange de renseignements sur la valeur imposable.

5. De nombreux Membres se sont demandé ce que les problèmes rencontrés par l'auteur de la proposition à propos de la fraude présentaient de particulier qui ne puisse être traité dans le pays d'importation comme le prévoyait l'Accord. L'importateur pouvait venir à bout de la fraude grâce à une série de techniques telles que la tenue des livres comptables, la recherche et l'analyse, l'évaluation des risques, l'identification des zones à haut risque et à faible risque s'agissant du respect des règles, etc. On craignait que cette proposition ne se substitue à l'emploi de méthodologies et de techniques douanières modernes appropriées contre la fraude, qui étaient importantes pour mettre en œuvre l'Accord. L'auteur de la proposition a expliqué que le problème était limité et que certaines marchandises étaient davantage sujettes à la fraude que d'autres. Il a souligné qu'il souhaitait obtenir ce renseignement supplémentaire précis auprès des administrations douanières du pays exportateur pour compléter ses propres enquêtes. Cela a suscité une grande inquiétude chez certains Membres, du fait que la proposition, si elle était adoptée, ferait passer la charge de la preuve du pays importateur,

actuellement dépositaire de tous les pouvoirs découlant de l'Accord et celui de présenter les éléments de preuve nécessaires, sur le pays exportateur. Si cette proposition signifiait que les autorités du pays exportateur devraient vérifier l'exactitude des renseignements qui leur étaient soumis, cela reviendrait à faire peser sur les autorités du pays exportateur les tâches d'investigation.

6. La proposition soulevait d'autres problèmes et questions techniques concernant le sens de la formule "**cas douteux**" et la manière dont les douanes allaient déterminer ce qui constituait un "cas douteux". Même si l'on reconnaissait que le pays importateur avait le droit de déterminer ce qui constituait un cas douteux pour ses propres enquêtes internes, des difficultés d'ordre juridique pouvaient survenir si cette détermination entraînait des obligations pour les administrations douanières des pays exportateurs.

7. Tout en reconnaissant que l'auteur de la proposition avait mentionné l'article 10 de l'Accord, plusieurs Membres ont relevé que, selon leur législation nationale, les renseignements étaient fournis par les exportateurs à leur administration douanière nationale sous réserve d'une **obligation de confidentialité** qui interdisait la divulgation de ce type de renseignements à d'autres organes. Avant même que les autorités du pays d'exportation ne soient en mesure de fournir les renseignements demandés, elles pouvaient en être empêchées par des procédures internes. À l'appui de la proposition, un Membre a noté que l'article 6:2 de l'Accord disposait que des renseignements pouvaient être demandés aux autorités d'autres pays aux fins de déterminer la valeur calculée. Cette disposition visait la même chose que ce que cherchait à obtenir la proposition et constituait un précédent faisant appel à l'aide des pays tiers pour vérifier la valeur en douane.

8. Certains Membres se sont dit préoccupés par le fait que cette proposition risquait de faire peser sur les administrations douanières une obligation induite de fournir des renseignements aux pays importateurs. Cela risquait de détourner les ressources des tâches primordiales incombant aux douanes. Les **incidences sur les ressources** de la proposition devraient donc être analysées et il faudrait peut-être modifier les systèmes de dédouanement à l'exportation pour la mettre en application. Des questions ont été posées sur le point de savoir si les administrations douanières des pays exportateurs seraient censées se rendre dans les bureaux des sociétés exportatrices et si l'administration douanière de l'auteur de la proposition serait disposée à contrôler ses propres importateurs et exportateurs pour obtenir ce type de renseignements. Même si beaucoup de pays recueillaient effectivement des données sur les prix à l'exportation, de nombreux Membres ont expliqué que cela se faisait essentiellement à des fins statistiques sans donner lieu à vérification, et qu'il ne s'agissait pas d'une opération effectuée sur chaque transaction, alors que cela serait nécessaire pour appliquer cette proposition. En outre, on ne voyait pas bien si, en vertu de cette proposition, les administrations douanières seraient tenues d'examiner les livres comptables des exportateurs pour déterminer les données relatives aux prix d'une expédition particulière. Si tel était le cas, cela serait problématique. On a également noté que les prix à l'exportation variaient considérablement selon la situation. Par conséquent, des variables à l'exportation ne pouvaient pas, en vertu de l'Accord, être utilisées comme base raisonnable pour déterminer la valeur en douane des marchandises importées.

9. De nombreux Membres ont demandé ce qu'il fallait entendre par "**délai déterminé**" et quelles seraient les conséquences juridiques si l'administration douanière d'un pays exportateur n'était pas en mesure de fournir les renseignements demandés dans un "délai déterminé". L'auteur de la proposition a expliqué que le terme "délai déterminé" voulait dire dans les meilleurs délais et sans retard fâcheux s'agissant d'une demande de valeur à l'exportation. Un autre Membre a demandé ce qu'il fallait entendre par la formule "**de demander et d'obtenir des renseignements**" et de quelle manière les autorités douanières des pays importateurs s'y prendraient pour demander et obtenir lesdits renseignements. Une dernière question concernait le point de savoir si un pays importateur suspendrait **le système de dédouanement des importations en attendant l'enquête** envisagé par la proposition. Il a été précisé que l'idée de demander des renseignements visait à faire une double vérification et, dans les cas où aucun problème ne se posait à propos de la valeur déclarée, le pays

importateur procéderait rapidement au dédouanement. En tout état de cause, les administrations douanières des pays importateurs seraient tenues par l'article 13 de l'Accord de mettre les marchandises en libre circulation.

Tiret 2: L'adjonction du coût des services tels que les travaux d'ingénierie, d'étude et de design, qui sont fournis directement ou indirectement par l'acheteur, sans frais ou à coût réduit, pour la production des marchandises importées sera incluse à l'article 8:1 b) iv).

10. L'auteur de la proposition a expliqué que l'objet de cette proposition était d'inclure les services énumérés à l'article 8:1 b) iv) de l'Accord dans le calcul de la valeur en douane, même si les services en question étaient fournis dans le pays d'importation. Actuellement, ils ne peuvent être inclus que s'ils sont fournis par l'acheteur mais réalisés ailleurs que dans le pays d'importation. Les produits énumérés sous les trois premières rubriques de l'article 8:1 b) pouvaient être fournis par le pays exportateur, le pays importateur ou un pays tiers. Aucune distinction n'était faite et, dans chacun des trois cas, le coût des produits énumérés serait inclus dans la valeur en douane. Aux yeux de l'auteur de la proposition, il paraissait logique d'accorder le même traitement aux services énumérés à la quatrième rubrique de cet article. Il a expliqué que le fait de réserver un traitement différent aux produits d'une part et aux services de l'autre, au titre de cet article, entraînait un détournement des valeurs de la part d'importateurs frauduleux qui essayaient souvent de déduire une partie de la valeur en prétendant que les services en question, qui étaient un élément de la valeur, étaient fournis par l'acheteur et réalisés dans le pays d'importation. Or, cela était souvent difficile à prouver, étant donné que les transferts monétaires étaient difficiles à détecter.

11. De nombreux Membres voyaient mal en quoi cette proposition permettrait d'atténuer le problème cité par son auteur à propos des importateurs frauduleux qui scindaient les valeurs en éléments de coût d'origine interne et externe. Ils ont relevé que les importateurs frauduleux pourraient toujours essayer de trouver d'autres moyens de ne pas déclarer la valeur des services en question ou de déclarer des montants minorés, même s'il s'agissait d'éléments d'origine interne qui devaient entrer dans le calcul de la valeur. Tout en reconnaissant qu'il pouvait être difficile de retrouver la trace des transactions financières dans le monde d'aujourd'hui où régnaient les technologies de l'information, certains ont demandé pourquoi cette proposition permettrait de détecter les transactions en question. Il faudrait toujours exercer une surveillance sur les importateurs et vérifier leurs comptes en cas de problème dans leur déclaration et il existait d'autres outils, instruments et techniques pour combattre la fraude et identifier les services réellement compris dans la valeur et leur coût.

12. Plusieurs Membres ont relevé que la structure de l'Accord n'avait pas changé depuis son entrée en vigueur 20 ans auparavant et que la proposition entraînerait de graves bouleversements pour l'industrie et le commerce qui avaient organisé leurs activités en fonction du traitement particulier de la valeur en douane prévu actuellement dans l'Accord. Certains Membres se sont demandé pour quel motif économique on inclurait les coûts des services réalisés dans le pays d'importation. En n'incluant pas les services d'origine intérieure dans la valeur en douane, l'Accord sous sa forme actuelle offrait une incitation économique à l'utilisation des services effectués dans le pays importateur. Un autre Membre a expliqué que l'exonération au titre de l'article 8:1 b) iv) avait été prévue parce qu'il s'agissait de services accomplis dans le pays importateur.

13. Un autre Membre s'est dit préoccupé par le fait que, si les services en question devaient être inclus dans la valeur en douane, cela gonflerait le prix à l'importation qui serait payé en fin de compte par les consommateurs du pays importateur. Un autre Membre, qui a reconnu les effets bénéfiques de cette proposition pour le pays importateur sur le plan des recettes perçues, a fait observer que cela pourrait créer un problème de double imposition pour les importateurs. Le coût d'un service fourni par l'acheteur aura peut-être déjà été assujéti à une imposition intérieure et serait alors imposé une deuxième fois sous la forme d'un droit à l'importation. Par conséquent, l'importateur pourrait être amené à payer deux fois un impôt sur ce service.

Tiret 3: La méthode résiduelle de détermination de la valeur en douane au titre de l'article 7 comprendra toutes les éventualités résiduelles, permettant ainsi une évaluation fondée sur le prix du marché intérieur ou le prix à l'exportation dans un pays tiers avec les ajustements appropriés.

14. L'auteur de la proposition a précisé que celle-ci visait à inclure deux méthodes actuellement prohibées d'évaluation des importations aux fins douanières en tant que méthodes autorisées au titre de l'article 7 de l'Accord. La première (mentionnée au paragraphe 2 c) de l'article 7) était le prix sur le seul marché intérieur dans le pays d'exportation (et non dans le pays d'importation), et la seconde (mentionnée au paragraphe 2 e) de l'article 7) était le prix des marchandises vendues pour l'exportation à destination d'un pays autre que le pays d'importation. L'auteur a relevé que les prix en question étaient actuellement utilisés dans d'autres accords, comme l'Accord antidumping, et a précisé que l'article 7 ainsi que les deux méthodes additionnelles proposées ne seraient utilisés qu'en dernier recours dans les cas où les autres méthodes ne pourraient l'être. Un Membre a appuyé cette proposition, en indiquant qu'elle pourrait faciliter la tâche des administrations douanières s'agissant d'établir la valeur en douane de produits nouveaux et novateurs, dans l'éventualité où les autres méthodes prévues par l'Accord ne pourraient être utilisées.

15. Un certain nombre de questions ont été posées par les Membres touchant la nécessité de modifier une disposition déjà ancienne de l'Accord qui prohibait l'utilisation de ces deux méthodes d'établissement des prix au titre de l'article 7 de l'Accord. On a estimé qu'il serait peut-être utile de se reporter à l'historique des négociations afin de savoir pourquoi ces méthodes ont été interdites.

16. Plusieurs Membres ont demandé comment seraient obtenus les renseignements nécessaires pour déterminer le prix selon les deux méthodes proposées. Dans l'hypothèse où un prix de catalogue pour grossistes ou un prix pratiqué dans un centre commercial était utilisé, diverses préoccupations ont été exprimées: les prix en question n'étaient pas fiables, ils pouvaient gonfler les valeurs en douane et ils servaient souvent seulement de base indicative pour permettre aux acheteurs de négocier les prix à la baisse. Certains Membres ont émis l'idée que, sur le marché intérieur des pays exportateurs, le prix pouvait être sensiblement plus élevé en raison des coûts d'exploitation, des frais de publicité, de promotion et autres qui entraient dans le calcul du prix de vente sur le marché intérieur. En outre, il serait peut-être nécessaire d'examiner la comptabilité de l'exportateur pour vérifier l'existence de ces coûts additionnels. Cela pourrait s'avérer problématique et se traduire par des valeurs en douane élevées et fictives. Au sujet de la valeur à l'exportation vers un pays tiers, on a demandé quel pays tiers serait choisi – celui du prix le plus élevé ou du prix le plus bas. On a demandé si les administrations douanières se mettraient en quête du meilleur prix entre les différents pays tiers et comment elles allaient déterminer celui qui reflétait le mieux la valeur transactionnelle. En outre, comment les renseignements nécessaires pour procéder aux "ajustements appropriés" seraient-ils obtenus? L'auteur de la proposition a noté que les explications concernant la méthode à suivre pour établir les prix proposés existaient déjà dans les autres accords mentionnés et qu'il ne voyait pas où était la difficulté pour les obtenir et les utiliser dans le présent contexte. En outre, il a précisé que les prix ne pouvaient être utilisés directement mais après ajustement, par exemple compte tenu de la base f.o.b. ou c.a.f., compte tenu des différentes quantités considérées, etc. Tous ces ajustements existaient déjà au titre de l'Accord.

17. Quelques Membres ont jugé discutable l'idée de faire référence à un accord dans le contexte du débat sur un autre accord et ont évoqué le risque de confusion entre les concepts. On a souligné que, dans l'Accord antidumping, l'objectif était de déterminer s'il y avait discrimination dans les prix, ce qui justifiait l'examen du prix sur le marché intérieur dans le pays d'exportation pour le comparer au prix de marchandises vendues pour l'exportation à destination du pays d'importation ou d'un pays tiers. Au titre de l'Accord sur l'évaluation en douane, l'objectif était de déterminer la valeur de la transaction entre l'exportateur et l'importateur. Ces deux objectifs étaient totalement différents et, par conséquent, les concepts relatifs aux prix ne pouvaient être comparés. L'auteur de la proposition a

expliqué que celle-ci n'était pas destinée à introduire les concepts d'autres accords dans l'Accord sur l'évaluation en douane et que la mention de l'Accord antidumping était purement fortuite. La délégation de l'auteur de la proposition était attachée à la valeur transactionnelle et, si celle-ci échouait, aux méthodes indiquées par la suite dans l'Accord. Si toutes les méthodes échouaient et si l'administration douanière arrivait à l'application de l'article 7, cette délégation souhaitait voir utiliser les deux prix proposés, ce qui était actuellement interdit.

18. Un autre Membre a rappelé aux délégations l'importance de la note interprétative relative à l'article 7, qui soulignait qu'il importait d'utiliser des valeurs en douane déterminées antérieurement et qu'il fallait faire preuve d'une souplesse raisonnable dans l'application des méthodes à employer en vertu de l'article 7. De plus, l'Accord lui-même précisant qu'une telle souplesse était possible dans le cadre des dispositions dudit article, il n'était pas nécessaire de chercher plus loin.

Résumé

19. Quelques Membres ont appuyé les propositions ainsi que leurs objectifs. Toutefois, si la majorité de ceux qui ont pris la parole au sujet des propositions ont reconnu les difficultés réelles que l'on rencontrait pour s'attaquer à la fraude et les problèmes auxquels s'était heurté l'auteur de la proposition, ils n'étaient pas convaincus que les propositions formulées dans les tirets soient des solutions appropriées. En fait, certains d'entre eux avaient connu les mêmes problèmes mais les avaient réglés en utilisant les mécanismes et les instruments existants, tout en restant dans le cadre des paramètres de l'Accord.

C. RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL (WT/GC/49)

RAPPORT DU PRÉSIDENT DU COMITÉ DE L'ÉVALUATION EN DOUANE AU PRÉSIDENT DU CONSEIL GÉNÉRAL

Le Président du Comité de l'évaluation en douane a fait parvenir au Président du Conseil général la communication suivante datée du 14 septembre 2001.

En référence à la lettre du 2 août 2001 dans laquelle vous renvoyez la question relative à la mise en œuvre indiquée au tiret 56 du document JOB (01)/112, afin que je tienne des consultations et fasse des suggestions sur une façon de procéder appropriée, je joins le compte rendu de ces consultations.

Faute de consensus, je ne peux que présenter un résumé factuel de mes consultations. Je crois néanmoins qu'il donne une image exacte de la situation actuelle en ce qui concerne le tiret 56 et j'espère qu'il vous aidera à poursuivre vos travaux sur les questions relatives à la mise en œuvre.

Rapport du Président du Comité de l'évaluation en douane

1. À la suite de la session extraordinaire du Conseil général du 15 décembre 2000, au cours de laquelle le Président du Comité de l'évaluation en douane avait rendu compte de l'examen par le Comité des trois premières propositions de l'Inde (G/VAL/36), le Président du Conseil général a eu le 10 avril 2001 des consultations informelles, durant lesquelles les trois premières propositions plus

trois propositions supplémentaires ont été débattues. Le représentant de l'Inde a donné des précisions sur les propositions, et des questions additionnelles ont été posées. Les consultations n'ont cependant pas abouti, et il a été décidé d'examiner plus avant ces questions.

2. À la suite de nouvelles consultations, le Président du Conseil général et le Directeur général ont distribué le 13 juillet 2001, sous leur propre responsabilité, un document énonçant les éléments sur lesquels ils pensaient qu'un premier accord pouvait être réalisé et proposant que certaines questions soient renvoyées devant les organes subsidiaires pour examen (JOB(01)/112). Conformément à la numérotation des tirets employée dans un document présenté par l'Uruguay, l'Argentine, le Maroc, la Nouvelle-Zélande, la Norvège, la Suisse et la Thaïlande, le tiret 56 (portant sur l'ancien tiret 1 du document G/VAL/36), consacré à l'évaluation en douane, était libellé comme suit:

"Le Conseil général devrait charger le Comité de l'évaluation en douane de poursuivre ses travaux visant à traiter les questions et besoins identifiés spécifiquement par les Membres pour ce qui est d'assurer la mise en œuvre appropriée de l'Accord et, en particulier, les préoccupations relatives à la fraude. À cet égard, le Conseil général charge le Comité d'entreprendre une étude, et de présenter un rapport, qui comprendront l'identification des méthodes pratiques disponibles, et de l'assistance technique appropriée requise, pour répondre à ces préoccupations. L'étude devrait, entre autres choses, évaluer l'utilisation possible, pour traiter la fraude, de mécanismes tels que des arrangements de coopération multilatéraux ou bilatéraux, la Décision de Marrakech en la matière et l'application des instruments de l'OMD ou autres instruments internationaux pertinents."

Assistance technique renforcée: le texte dont est saisi le Comité de l'évaluation devrait être convenu rapidement et mentionné dans un ensemble de décisions concernant la mise en œuvre qui seraient prises rapidement par le Conseil général."

3. Au cours d'une réunion informelle tenue par le Conseil général les 30 et 31 juillet 2001, les Membres sont convenus que les questions en suspens liées à la mise en œuvre, figurant dans le document JOB(01)/112, devraient être renvoyées devant les organes compétents de l'OMC ou leur président pour qu'ils les examinent et rendent compte de cet examen. Au sujet de l'évaluation en douane, les Membres sont convenus du mandat suivant:

"Que le Président du Conseil général demande au Président du Comité de l'évaluation en douane de tenir des consultations sur la base du rapport publié sous la cote G/VAL/36, afin de suggérer au Président du Conseil général, d'ici au 15 septembre, une façon de procéder appropriée."

4. Le 6 août 2001, j'ai distribué une télécopie résumant la discussion qui avait eu lieu au Comité sur la proposition (tiret 1 du document G/VAL/36) et sollicitant des observations et des suggestions sur des solutions qui pourraient convenir, afin de m'aider à élaborer le rapport. J'ai reçu cinq réponses, de la Colombie, de Hong Kong, Chine, du Japon, de la Thaïlande et de Singapour, qui ont été distribuées à tous les Membres.

5. J'ai ensuite convoqué une réunion informelle du Comité le 10 septembre 2001, à laquelle j'ai présenté quatre solutions possibles qui avaient été proposées à différents moments au sujet des questions relatives à la mise en œuvre. Ces solutions sont les suivantes:

- **Proposition de l'Inde (tiret 1 du document G/VAL/36)**

"Une solution multilatérale permettant aux administrations des douanes des pays importateurs de demander et d'obtenir des renseignements sur les valeurs à l'exportation dans un délai déterminé, dans les cas douteux, sera incluse dans l'Accord."

- **Texte du Président et du Directeur général (tiret 56 du document JOB(01)/112)**
"Le Conseil général devrait charger le Comité de l'évaluation en douane de poursuivre ses travaux visant à traiter les questions et besoins identifiés spécifiquement par les Membres pour ce qui est d'assurer la mise en œuvre appropriée de l'Accord et, en particulier, les préoccupations relatives à la fraude. À cet égard, le Conseil général charge le Comité d'entreprendre une étude, et de présenter un rapport, qui comprendront l'identification des méthodes pratiques disponibles, et de l'assistance technique appropriée requise, pour répondre à ces préoccupations. L'étude devrait, entre autres choses, évaluer l'utilisation possible, pour traiter la fraude, de mécanismes tels que des arrangements de coopération multilatéraux ou bilatéraux, la Décision de Marrakech en la matière et l'application des instruments de l'OMD ou autres instruments internationaux pertinents."
- **Autre texte du groupe partageant les mêmes idées**
"Conformément au paragraphe 2 de la Décision de 1994 sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée, les Membres conviennent que, lorsque l'administration des douanes d'un pays importateur a des doutes raisonnables sur la véracité ou l'exactitude de la valeur déclarée, l'administration des douanes du pays exportateur communiquera sur demande et dans les moindres délais des renseignements sur la valeur à l'exportation déclarée par l'exportateur."
- **Texte Pettigrew**
"Les Ministres conviennent que, lorsque l'administration des douanes d'un Membre importateur a des motifs raisonnables de douter de l'exactitude de la valeur déclarée, elle peut demander l'assistance de l'administration des douanes d'un Membre exportateur en ce qui concerne la valeur de la marchandise importée. Dans ce cas, le membre exportateur offrira, conformément à ses lois et règlements intérieurs, sa coopération et son assistance dans l'enquête sur une fraude éventuelle."

6. À cette réunion, l'Inde a précisé que sa position incluait à la fois sa proposition et le paragraphe intitulé "Autre texte du groupe partageant les mêmes idées". Deux Membres ont accueilli favorablement cette position. Tous les Membres ont reconnu que le problème de la fraude était bien réel. Toutefois, la majorité des Membres qui se sont exprimés et ont présenté des observations écrites ont estimé que ce problème exigeait une solution concrète. Ils ont soutenu le texte susmentionné du Président et du Directeur général, car il permettrait d'étudier plus avant le problème, afin de trouver une solution concrète. Certains de ces Membres ont ajouté qu'ils souhaiteraient quelques éclaircissements supplémentaires sur les travaux que le Comité effectuerait, le calendrier et les résultats concrets, mais qu'ils pourraient accepter le texte du Président et du Directeur général comme solution concrète. Un Membre a dit que ce texte ne contenait pas tous les éléments nécessaires, contrairement au texte du groupe partageant les mêmes idées. Il a été convenu que je poursuivrais les consultations sur cette question, afin d'élaborer un autre texte.

7. À la suite de cette réunion, deux Membres, l'Inde et la Norvège, ont présenté chacun une proposition destinée à combler l'écart et à trouver un consensus. Distribuées à tous les Membres au moyen d'une télécopie datée du 13 septembre, ces propositions ont été débattues lors d'une réunion informelle le 14 septembre. Leur texte est reproduit ci-après:

Proposition de l'Inde

"Suite à la *Décision de 1994 sur les cas où l'administration des douanes a des raisons de douter de la véracité ou de l'exactitude de la valeur déclarée*, les Membres sont convenus que,

si, après avoir reçu des renseignements complémentaires, ou en l'absence de réponse, de la part de l'importateur visé au paragraphe 1, l'administration des douanes d'un pays

importateur a toujours des doutes raisonnables sur la véracité ou l'exactitude de la valeur déclarée, elle peut aussi demander à l'administration des douanes du pays exportateur de lui donner des renseignements sur la valeur à l'exportation déclarée par l'exportateur. L'administration des douanes du pays exportateur communiquera ces renseignements dans les moindres délais, s'ils sont disponibles.

Les autorités douanières du pays exportateur ne sont pas tenues de vérifier l'exactitude de la valeur à l'exportation déclarée par l'exportateur à cette fin. Ce renseignement sera aussi traité comme strictement confidentiel par les autorités concernées, conformément aux prescriptions de l'article 10 de l'Accord sur la mise en œuvre de l'article VII du GATT de 1994. Il ne sera utilisé par les autorités que pour vérifier la véracité ou l'exactitude de la valeur déclarée par l'importateur."

Proposition de la Norvège

"Reconnaissant les préoccupations légitimes exprimées par les administrations des douanes de plusieurs/certains Membres importateurs quant à l'exactitude de la valeur déclarée, le Comité de l'évaluation en douane devrait être chargé d'identifier les moyens concrets disponibles pour y répondre. Cela devrait comprendre, entre autres choses, l'identification des moyens de solliciter l'aide des Membres exportateurs et l'assistance technique appropriée nécessaire, ainsi qu'à une évaluation des mécanismes tels que les arrangements en matière de coopération multilatéraux ou bilatéraux, les décisions de Marrakech sur la question et l'application des instruments pertinents de l'OMD ou d'autres instruments internationaux. Un rapport contenant des recommandations devrait être présenté au Conseil général pour la fin de 2002 au plus tard."

8. Plusieurs Membres ont accueilli favorablement la proposition de l'Inde, car elle allait au-delà du texte du groupe partageant les mêmes idées pour répondre à des préoccupations qu'ils avaient mentionnées précédemment. Ils ont donc soutenu cette proposition. Quelques Membres ont dit qu'il leur fallait plus de temps pour étudier les propositions et leurs incidences. Toutefois, de nombreux autres ont réitéré les préoccupations qu'ils avaient exprimées antérieurement, considérant que la proposition de l'Inde ne réglait pas ces questions techniques, à savoir la vérification des valeurs à l'exportation, la confidentialité des renseignements faisant l'objet de procédures juridiques, le changement apporté à la charge de la preuve telle qu'elle était actuellement prévue dans l'Accord, et le fait que la législation nationale de nombreux Membres ne permettait pas la divulgation de tels renseignements. Ils ont de nouveau insisté sur la nécessité d'une solution concrète. Les partisans de la proposition indienne ont dit qu'à leur avis, le deuxième paragraphe de cette proposition répondait de façon satisfaisante à ces préoccupations. Il offrirait une solution immédiate au problème urgent de la fraude, qui n'avait pas besoin d'être analysé davantage au Comité. Deux Membres ont estimé que le fait même que les discussions reviennent sans cesse sur les aspects techniques indiquait qu'il fallait poursuivre l'examen technique de cette question.

9. Les nombreux Membres qui se sont prononcés en faveur du texte du Président et du Directeur général ont dit qu'ils étaient également disposés à accepter la proposition norvégienne comme une façon de procéder appropriée que le Président du Comité pourrait proposer au Président du Conseil général. Cette proposition reconnaissait la légitimité des préoccupations de ses partisans, permettrait de déterminer des solutions concrètes et des recommandations, et prévoyait une date pour la remise du rapport. Toutefois, les partisans de la proposition indienne ont relevé que celle-ci contenait des éléments positifs permettant de répondre aux préoccupations, y compris au sujet de la confidentialité et de la vérification des données. Ils ont considéré que ce qu'il fallait à présent, c'était la volonté politique d'accepter une décision sur cette question.

10. Tous ont reconnu que la lutte contre la fraude soulevait de véritables difficultés. On est donc conscient du problème. Toutefois, des divergences notables subsistent sur la solution qui conviendrait entre les partisans de la proposition indienne du 13 septembre et les nombreux autres Membres qui soutiennent le texte du Président et du Directeur général ou la variante de ce texte proposée par la Norvège. Je ne suis donc pas en mesure de dire que mes consultations ont abouti à un consensus ni de suggérer une façon de procéder appropriée au sujet de la question dont j'ai été saisi par le Président du Conseil général.
